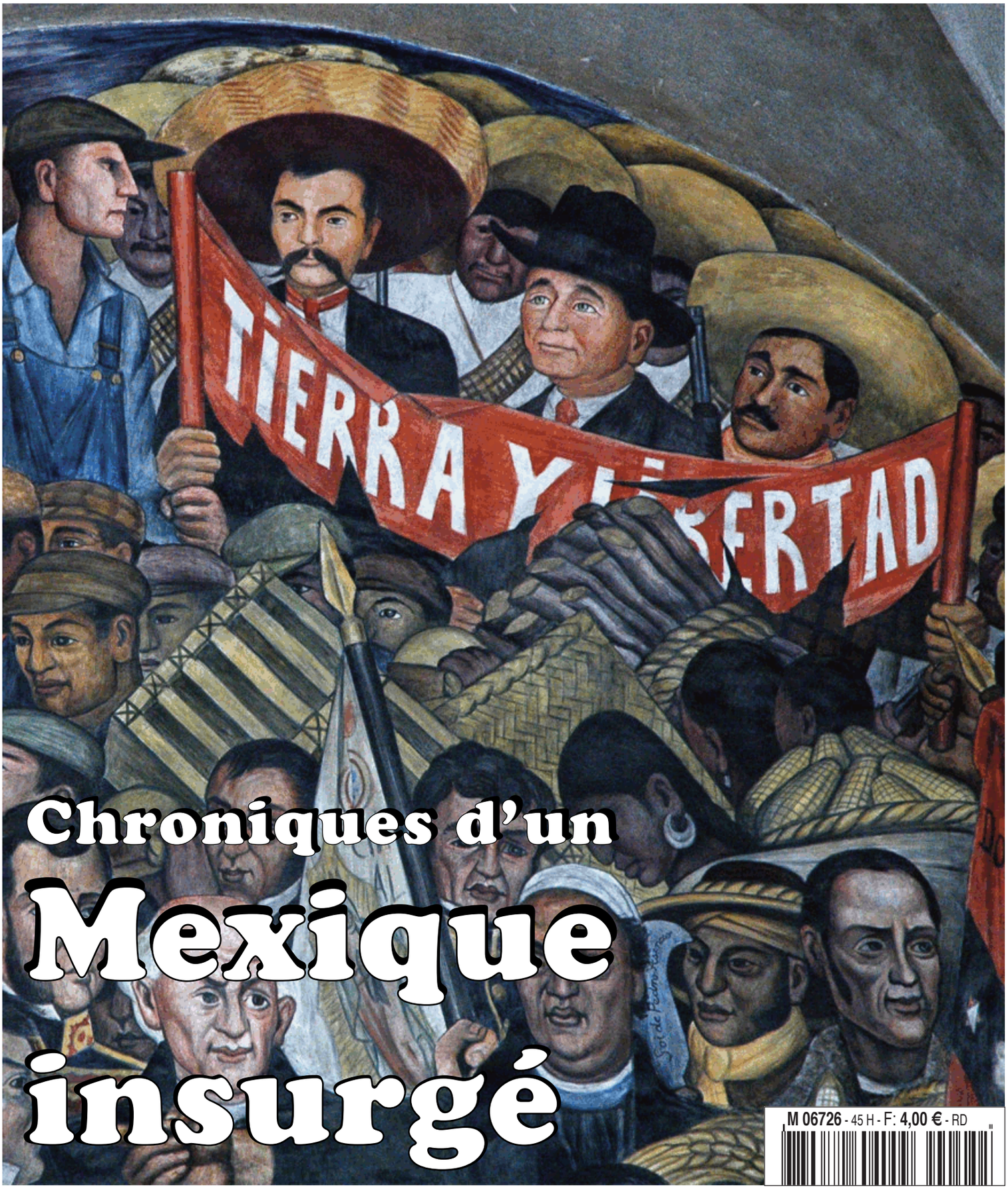
LE MONDE LIBERTAIRE

hors-série N° 45
du 12 jui. au 12 sept. 2012

www.monde-libertaire.fr

hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

ISSN 0026-9433



Chroniques d'un Mexique insurgé

M 06726 - 45 H - F: 4,00 € - RD

La Fédération anarchiste

La Fédération anarchiste est un groupement de militants politiques organisé sur le principe du libre fédéralisme (c'est-à-dire la libre association) garantissant aux groupes et aux individus qui la composent la plus grande autonomie afin de permettre le pluralisme des idées et des actions, dans le cadre d'un pacte associatif que nous appelons nos « principes de base » (disponibles sur demande). C'est notre outil de lutte qui doit être fonctionnel et rationnel. Nous rejetons en effet tout fétichisme d'organisation.

Pas de hiérarchie, donc pas de chefs chez nous ! C'est à tous les militants et militantes qu'il appartient de faire progresser leur organisation. Nous ne reconnaissons pas la division dirigeants/exécutants, la participation effective des militants et militantes aux structures collectives de l'organisation est un principe d'éthique et de solidarité.

Ces structures fédérales sont : le *Monde libertaire* hebdomadaire, Radio libertaire, hier parisienne, aujourd'hui planétaire, et la librairie du Monde libertaire, à Paris également. En dehors de ces œuvres fédérales, les groupes ont aussi des locaux, souvent des librairies, éditent des revues, menant ainsi leur propre activité au niveau local.

Les buts de la FA

Nous sommes pour une révolution radicale et globale, à la fois économique, sociale et politique ; pour détruire la société fondée sur la propriété privée ou étatique des moyens de production et de consommation ; pour la suppression de toutes les formes d'exploitation, de hiérarchie, d'autorité. Cette phase de destruction est nécessaire et c'est sans doute pour cela que certains ne voient ou ne veulent voir les anarchistes que comme des partisans fanatiques du désordre. Qu'ils regardent autour d'eux et qu'ils nous expliquent comment faire pire !

Les anarchistes sont, au contraire, partisans d'une société organisée d'une manière beaucoup plus rationnelle et logique que la jungle capitaliste ou les dictatures marxistes-léninistes. Il s'agit, dans le cadre d'une société libertaire, non pas de gouverner les hommes mais d'administrer les choses au profit de la collectivité tout entière. Nous voulons construire une société libre sans classes ni État, sans patrie ni frontières, avec comme objectifs : l'émancipation des individus ; l'égalité sociale, économique et politique ; la liberté de création ; la justice ; l'éducation libertaire et permanente ; l'organisation sociale sur les bases de la libre fédération des producteurs et des consommateurs (autogestion) ; la démocratie directe ; une économie tournée vers la satisfaction des besoins ; l'abolition du salariat ; l'écologie ; la libre union des individus ou des populations ; la liberté d'expression ; la libre circulation des individus.

Voilà en quelques lignes un aperçu de ce que veulent construire les militants et militantes de la Fédération anarchiste. Rendre possible l'édification d'un ordre social fondé sur l'entraide, la solidarité, sur le respect absolu de l'intégrité physique et morale de l'individu, voilà l'idéal qui nous anime et que nous souhaitons partager avec le plus grand nombre pour un monde meilleur.

Actualité

Retour sur une élection présidentielle, par C. Albertani, *page 3*

Arguments

200 ans après l'Indépendance du Mexique, par C. Albertani, *page 5*

Guerres de l'eau au Mexique, par C. Albertani, *page 11*

Dossier central

Histoire de l'anarchisme au Mexique, par D. Doillon, *page 17*

Zapatisme

Les racines historiques du zapatisme, par G. Goutte, *page 39*

Entretien

Entretien autour de la Radio Ñomndaa, *page 46*

La Fédération anarchiste

Liste des groupes de la FA, *page 51*

Grille des émissions de Radio libertaire, *page 54*

À propos de volcans, séismes et mécontentement social

Éruption du volcan Popocatepetl en juin 2012 (DR)

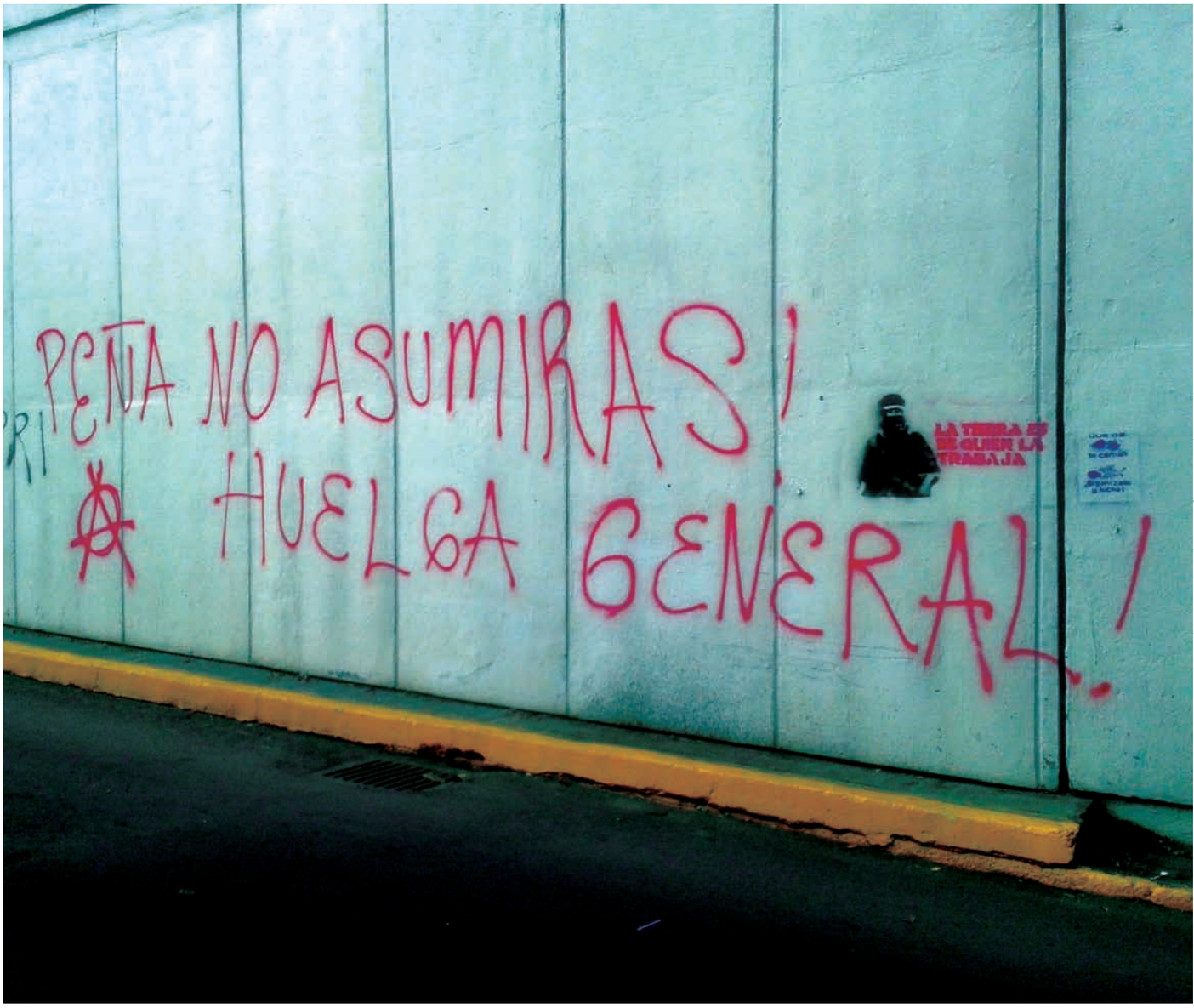
Le 18 juin 2012, le volcan Popocatepetl situé à environ quatre-vingts kilomètres de Mexico est entré en éruption, provoquant la fermeture de l'aéroport de la capitale et effrayant ses habitants. Dans les semaines précédentes, des séismes d'intensité moyenne avaient secoué le centre du pays, causant d'importants dégâts matériels et de nombreuses pertes humaines dans plusieurs États de la République. Y a-t-il un rapport entre les cataclysmes naturels et les catastrophes sociales ? On peut se le demander. Ce qui est sûr c'est que le pays est de nouveau en ébullition.

Il n'est pas facile de résumer en quelques lignes la liste des malheurs qui ont secoué le pays ces derniers temps. La décomposition sociale avance et la guerre contre le crime organisé, lancée il y a six ans par le (bâtard) président Felipe Calderon, s'est transformée en une guerre civile encore plus sanglante : désormais, le bilan s'élève à plus de 60 000 morts. Dans le même temps, la violence des cartels et des forces de l'État qui se disputent des territoires a engendré l'abominable phénomène des « déplacés » : à Ciudad Juarez, où l'on ne compte plus les victimes féminines, et qui est probablement la ville la plus dangereuse au monde, plus de 24 000 personnes ont quitté leurs foyers, rien que dans les quatre premiers mois de l'année, et le chiffre atteint les 250 000 habitants au niveau national.

Comme d'habitude, les peuples indigènes payent le prix le plus élevé. Lassés des agressions, vols et viols dans la Montagne et la Costa chica de l'État de Guerrero, lassés dans l'État de Michoacán de la destruction des forêts et de la délinquance organisée à Cherán, ainsi que de l'occupation de leur territoire (par les forces policières) à Ostula, enfin lassés également des spoliations dues aux multinationales rapaces de l'industrie minière, des milliers d'indigènes ont décidé d'organiser leur autodéfense. La réponse a été sanglante : massacres à Cherán et Ostula à l'initiative des groupes paramilitaires associés au crime organisé, et protégés par les forces de sécurité de l'État, guerre larvée contre les Indiens huichols, sale guerre contre les indigènes zapatistes du Chiapas. Sans parler des dizaines de morts de faim parmi les Indiens tarahumaras pendant que Carlos Slim continue d'être l'homme le plus riche au monde, avec une fortune personnelle de 68,5 milliards de dollars (US) selon l'agence de presse Bloomberg.

Durement touché, le tissu social ne cesse de produire des anticorps, par exemple : le Mouvement pour la paix avec justice et dignité animé par le poète Javier Sicilia, dont le fils Juan Francisco fut sauvagement assassiné en mars 2011. Une première marche est partie de Cuernavaca le 5 mai 2011 pour arriver le 8 au Zócalo de Mexico [place centrale de Mexico. NdT], dans le but de dénoncer les maux dont souffre la société mexicaine, non seulement du fait du crime organisé, mais aussi de la part des forces de sécurité de l'État mexicain. La mobilisation a été un succès et beaucoup d'autres ont suivi, emportant l'adhésion des organisations des droits de l'homme, des immigrés et des indigènes zapatistes du Chiapas. Autre point sensible : les élections présidentielles du 1er juillet 2012[1]. Tandis que dans les hautes sphères du pouvoir on donnait pour certain le triomphe du candidat du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), Enrique Peña Nieto, ex-gouverneur de l'État de Mexico et responsable des événements d'Atenco (2006), on a vu surgir de manière inattendue un puissant mouvement étudiant, justement par rejet de ce personnage qui synthétise l'arrogance et la corruption du pouvoir.

La mèche a été allumée le 11 mai quand Peña Nieto, personnage médiatique incapable de se confronter au monde réel, assista à l'inauguration des installations de l'Université latino-américaine de Mexico, et où une foule surexcitée le coinça dans les toilettes. Aussitôt le comité central du PRI et les principales chaînes de télévision accusèrent les



« Peña, tu n'exerceras pas ton pouvoir. Grève générale ! » (tag pendant la manifestation du 2 juillet 2012 à Mexico.

étudiants d'être des *porros*, c'est-à-dire des agitateurs professionnels [d'extrême droite. *NdT*]. En guise de réponse, les étudiants ont diffusé une vidéo qui a eu une grande répercussion sur les réseaux sociaux ; vidéo où on peut les voir montrant leurs cartes d'étudiants. C'est ainsi qu'est né le mouvement « Nous sommes plus de 131 » (c'est le nombre d'étudiants figurant sur la vidéo), mouvement qui s'est transformé quelques jours plus tard en « Je suis le 132e », avec l'adhésion d'étudiants des autres universités.

Depuis, le mouvement a modifié le panorama électoral en mettant sur pied des mobilisations comparables à celles des Indignés qui ont secoué le monde depuis un an et demi. Le 19 juin, le mouvement a réussi à organiser un débat sur la campagne présidentielle, auquel n'a pas assisté Peña, mais avec les trois autres candidats : Andrés Manuel López Obrador (Parti de la révolution démocratique) de centre-gauche, Josefina Vázquez Mota (Parti d'action nationale) de droite et Gabriel Quadri (Nouvelle alliance, un parti artificiel et sans perspectives). Diffusé par YouTube et non par les télévisions, le débat a été suivi par quelque 110 000 personnes, ce qui a saturé les réseaux informatiques, et a été vu dans les jours qui ont suivi par plus d'un million d'autres, provoquant un véritable séisme médiatique.

Bien que les étudiants aient poussé dans leurs ultimes retranchements tous les candidats avec des questions intelligentes et impertinentes, on ne peut nier que le candidat de centre-gauche ait été le bénéficiaire de ce débat et que sa position en soit sortie renforcée. Comme prévu, le 1er juillet au soir, les principales chaînes de télévision, les instances électorales et l'ancien président Calderón lui-même ont déclaré Peña Nieto vainqueur, alors que seulement 15 % des bulletins avaient été dépouillés, ce qui n'a fait qu'augmenter la suspicion dans la population, particulièrement chez les jeunes. Le 2 juillet, les jeunes du mouvement « Je suis le 132e » ont organisé une manifestation mobilisant plusieurs milliers de participants pour exprimer leur refus de Peña Nieto. Cela annonce la répétition du scénario de 2006, quand López Obrador gagna les élections mais que le gouvernement eut recours à la fraude pour favoriser Felipe Calderón, entraînant le pays au bord d'une crise majeure. La question est : la société mexicaine supportera-t-elle une nouvelle escroquerie ? Pile ou face, la pièce est en l'air et la réponse est dans la rue.

Claudio Albertani

Traduction Ramón Pino et Claire Lartiguet-Pino

1. Élections qui ont désigné officiellement comme vainqueur Enrique Peña Nieto (PRI), qui succède ainsi à Felipe Calderón (PAN).

200 ans après l'Indépendance
100 ans après la Révolution

Le Mexique entre guerres civiles et résistances

Le texte qui suit est également dû à la plume de Claudio Albertani. Il a été écrit il y a bientôt deux ans, mais était resté inédit à ce jour. Même si aujourd'hui le président du Mexique n'est plus Felipe Calderón, rien n'a véritablement changé, et l'analyse de l'auteur garde toute sa tragique actualité. C'est pourquoi nous le publions sans y changer une virgule.

Le comité de rédaction

LE 16 SEPTEMBRE 1810 au lever du jour, Miguel Hidalgo y Costilla, curé du village de Dolorés, lança l'appel qui déclencha le mouvement pour l'indépendance du Mexique. Deux cent ans après, tout reste bloqué. Les fastueuses et onéreuses cérémonies commémoratives dépourvues de ferveur populaire ne peuvent cacher la réalité d'un pays soumis à de multiples pressions, déchiré par la violence et subissant la pire crise économique de ces dernières décennies. Un pays où un groupe au pouvoir, particulièrement rapace et irresponsable, impose un modèle de spoliation sociale dont on ne trouve l'équivalent que sous la dictature de Porfirio [président du Mexique de 1876 à 1911. *NdT*].

Ordre et progrès

Au cours de l'année 1910, peu avant la célébration du premier centenaire de l'Indépendance, le journaliste nord-américain John Kenneth Turner publia une série de chroniques qu'il rassembla dans un livre, *Mexique barbare*, édité d'abord en Angleterre et peu après aux États-Unis. Turner n'était pas un journaliste commun et ordinaire, mais un proche collaborateur des frères Flores Magón, qui impulsaient une révolution socialiste et libertaire depuis leur exil aux États-Unis. En se faisant passer pour un respectable homme d'affaires, Turner était parvenu à rassembler une documentation sur la situation épouvantable dans laquelle se trouvaient les travailleurs sous le régime du dictateur Porfirio Díaz. Le résultat est une des œuvres les plus dévastatrices jamais écrites sur un pays, et bien qu'elle ne fût publiée que très longtemps après avoir été rédigée, le scandale causé fut énorme[1].

Tout comme les actuels dirigeants, Porfirio Díaz était très sensible à son image à l'étranger. Il venait d'être élu président pour la huitième fois, au moyen d'une fraude, et il voulait convaincre les investisseurs que sous sa devise « Ordre et progrès » – pas très différente de celle de Felipe Calderón [actuel président. *NdT*], « Ordre et légalité » – le Mexique s'était transformé en un pays prospère où régnaient la paix et la stabilité sociale.

Le tyran avait dilapidé une véritable fortune dans les festivités du centenaire de l'Indépendance, lesquelles atteignaient leur sommet le 16 septembre avec des défilés militaires et des cérémonies patriotiques. Il voulait exhiber ses avancées modernistes : plus de 20 000 kilomètres de voies ferrées, un large réseau télégraphique, des lignes téléphoniques et l'éclairage électrique, de grandioses ouvrages publics comme les ports flambant neufs de Veracruz, Coatzacoalcos et Salina Cruz. D'autre part, les citoyens fortunés pouvaient acheter des marchandises coûteuses importées d'Europe et des États-Unis dans les grands magasins El Palacio de Hierro et El Puerto de Liverpool.

Toutefois, Turner révélait l'existence d'un autre Mexique, un Mexique féroce où régnait une inégalité brutale ; un pays sans liberté politique, sans liberté de parole, sans presse libre, sans élections libres, sans système judiciaire digne de ce nom, sans garanties individuelles, sans liberté permettant d'atteindre le bonheur. C'était un pays où le pouvoir exécutif gouvernait au moyen de la corruption et d'une armée omniprésente ; où les postes politiques avaient un prix et où les juges se vendaient au plus offrant.

Une grande partie de la population vivait dans des conditions lamentables. Les *haciendas*, véritables machines dévoreuses de vies humaines, s'étaient transformées en modèle d'exploitation capitaliste à la campagne. Les esclaves mayas du Yucatán mouraient plus vite qu'ils ne naissaient, et les deux tiers des esclaves yaquis amenés de Sonora mouraient dans l'année qui suivait leur arrivée dans la région. À Valle Nacional (État d'Oaxaca), la situation était encore pire : tous les esclaves, à quelques rares exceptions – peut-être 5 % –, mouraient dans les sept à huit mois. La situation n'était pas meilleure dans les mines ni dans les usines où les ouvriers subissaient des journées de plus de 12 heures, sans droit de grève ni aucune liberté.

Turner ne se contenta pas de faire l'inventaire des malheurs nationaux : il pensait que l'esclavage, le *peonaje* [les paysans les plus exploités. *NdT*], la pauvreté, l'ignorance et la soumission générale du peuple n'étaient pas le fruit du hasard : ils étaient dus à l'organisation économique et politique d'un pays présentant une forme de capitalisme particulièrement perverse et nuisible.

Le livre se termine sur une prophétie : le Mexique était une poudrière sur le point d'exploser. Quand très vite la prophétie se réalisa, la révolution fit irruption dans l'histoire mexicaine avec une violence sans précédent. En 1910 le pays comptait 15,2 millions d'habitants. Dans les dix ans qui suivirent, il y eut au moins 1 million de morts (certaines sources parlent de 2 millions) et 1 million d'exilés aux États-Unis.

Ce sont des chiffres terrifiants même pour un siècle brûlant comme le fut le XX^e^. Pour quels résultats ? Un « *triomphe de papier* » selon l'expression de James Cockroft[2]. L'article 1^er^ de la Constitution promulguée en 1917 interdisait l'esclavage ; le 3^e^ instituait l'éducation primaire publique, laïque et gratuite ; le 27^e^ octroyait le droit à la terre et permettait les expropriations « pour cause d'utilité publique », donnant ainsi la possibilité légale de reconstituer les communautés indigènes ; le 123^e^ instituait la journée de travail de 8 heures, le droit d'association, de grève et l'interdiction de faire travailler les enfants.

Les nouvelles autorités entérinaient ainsi la liquidation du porfirianisme et craignant un autre incendie, faisaient d'importantes concessions aux mouvements populaires. Toutefois, le rêve magoniste d'unir les luttes communautaires des paysans indigènes – ces hommes et ces femmes qui ne voulaient pas changer et qui pour cela firent une révolution[3] – à celles des ouvriers d'industrie, et les deux au mouvement libertaire international, resta lettre morte. Très vite la

révolution mexicaine se transforma en dictature d'un parti – la plus longue du XXe siècle –, s'ajoutant à la longue liste des révolutions vaincues.

Mais le peuple n'oublia jamais complètement ses rêves d'émancipation, et voici donc les nombreuses rébellions armées qui ensanglantèrent le Mexique après la révolution : le mouvement cristero, l'insurrection jaramillista, le Mouvement du 23 septembre, le Parti des pauvres, l'Union populaire, le Front civique de Guerrero, pour ne citer que les plus connues[4]. Les derniers représentants de ce qu'on pourrait appeler l'histoire du Mexique « underground » – l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN) aux Chiapas, l'Armée populaire révolutionnaire (EPR) et l'Armée révolutionnaire du peuple insurgé (ERPI), dans quatre ou cinq États de la République – sont une preuve de la persistance de groupes guérilléros en activité pendant plusieurs générations et se rattachant aux luttes actuelles.

Des montagnes d'argent

Comment expliquer cette situation dans un pays qui depuis 1994 est membre de l'OCDE, le club fermé des pays riches ? La réponse est simple : le Mexique féroce que décrivit Turner avec tant de rigueur n'a jamais cessé d'exister. La différence c'est que maintenant, à côté des pauvres de toujours, nous trouvons des individus extraordinairement puissants et riches.

À une époque caractérisée par les inégalités criantes, il y a au Mexique des richesses rares et concentrées entre peu de mains. Selon les chiffres de la Banque mondiale, le dixième des Mexicains qui sont au sommet de la pyramide monopolisent 439 597,2 millions de dollars soit 41,3 % du revenu national, tandis que la population la plus pauvre n'en a que 1,2 %. Le Mexique est la 13e économie mondiale, mais seulement la 75e (sur 186 pays) en ce qui concerne le pouvoir d'achat de ses habitants[5].

Si nous nous représentons le paysage social comme une montagne escarpée, au sommet le plus élevé nous trouvons le magnat des télécommunications Carlos Slim, que la revue Forbes désigne comme l'homme le plus riche au monde[6]. Il pèse 53 millions de dollars [68,5 cette année ! *NdT*] et commercialise le service internet le plus lent de la planète au prix le plus élevé. Plusieurs milliers de millions plus bas, mais figurant également dans le classement Forbes, nous avons entre autres le duo télévisuel, Emilio Azcárraga Jean, de Televisa et Ricardo Salinas Pliego de TV Azteca qui se disputent l'honneur douteux d'endormir le peuple et d'envenimer le débat politique national.

La femme la plus riche est María Asunción Aramburuzabala, propriétaire de la brasserie Modelo, fabriquant la célèbre (et transgénique) bière Corona. Lorenzo Zambrano, roi du ciment (Cemex) a développé sa fortune en vendant cher sur le marché mexicain où il jouit d'un quasi-monopole, et bon marché à l'étranger où il doit lutter avec la concurrence. Jerónimo Arango, seigneur des supermarchés, est associé à Wal-Mart, le plus grand détaillant de la planète et leader mondial des compressions salariales. Il a inventé un système de paiement des salaires avec des bons d'achat dans ses magasins, qui ressuscite les « boutiques rayées » abolies par la révolution [sous Porfirio, les ouvriers étaient payés avec des bons d'achat valables uniquement dans les boutiques appartenant à leur patron. *NdT*].

Le millionnaire le plus recherché est le narcotrafiquant Joaquín Guzmán Loera, chef du tristement célèbre cartel de Sinaloa, qui, avec une fortune estimée à 1 000 millions de dollars, occupe une modeste 937e place dans la liste des riches, mais une notable 38e place dans

celle des puissants[7]. Il s'est échappé d'une prison de haute sécurité en 2001 et il est considéré comme le narcotrafiquant préféré du Parti d'action nationale actuellement au pouvoir. Originaire de la Sierra de Badiraguato (État de Sinaloa), Guzmán Loera – 54 ans – n'a pas terminé l'école primaire, mais il est le héros d'une mode nationale : les chansons écrites en son honneur, appelées *narcocorridos* [genre musical glorifiant les narcotrafiquants. *NdT*].

Les banques sont presque toutes des consortiums internationaux. Elles perçoivent des intérêts inouïs, rémunèrent très peu l'épargne et vendent très cher leurs services, faisant ici des profits qui seraient impensables dans d'autres pays. L'agro-industrie (Monsanto), l'eau (Vivendi) et l'énergie (Fenosa, Iberdrola et Repsol, concessionnaire du bassin de Burgos, un des plus grands gisements de gaz naturel d'Amérique latine) sont également aux mains de capitalistes étrangers. Le magot le plus convoité est celui de l'industrie pétrolière (Pemex), légalement propriété de la nation mais depuis deux décennies cédée en partie à l'entreprise privée, grâce à des artifices juridiques. Il y a une nouveauté : alors qu'avant les investissements étrangers provenaient d'un seul pays, les États-Unis, on remarque maintenant la présence – non moins vorace – de capitaux européens, notamment espagnols, qui rend grotesque la rhétorique gouvernementale sur le Bicentenaire, surtout quand on se souvient que le « socialiste » Rodriguez Zapatero fut un des premiers à féliciter le « libéral » Felipe Calderón, quand celui-ci devint président en 2006 à la suite d'une fraude.

L'industrie minière mérite une étude à part. Elle est en grande partie aux mains d'entreprises canadiennes, comme la Minera San Xavier à San Luís Potosi, la Black Fire à Chicomuselo (État du Chiapas) et la Contumm à San José del Progreso (État d'Oaxaca). Toutes affichent un sombre palmarès aux rubriques de la répression au travail et de la pollution environnementale, mais la situation n'est pas meilleure dans le groupe Mexique, troisième producteur mondial de cuivre, dont le président et actionnaire majoritaire est le Mexicain Germán Larrea. C'est tellement vrai que 65 travailleurs moururent en février 2006, à la suite d'une explosion due à la négligence de l'entreprise, dans la mine de Pasta de Concho (État de Coahuila). Le tragique accident fut l'occasion d'une lutte sans succès pour la récupération des corps et l'amélioration des conditions de travail. En juin 2010, il y eut un mouvement de grève qui déboucha sur une confrontation ouverte, jusqu'à ce que les 6 et 7 juin, la police déloge les travailleurs de Pasta de Concho et aussi de Cananea (État de Sonora), rappelant par ce signal les événements sanglants de 1906 à Cananea – déjà – considérés comme une des prémices de la révolution mexicaine[8].

Le scénario actuel est différent bien sûr, et certains pensent que l'industrie minière expérimente une tactique sociale. Les appareils décisionnels créent des conflits pour avantager les entreprises minières et maintenir le contrôle sur les forces laborieuses. « *La méthode est connue : faire en sorte que les autorités assument les décisions des dirigeants de la corporation, provoquent la division de la communauté, recherchent le meilleur moment pour élaborer une provocation et être prêts à tuer, y compris ses coreligionnaires afin de fragiliser la communauté résistante croulant ainsi sous les accusations diverses et les emprisonnements de ses membres*[9]. »

Si nous poursuivons notre altimétrie sociale, nous trouvons beaucoup plus bas une classe moyenne pressurée, exsangue et en état de prostration permanent, mais toujours encline à la servitude volontaire. Au fond de l'abîme, abandonnés en marge des métropoles, sur les flancs de la montagne ou dans les contrées désertiques, on trouve les Mexicains qui souffrent, et même qui souffrent beaucoup. Ils sont les plus nombreux. Selon les données officielles, à peine 18 % de la population totale (105 millions d'habitants environ) ont des revenus suffisants pour subvenir aux besoins de base (alimentation, logement, éducation et santé). Par contre, 47,2 millions de Mexicains vivent dans une pauvreté extrême, et 35 millions d'autres souffrent de carences. Des carences qui peuvent devenir mortelles, comme dans le cas de l'incendie de la crèche ABC, survenu le 9 juin 2009 à Hermosillo (État de Sonora) avec un bilan de 49 enfants morts et 76 autres blessés. La raison ? Par manque de budget, l'Institut mexicain de la Sécurité sociale passe des contrats avec des entreprises privées pour gérer les crèches publiques ; entreprises qui, en contradiction avec les autorités, ne remplissent pas les conditions minimums de sécurité. Qui en souffre ? Certainement pas les fils de riches. La Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (Cepal) signale que le Mexique concentre 18 % de toute la population infantile d'Amérique latine : 15,8 millions dont 4 en état d'extrême pauvreté.

Éternelle alliée du pouvoir, la hiérarchie catholique bénit l'injustice. On constate une recrudescence de ses vieilles batailles antihumanistes, cachant l'infamie abominable de ses curés pédophiles, dénigrant les homosexuels et menant une campagne farouche contre la dépénalisation de l'avortement. Le gouvernement proclérical de Guanajuato avait condamné sept femmes à trente-cinq ans de prison pour « *délit d'homicide infantile* », c'est-à-dire pour avortement. Heureusement, elles ont toutes été libérées le 7 septembre dernier, grâce à une longue lutte pour la réforme du Code pénal national qui désormais prévoit « seulement » de trois à huit ans d'emprisonnement pour ce même délit. Une des femmes libérées, Yolanda Martínez Montoya, a passé sept ans derrière les barreaux. « *Nous ne nous avouons pas vaincues. Il reste beaucoup à faire et à changer* », a-t-elle dit en sortant de prison avec le poing levé[11]. Il est bon de rappeler à l'Église et à ses complices les paroles justes du curé Hidalgo : « *Américains, ouvrez les yeux, ne vous laissez pas séduire par nos ennemis : ils ne sont pas catholiques ; leur dieu c'est l'argent et leurs menaces n'ont pour but que l'oppression*[12]. »

Dommages collatéraux

Manquant de légitimité, intronisé en 2006 par le biais d'un sale jeu médiatique et d'une fraude éhontée, le président Felipe Calderón (du PAN) inventa rapidement une grossière guerre contre le crime organisé, sachant que « *la sécurité du pouvoir se construit sur l'insécurité des citoyens* » (Leonardo Sciascia). Cette guerre, qui actuellement retient l'attention du monde entier, se livre entre cartels de la drogue se disputant le contrôle du territoire, et entre certains d'entre eux et l'État.

Elle manque d'idéologies et de héros, mais elle a déjà fait 28 000 morts de décembre 2006 à aujourd'hui, selon les sources officielles. Combien d'entre eux sont innocents, sans aucun lien avec le trafic de stupéfiants ? Il n'y a pas de chiffres précis, mais chaque jour nous apprenons que l'armée a tué « accidentellement » un enfant turbulent, une malheureuse famille, un automobiliste imprudent.

Depuis 2000, soixante journalistes ont été exécutés, dont onze cette année ; onze autres sont toujours « disparus ». Le dernier épisode tragique est la mort de Luis Carlos Santiago, un photographe d'à peine 21 ans, abattu par des tueurs à gages le 19 septembre à Ciudad Juárez (État de Chihuahua). Il travaillait pour le *Journal de Juárez*, qui avait déjà subi la perte d'un employé, Armando Rodríguez Carrión, assassiné, tandis que son collègue Jorge Luis Aguirre demandait et obtenait l'asile politique aux États-Unis après avoir subi des menaces[15]. D'après l'Institut international de la presse, dont le siège est en Autriche, le Mexique est le pays le plus dangereux au monde pour exercer la profession de journaliste. Utilisant la novlangue orwellienne empruntée hier par Bush en Irak et aujourd'hui par Obama en Afghanistan, Calderón parle de « *dommages collatéraux* ».

Actuellement, 96 000 soldats patrouillent dans les rues du Mexique, sous prétexte de combattre les cartels de la drogue. Cela sert-il à quelque chose ? Bien sûr que non. La guerre de Calderón n'est pas crédible parce que les cartels de la drogue disposent de la complicité de policiers, d'officiers de l'armée, de membres des unités spéciales à la retraite et même en activité. Les services du Renseignement révèlent que 62 % des fonctionnaires de police sont contrôlés par les narcotrafiquants, et les sommes qu'ils perçoivent chaque mois atteignent 70 000 pesos (environ 3 500 euros) [16]. La revue *Contralinea* signale qu'entre décembre 2006 et février 2010, les juges n'ont prononcé que 735 sentences en ultime instance pour délit de « bande organisée ». Ceci représente seulement 0,6 % des 121 199 personnes arrêtées durant la même période pour leurs liens

supposés avec le crime organisé[17]. Et les autres ? Ils sont innocents ou ils bénéficient de complicité auprès d'une quelconque autorité qui finira par les faire libérer.

Le délit le plus grave est d'être pauvre, et le châtiment inclut la prison, la torture, la « disparition » et l'assassinat. Derrière la guerre contre le trafic de drogue se cache une autre guerre, la guerre de l'État contre la société, qui remonte aux années 1970, quand des centaines de Mexicains « disparurent » entre les mains de l'armée et des unités de police. Une récente enquête journalistique signale qu'entre décembre 2006 et aujourd'hui il y a eu environ 3 000 « disparitions » pour raison politique, trafic d'êtres humains et lutte antidrogue[18]. La date qui marque le retour abominable de la sale guerre est le 25 mai 2007, quand les dirigeants de l'EPR (Armée populaire révolutionnaire), Raymundo Rivera Bravo et Edmundo Reyes Armaya, furent arrêtés à Oaxaca, et sont depuis, toujours « disparus » [19].

Quelle est la base sociale du crime organisé ? Il y a au Mexique 7 millions et demi de jeunes qui ne travaillent pas ni ne poursuivent d'études[20]. Ils ont un rêve : sortir de la misère. Certains mettent leurs espoirs dans des sociétés surnaturelles comme la Santa Muerte, un squelette en toge qui fait des miracles à Tepito, le quartier malfamé de Mexico. Par ailleurs, le trafic de stupéfiants génère des bénéfices d'environ 40 000 millions de dollars par an (dont 70 % sont blanchis dans l'économie légale), soit l'équivalent de ce que rapportent les envois d'argent des émigrés plus le total des exportations pétrolières[21]. C'est le seul secteur où il y a du travail à volonté, car le Mexique n'est plus seulement un pays de transit de la drogue, mais

un important centre de consommation (cocaïne en premier lieu, mais aussi opiacés, amphétamines, extasy et nouvelles drogues synthétiques).

Le récent film *Infierno* [Enfer] capte admirablement l'abominable fascination que le milieu de la drogue exerce sur la jeunesse. Un émigré, Benjamín García, revient dans son village après avoir été expulsé des États-Unis. Il arrive plein d'illusions, mais devant un paysage de désolation, il rejoint une bande de narcotrafiquants, ce qui lui permet pour la première fois d'atteindre une prospérité radieuse mais éphémère. La fin est tragique et le message très clair : le crime organisé a toujours existé, mais désormais il s'ajoute à une classe politique particulièrement cupide et à une crise économique dévastatrice, créant ainsi un climat apocalyptique.

Autre solution : émigrer. Combien de malheureux meurent dans leur tentative de traverser la frontière du nord ? Les sources divergent : ce qui est sûr c'est qu'on les compte par milliers chaque année. Même ainsi, les politiques migratoires des États-Unis – la fameuse loi SB 1 070 de l'Arizona qui criminalise les immigrants sans papiers, le programme de régulation des immigrés nommé Operativo Guardián, et la construction du mur de la honte le long de la frontière – ne suffisent pas à contenir le flux migratoire parce que la pression est énorme. Le seul résultat obtenu est que les immigrants recherchent des moyens de plus en plus risqués pour passer la frontière, en tombant aux mains de mafias de plus en plus criminelles. Ces dernières années, on a assisté à la multiplication des assassinats de migrants, particulièrement de femmes, non seulement aux États-Unis, mais aussi à l'intérieur du pays. Beaucoup ne sont pas des Mexicains, mais des jeunes d'Amérique centrale et du Sud, à la recherche du même rêve. À Ciudad Juárez, lieu de passage vers les États-Unis, on a enregistré 7 649 meurtres de femmes depuis 1993[22]. À qui appartiennent les mains assassines qui ont fauché leurs vies ? Personne ne le sait avec certitude, mais la complicité des autorités locales, d'État et fédérales sont un secret de Polichinelle.

Le plus récent et ignominieux crime contre les migrants a eu lieu le 24 août dernier, quand 72 personnes (58 hommes et 14 femmes, le pire massacre au Mexique depuis 1968) qui se dirigeaient vers les États-Unis furent sauvagement assassinées à San Fernando (État de Tamaulipas) par des tueurs à gages membres des Zetas, un cartel particulièrement effrayant qui complète ses revenus provenant du trafic de drogue par ceux de la traite des êtres humains[23]. La raison ? Ils n'avaient pas payé leur rançon. Le kidnapping, rappelons-le, est un commerce prospère dans le Mexique du Bicentenaire. Selon Raúl Plascencia Villanueva, président de la Commission nationale des droits de l'Homme (CNDH), au premier semestre 2010, on comptabilisait 10 000 cas rien qu'à la rubrique des migrants[24].

Pendant ce temps, il est curieux d'apprendre que l'agence internationale d'investissements Morgan Stanley passe, en ce qui concerne le Mexique, d'une « *recommandation favorable* » à une « *haute recommandation* ». C'est-à-dire : le pays est en ruines mais les affaires sont florissantes.

Les autres guerres du Mexique

Par le passé – depuis ce mémorable 1er janvier 1994, jour de la rébellion indigène des Chiapas, jusqu'à la non moins glorieuse insurrection lancée par l'Assemblée populaire des peuples d'Oaxaca (Appo) en 2006 –, le Mexique n'a pas été seulement un pays d'injustices criantes, mais aussi un laboratoire social et politique d'importance internationale. Aujourd'hui les mouvements sociaux sont durement frappés et touchés mais toujours insoumis. Devant le naufrage de l'Autre campagne – qui en 2006 rechercha sans grand succès, une alternative non électorale aux grands problèmes nationaux –, les communautés regroupées autour de l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN) se replièrent dans leurs territoires des montagnes du sud-est et y sont toujours, malgré la guerre secrète que le gouvernement n'a jamais cessé de lui livrer. Organisées en *caracoles* [nom donné aux communes autonomes gérées par des « conseils de bon gouvernement ». *NdT*], elles renforcent leur autonomie, mettent en

« Nous exigeons la justice. Dehors les paramilitaires ! Communauté autonome de San Juan Copala. »

œuvre des projets et affinent des systèmes alternatifs d'éducation et de santé. Le silence prolongé du sous-commandant Marcos ne doit pas tromper ; il est clair que sa fonction de porte-parole de l'EZLN est terminée et que les communautés rebelles ont décidé de prendre le contrôle plus direct de leurs affaires internes. C'est une sage résolution dans la situation actuelle. Il est vrai que leur présence au niveau national et international est moindre, mais il est également vrai qu'elles continuent d'offrir un exemple de lutte libertaire, particulièrement aux 15 millions d'indigènes qui ailleurs restent exposés au danger d'ethnocide silencieux, si ce n'est carrément à l'élimination physique.

San Juan Copala, une communauté triqui [peuple indigène. *NdT*] d'Oaxaca s'est transformée en version latino-américaine de la bande de Gaza. Pourquoi ? Parce que ses habitants ont commis le double crime de lutter contre les caciques [notables. *NdT*] adhérents à l'Union du bien-être social de la région triqui (Ubisort) – succursale locale du Parti révolutionnaire institutionnel qui monopolisa le pouvoir jusqu'en 2000 et vient de perdre les élections de l'État – et de se proclamer autonomes.

La réponse du gouverneur Ulises Ruiz, célèbre pour sa répression du mouvement de 2006, a été convaincante : promouvoir en secret des groupes paramilitaires armés jusqu'aux dents, qui encerclent le village de San Juan Copala, coupent l'électricité, ferment les écoles et suppriment les services de santé en toute impunité. Non satisfaits de cela, ils tuent lâchement quinze personnes (entre autres deux militantes humanitaires, Beatriz Cariño et Jyri Jaakkola) et violent un certain nombre de femmes. En ce moment même, ils empêchent l'approvisionnement en vivres et eau, et contrôlent les allées et venues des gens. Le 13 septembre, tandis que les projecteurs de l'actualité se focalisaient sur la fête nationale, ils se sont emparés du palais municipal [mairie. *NdT*], menaçant de massacrer tous les autonomistes qui n'abandonneraient pas la région dans les plus brefs délais. Le 18, ils tinrent leur promesse en tuant deux *comuneros* [partisans des communautés autonomes. *NdT*], Paulino Ramírez et David García Ramírez, et en « disparaissant » Eugenio Martínez López [au Mexique, disparition ou disparaître quelqu'un veut dire enlèvement ou enlever, puis souvent tuer. *NdT*] [26].

Cette situation n'est pas propre à Oaxaca. Des scénarios semblables se reproduisent dans les États des Chiapas, de Veracruz, Nayarit, Jalisco et même Guerrero et Michoacán ; États qui sont gouvernés par le Parti de la révolution démocratique (PRD) qui se dit de gauche. À Xochistlahuaca (État de Guerrero), le peuple amuzgo lutte contre les caciques protégés par le gouvernement perrediste [du PRD] Zeferino Torreblanca ; quant à Radio Ñomndaa [la parole de l'eau] – une radio qui donne la parole aux peuples indiens, métis et noirs de la région – elle subit un état de siège permanent. À Santa María Ostula, village nahua de la côte du Michoacán, les *comuneros* publièrent en 2009 un manifeste d'importance historique, qui revendiquait le droit des peuples indiens à défendre leur vie, leur liberté, leur culture, leur terre. Puis ils ont récupéré 700 hectares de propriété communale illégalement occupés par des caciques métis. Depuis lors, ils sont harcelés par l'armée, la police et les groupes de choc. Le bilan est lamentable : huit *comuneros* assassinés et trois autres « disparus ».

À Mexico, que la gauche gouverne depuis 1997, la répression est principalement dirigée contre les jeunes membres des collectifs libertaires et anarcho-punks qui se sont multipliés ces dernières années, et sont perçus comme un danger par l'actuel chef de gouvernement du district fédéral de Mexico. Celui-ci, avec l'assistance de l'ancien maire de New York, Rudolph Giulani, met en œuvre le plan « Tolérance zéro » qui implique que désormais les jeunes sont présumés coupables jusqu'à ce qu'ils prouvent leur innocence. L'irresponsabilité de la police est connue. En juin 2008, une opération policière à la discothèque News Divine s'est soldée par un bilan de trois policiers et neuf jeunes tués (trois d'entre eux étaient mineurs). Beaucoup d'activistes exerçant leur droit de protestation finissent en prison pour s'être trouvés au mauvais endroit, au mau-

vais moment, sans avoir l'argent nécessaire pour acheter la justice. Il y a actuellement cinq jeunes anarchistes détenus dans les prisons du district fédéral[27]. Il s'agit de Abraham López Martínez, Fermín Gómez Trejo et Carlos de Silva Orozco, emprisonnés depuis le 15 décembre 2009 ; ils sont accusés d'avoir jeté des cocktails Molotov sur des autos ; Adrián Magdaleno accusé lui d'avoir voulu faire exploser une bombe artisanale dans un métro ; Victor Herrera Govea, étudiant emprisonné pour avoir exercé son droit à protester contre la répression, au cours de la manifestation du 2 octobre 2009[28].

La spoliation sociale va de pair avec la catastrophe environnementale. Depuis longtemps, la déforestation fait des ravages dans le monde entier, mais particulièrement au Mexique, où elle provoque un cycle infernal de catastrophes « naturelles », les sécheresses alternant avec les inondations. Chaque fois qu'il pleut, des collines se disloquent, des fleuves débordent, des villes entières sont submergées. (La dernière saison a fait un million de sinistrés rien que dans l'État de Veracruz.) Le comble c'est que le gouvernement fédéral encourage un Programme de réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts (REDD), grâce auquel des entreprises grandement nuisibles achètent et vendent légalement le droit de contaminer, avec l'excuse qu'elles plantent des arbres dans d'autres parties du monde[29].

Ces problèmes environnementaux très graves s'intensifient avec les mégaprojets touristiques qui dévorent les ressources naturelles et revigorent la dictature porfirienne : privatisation des services de l'eau dans des régions entières ; constructions de barrages et dérivations de fleuves qui détruisent les microclimats (La Parota, État de Guerrero ; Paso de la Reyna, État d'Oaxaca ; El Zapotillo et Arcediano, État de Jalisco ; El Cajón, État de Nayarit) ; parcs éoliens qui dévastent la faune et dévorent les terres communales (La Ventosa, État d'Oaxaca) ; décharges à ciel ouvert qui contaminent les cultures et les nappes phréatiques (Tlaquiltenango, État de Morelos) ; Tulum Quintana Roo ; Guadalcazar, San Luis Potosi et Tlaxcala, parmi beaucoup d'autres] ; cultures transgéniques qui empoisonnent les sols. Il s'agit là d'affaires juteuses, mais qui peuvent se convertir en facteurs de révolte, comme on peut le constater avec la multiplication des mouvements pour la protection de l'eau, de la terre, de l'air, de la biodiversité, de l'alimentation et de la santé. Certains s'unissent à l'Assemblée nationale des malades environnementaux (ANAA), qui coordonne et donne une visibilité à leurs luttes. La réponse du gouvernement est toujours la même : emprisonner ou assassiner les défenseurs de l'environnement, et sous prétexte de combattre le crime organisé, militariser des régions entières.

La paix ne règne pas non plus dans les usines. L'offensive du gouvernement paniste [du PAN] contre les travailleurs est terrible, et chaque jour, nous apprenons la disparition d'un secteur d'activités, d'un syndicat ou d'une convention collective. On remarque la lutte héroïque – et en grande partie solitaire – des travailleurs du Syndicat mexicain des électriciens (une des corporations les plus anciennes du pays) qui exigent de conserver leur emploi à Lumière et force du centre, entreprise publique illégalement fermée par le gouvernement fédéral.

Aujourd'hui le Mexique est un condensé de tous les dangers qui guettent la planète : totalitarisme économique, destruction de l'environnement, paupérisation de la population, partis « canailles » qui se disputent le pouvoir dans le but de s'enrichir, chaînes de télévision qui font et défont les gouvernements, mafias sanguinaires qui corrompent le tissu social. Il serait pourtant hasardeux de conclure en renouvelant la prophétie de John Kenneth Turner sur l'imminence d'une révolution rédemptrice ou de parier sur le renouveau centennal du métabolisme politique : 1810, 1910, 2010[30].

Cependant, notre histoire ne se termine pas ainsi. « *Le stade suprême de la production marchande et le projet de sa négation totale, également riches de contradictions en eux-mêmes, grandissent ensemble* » écrivit Guy Debord[31]. Le Mexique a une résistance tenace et une dialectique rétive bien qu'incompréhensible pour beaucoup, justement parce qu'elle se trouve dans l'œil du cyclone. Souvenons-nous des paroles de B. Traven : « *Nous sommes le futur. Sur notre continent se décidera le destin du prochain millénaire ; une nouvelle civilisation se prépare. Et elle naîtra au Mexique parce que c'est là qu'on éprouve les douleurs de l'enfantement*[32]. » Ce jour n'est pas encore arrivé. Le temps presse.

Claudio Albertani

Traduction Ramón Pino et Claire Lartiguet-Pino

---

1. John Kenneth Turner, *Mexique barbare*, Costa Amic, Mexico, 1965.
2. James Cockroft, *Précurseurs intellectuels de la révolution mexicaine, 1900-1913*, éd. 21e siècle, Mexico, 2004, page 4 (première édition en anglais, 1971).
3. John Womack, *Zapata et la révolution mexicaine*, éd. 21e siècle, Mexico, 1969, page 11.
4. Carlos Montemayor, « La guerre rurale », *Proceso*, n° 1136 et 1137, 9 et 16 août 1998. Laura Castellanos, *Mexique en armes. 1943-1981*, éd. Era, Mexico, 2007. Pour avoir écrit ce livre, l'auteure a été l'objet de menaces répétées.
5. *La Jornada*, 21 avril 2010.
6. « The World's Billionaires », *Forbes*, 3 mars 2010.
7. N° 937 Joaquín Guzman Loera, *Forbes*.
8. *El Universal*, 9 septembre 2010.
9. Ramón Vera, « San José del Progreso, Ocotlán, Oaxaca. Modèle d'ingénierie des conflits », *A Ójarasca*, n° 159, supplément mensuel de *La Jornada*, juillet 2010.
10. *La Jornada*, 24 juin 2010.
11. *La Jornada*, 8 septembre 2010.
12. Manifeste de Miguel Hidalgo répondant aux accusations de l'Inquisition, 15 décembre 1810.
13. Voir *Le Monde*, 11 août 2010, « Le Mexique miné par les barons de la drogue » et le *New York Times*, 22 septembre 2010, « Mexico Paper, a drug War Victim, Calls for a Voice ».
14. *El Universal*, 3 août 2010.
15. Voir le rapport « Que veulent-ils de nous ? », éditorial du *Journal de Juárez*, 19 septembre 2010.
16. *La Jornada*, 1er février 2009.
17. Nancy Flores, « Une farce, la guerre contre le narcotrafic », *Contralinea*, 23 mai 2010.
18. Sanjuana Martínez, « Trois mille disparus en six ans de Calderón », *La Jornada*, 30 et 31 août 2010.
19. Voir mon livre *Le Miroir du Mexique. Chroniques de barbarie et résistance*, Éditions du Monde libertaire, Paris, 2012.
20. *La Jornada*, 24 août 2010.
21. *El Universal*, 13 février 2010 ; George Friedman, « Mexico and the Failed State Revisited, Stratfor, Global Intelligence », 6 avril 2010.
22. http://es.wikipedia.org/wiki/Feminicidios_en_Ciudad_Juárez
23. *La Jornada*, 25 août 2010.
24. *La Jornada*, 27 août 2010.
25. *El Financiero en linea*, 21 septembre 2010.
26. Commune autonome de San Juan Copala, communiqué du 25 septembre 2010.
27. Entretien avec Croix noire anarchiste (CNA) du DF. La Croix noire est une organisation libertaire créée précisément pour faire face à la répression contre les jeunes.
28. Sur le cas Victor, voir Carolina S. Romero, « Les gens exigent et Marcelo réprime. Meeting pour la liberté de Victor Herrera détenu par les soldats du DF », 9 septembre 2010.
29. Silvia Ribeiro, « En vendant de l'air », *La Jornada*, 11 septembre 2010 et Ana de Ita « REDD ++ et peuples indigènes », *La Jornada*, 18 septembre 2010.
30. John Ross, « 1810 ! 1910 ! 2010 ! The Timeline for a New Mexican Revolution Comes Due ».
31. Guy Debord, *La Planète malade*, éd. Anagrama, Barcelona, 2006 (version originale en français : 1971).
32. B. Traven, *Terre de printemps*, Conaculta, Mexico, 1996, page 25 (première édition en allemand, 1928).

Les guerres de l'eau du Mexique

Le texte qui suit traite d'un problème majeur au Mexique, mais aussi dans le reste de la planète : l'eau. Pénurie d'eau, marchandisation de l'eau… La question fondamentale étant : « Peut-on privatiser un bien public ? » L'auteur, Claudi Albertani, nous décrit le processus par lequel le capitalisme s'est emparé d'une ressource naturelle pour en faire un produit mercantile, créant la pénurie quand ses intérêts l'exigent. Il décrit minutieusement la privatisation de ce bien public, comment les gouvernements (ici celui du Mexique) spollient les populations pour céder ce bien collectif à des intérêts privés, c'est-à-dire à quelques multinationales (toujours les mêmes) qui se partagent cette ressource dans le monde entier. Avec Vivendi, la France n'est d'ailleurs pas la dernière pour se partager ce gâteau liquide.
Claudio Albertani nous décrit aussi la résistance à ces sociétés multinationales. Résistance qui est menée au Mexique principalement par les indigènes qui, pour les besoins de la cause, ont créé une alliance avec d'autres peuples de tout le continent américain. Ce texte a été écrit en 2004, mais son actualité ne se dément pas (malheureusement pour les populations). Il fait partie d'un ensemble d'autres articles du même auteur, regroupés et publiés sous le titre *Le Miroir du Mexique*[1], ouvrage traitant de différents aspects historiques et actuels du Mexique, et principalement des luttes et des formes d'organisation des indigènes du Chiapas, avec l'EZLN (Armée zapatiste de libération nationale), ou de l'Oaxaca, avec l'Appo (Assemblée populaire des peuples de l'Oaxaca), sans oublier les luttes dans les villes, notamment les grèves du syndicat enseignant (SNTE) ou celui de l'énergie électrique (SME). Un mot encore de l'auteur. Claudio Albertani est italien de naissance mais s'est installé il y a quarante ans au Mexique. Il est professeur à l'Académie d'histoire et de société contemporaine à l'université autonome de Mexico. Grand connaisseur des peuples indigènes et des mouvements anarchistes, il collabore à de nombreux journaux et revues, ainsi qu'à des radios libres au Mexique, en Italie et en France.

Ramón Pino
Groupe Salvador-Seguí de la Fédération anarchiste

« *Au début du IIIe millénaire, au moins une personne sur trois au monde subit des difficultés liées au problème de l'eau. Cette personne est plus souvent une femme qu'un homme*[2]. »

Voilà les propos de Michel Camdessus qui fut directeur général du Fonds monétaire international (FMI) de 1987 à 2000 : une confession tardive devant l'échec de la privatisation des ressources aquifères mondiales, que Camdessus avait lui-même imposé quand il dirigeait cette institution.

Aujourd'hui, nombreuses sont les voix annonçant une prochaine généralisation des guerres internes et des conflits géopolitiques à cause de l'eau. De même que le XXe siècle fut dominé par les guerres du pétrole, celles du XXIe siècle auront pour cause l'eau, affirme la scientifique indienne Vandana Shiva[3].

Quelle est la situation au Mexique ? Comme la Chine, Israël, l'Inde la Bolivie et les États-Unis, le Mexique se retrouve parmi les nombreux pays qui, d'après toutes les prévisions, vont subir – s'ils ne subissent déjà – de graves problèmes dans ce domaine.

À l'été 2004, les principales stations de radio initiaient une agressive campagne publicitaire (aux frais des contribuables) qui, après avoir informé de la raréfaction imminente et généralisée de l'eau, se terminait en rassurant les auditeurs par le message suivant : « *Au Sénat de la République nous adoptons une loi qui garantit la qualité et le bon usage de l'eau. Que l'eau soit pour tous, que l'eau soit pour toujours.* »

Face au grave problème qui se profile à l'horizon, l'idée se propage que les pouvoirs publics, et concrètement le pouvoir législatif, veillent sur les intérêts des citoyens. L'intention est louable ; mais cela correspond-il à la vérité ?

De l'eau pour tous ?

Le Mexique est un pays d'une superficie d'environ 2 millions de kilomètres carrés ; 52 % sont arides ou semi-arides, 13 % tropicaux secs, 20 % tempérés et 15 % tropicaux humides ; la topographie est très accidentée, le territoire est composé à 64 % de régions montagneuses et seulement 36 % présentent des pentes de moins de 10 %. L'altitude varie du niveau de la mer à plus de 5 000 mètres[4].

Le pays reçoit une moyenne de 772 millimètres de pluie par an ; 73 % s'évaporent et le reste s'écoule par les fleuves, les ruisseaux ou les nappes phréatiques. La disponibilité par habitant est de 56 mètres cubes environ (ce qui correspond à 153 litres par jour), ce qui ne place pas le Mexique parmi les pays où les ressources en eau sont abondantes et faciles d'accès, mais pas non plus parmi les plus défavorisés.

Le problème principal réside dans l'irrégularité du régime des pluies, dans l'accès à l'eau ainsi que dans sa qualité. Les pluies se concentrent sur quatre mois de l'année seulement, et la répartition territoriale est extrêmement disparate : tandis que les régions du nord et du centre (où vit la majorité de la population) en reçoivent à peine 32 %, les 68 % restant se concentrent dans les régions tropicales du sud-est.

Historiquement, les activités et établissements humains [aménagement du territoire. *NdT*] se sont réalisés dans les zones où l'eau se fait rare, ainsi dans une aire où l'on capte 20 % des précipitations, nous avons 76 % de la population, 90 % de l'irrigation, 70 % de l'industrie ce qui génère 77 % du produit intérieur brut (PIB).

À ces contrastes régionaux et climatiques extrêmes, il faut ajouter de grandes inégalités concernant l'accès à cette ressource vitale, qui évidemment obéit à des raisons socio-économiques et non naturelles.

Comme en Égypte et en Chine, l'utilisation de l'eau au Mexique se concentre principalement dans le secteur agricole (83 %), et on remarque concernant sa distribution, la persistance de pratiques imposées par les caciques [notable. *NdT*]. L'usage public urbain est de

Cascades de Agua Azul (Chiapas)

12 % et l'usage industriel de 5 % seulement. Il est utile de savoir qu'un pays comme la France, ayant la même disponibilité d'eau par habitant, destine à l'industrie la majeure partie de ses ressources hydrauliques.

Selon les chiffres officiels, pour l'année 2000 si 87,8 % de la population du pays a l'eau potable à domicile, moins de 70 % de la population indigène est approvisionnée par cinq organismes fédéraux (Chiapas, Guerrero, Oaxaca, Veracruz et Yucatán). De plus, tandis que la population des villes atteint en moyenne une couverture de presque 95 %, celle-ci n'atteint pas 68 % en milieu rural[5]. Dans ce dernier 25 % des jeunes de 18 à 25 ans continuent d'aller chercher l'eau par eux-mêmes : au Mexique l'eau coule vers les riches[6].

Créer la pénurie

À partir des années 1980, l'État cesse d'assumer le rôle ordonnateur et directeur du développement social, se limitant à être garant de la viabilité du marché. Devant le retrait du secteur public, le problème de l'eau apparaît comme une étape de la stratégie qui vise à incorporer les abondantes ressources naturelles du pays, aux mécanismes de l'accumulation capitaliste.

En accord avec les impératifs néolibéraux en vogue, il était nécessaire de désarticuler les derniers vestiges de tout tissu social communautaire. Peu importent les traditions millénaires du pays dans le cadre, précisément, de la gestion communautaire de l'eau. Certaines, comme les jardins flottants ou *chinampas* de Xochimilco, et les « confréries de l'eau » de Tehuacán existaient toujours et faisaient l'objet d'admiration au niveau international.

Les agences gouvernementales commencèrent à propager une culture de la « pénurie » de l'eau qui, selon l'écologiste Jean Robert, a pour origine un malentendu. Il est vrai, affirme-t-il, que partout l'offre d'eau douce est limitée ; ce fut toujours ainsi et ce le sera toujours. Ce qui est nouveau et « spécifiquement moderne », c'est de prétendre une fois donnée cette limite, qu'il n'y a pas d'eau pour tous.

En réalité, poursuit Rober, l'existence d'une offre limitée d'un quelconque bien est absolument compatible avec une grande pénurie, en revanche on trouve aussi et plus communément la situation inverse : une offre abondante coexiste avec des niveaux insupportables de pénurie[7].

Dans le cas de l'eau, un des premiers exemples nous est offert par les cultures du désert. Dans certains villages d'Égypte, jusqu'à présent, les habitants ont coutume de laisser une jarre d'eau à la porte de leur maison, pour que le voyageur puisse assouvir sa soif. *A contrario* on peut citer (parmi beaucoup d'autres) le cas des Mazahuas [peuple indigène de l'État de Mexico. *NdT*] vivant dans une région qui ravitaille en eau le district fédéral, et qui pour une bonne part sont dépourvus d'accès au réseau hydraulique.

Proclamer la pénurie d'un bien commun n'est pas innocent. C'est le préalable nécessaire pour introduire ce bien dans le circuit du marché, puisque la pénurie occupe un point central dans les mécanismes indescriptibles de l'économie.

Mais : qu'est-ce que l'économie ? L'économie, répond Serge Latouche, est un espace de malentendus, contradictions et paradoxes[8]. Elle se présente elle-même comme une « science naturelle » ; mais il semble qu'elle ait à voir avec la religion, ses idoles et ses dogmes.

Un de ces paradoxes est que l'économie invente littéralement la pénurie, en étendant le régime de propriété privée aux biens collectifs et aux ressources naturelles.

Il convient d'ajouter que dénoncer les pièges du discours économique n'implique pas de nier l'existence de graves problèmes concernant l'eau. Dans le cas du Mexique, les niveaux des couches aquifères baissent d'année en année et celles-ci sont de plus en plus polluées. Des rapports scientifiques signalent que dans les cinquante dernières années des réserves d'eau qui avaient entre 10 000 et 35 000 ans d'ancienneté se sont taries.

Dans la région de La Laguna – située au nord dans les États de Coahuila et Durango –, l'eau pour la consommation domestique qui est puisée de plus en plus profondément, présente une haute teneur en sels, dont l'arsenic. Après avoir été source de vie, l'eau finit par être source d'empoisonnement[9].

La désertification progresse d'année en année et la ville de Mexico, autrefois connue comme la « Venise des Amériques », s'enfonce en drainant ses dernières sources.

De même, les stratégies de privatisation instaurées par le gouvernement et les agences internationales de développement font partie du problème et n'en sont pas la solution. Donner une valeur marchande à l'eau c'est confondre la maladie et le traitement.

La Banque mondiale (BM), par exemple, soutient que l'eau est un besoin humain, et non un droit humain. Comme le signalent Maude Barlow et Tony Clarke, ceci n'est pas une question purement sémantique. Les besoins humains peuvent être satisfaits de plusieurs façons, spécialement avec de l'argent, mais (jusqu'à présent) personne n'a fixé un prix pour les droits de l'homme[10].

Tout privatiser

La marchandisation[11] de l'eau suit différents chemins. L'un d'eux concerne la remise à des particuliers de la gestion des nappes aquifères, puits, aqueducs et canaux.

Au Mexique, les réformes pour encourager ce type de marché rencontrent certaines résistances, car la Constitution stipule que les eaux nationales sont des biens publics et, comme tels, inaliénables et imprescriptibles. C'est-à-dire, en principe, hors du commerce et ne pouvant être concédés à des particuliers que pour une période limitée[12].

Les difficultés législatives sont contournées grâce à la « décentralisation », terme trompeur puisqu'en réalité par « décentraliser », ils veulent dire : livrer les systèmes hydrauliques aux gouvernements d'États et municipaux, avec pour seul but d'ouvrir la porte à la privatisation.

Il existe une autre forme de marchandisation : la consommation d'eau en bouteilles ou en carafes plutôt qu'au robinet, ce qui on le sait est une colossale escroquerie, étant donné que les usines d'embouteillage n'utilisent pas l'eau de source, mais se contentent d'apposer leur marque sur l'eau du réseau public.

Le Mexique a toujours été un grand consommateur de rafraîchissements, de sodas, et est devenu le second consommateur d'eau en bouteille par habitant, juste après l'Italie. Coca-Cola – dont l'un des anciens gérants est aujourd'hui président de la République – possède ici un réseau de dix usines d'embouteillage, tandis que Pepsi en a six[13]. Le résultat est qu'un litre d'eau en bouteille coûte maintenant autant qu'un litre d'essence.

La conjugaison de ces éléments a conduit à une augmentation des tarifs, qui peu à peu ont rattrapé le prix « du marché », tel que le préconise la théorie économique néoclassique. C'est alors que les grands monopoles internationaux gérant les services hydrauliques ont dirigé leur regard vers le Mexique.

Les dernières barrières sont tombées le 29 avril 2004 quand les législateurs du Congrès de l'Union ont adopté une modification de la loi des eaux nationales (celle-là même que les sénateurs claironnaient avec tant d'insistance), qui en favorisant les concessions aux entreprises privées aux dépens des organismes municipaux, abandonne les principes de base de justice sociale.

Un exemple ? Grâce à la nouvelle loi, les compagnies qui construisent des barrages auront aussi le droit de les mettre en activité et de vendre leurs services. Par ailleurs, les usagers n'ayant pas de compteur seront passibles d'une amende de 225 000 pesos, ce qui pour les paysans dont les revenus dépassent rarement 50 pesos par jour, représente évidemment une somme énorme.

Peu de mois après l'entrée en vigueur de la loi, le titulaire du secrétariat de l'Environnement et des Ressources naturelles (Smarnat), Alberto Cádernas Jiménez, a déclaré qu'il ne ménagerait pas ses efforts pour augmenter le prix de l'eau, « même jusqu'à ce que ça fasse mal[14] ». Et en effet, ça fait mal. Selon des enquêtes récentes, actuellement les populations marginales dépensent jusqu'à 30 % de leurs revenus pour acheter le liquide vital[15].

Les mauvais coups de Vivendi Universal

Depuis sa création, le marché global de l'eau présente un caractère particulier, puisqu'il est le seul aux mains de quelques géants européens, montrant une vocation semblable, voire plus prédatrice que leurs homologues des États-Unis. Les deux plus grandes compagnies, Suez et Vivendi Universal, sont françaises et ensemble se partagent 70 % du marché mondial de l'eau. La première opère dans 130 pays, la seconde dans 90[16].

Le discours qu'elles tiennent est simple : « *Devant l'inefficacité des institutions publiques, confiez les ressources hydrauliques à l'entreprise privée qui est dynamique, productive et honnête.* » Au Mexique, sa pénétration commence à peine, cependant il existe déjà au moins un cas, la ville de Aguascalientes, qui permet de tirer des conclusions significatives[17].

En 1993, le conseil municipal de Aguascalientes autorisa le maire à céder le service public d'eau potable, des égouts et de traitement des eaux usées. En même temps, la réforme de la loi nationale de l'eau légalisa la participation de l'initiative privée, dégageant la voie pour l'entreprise Services des eaux de Aguascaliente (SA de CV) composée du Groupe d'ingénieurs civils associés (ICA), Banamex et la Compagnie générale des eaux (désormais Vivendi) – qui entra rapidement en activité.

Les autorités justifièrent la privatisation par le mauvais état du service, mais le principal effet ressenti par les usagers fut une augmentation soudaine des tarifs et l'instauration de coupures de distribution pour non-paiement [des factures. *NdT*]. Bien qu'on présente l'argument qu'il n'y a qu'ainsi que l'on peut encourager « les économies d'eau », la situation ne tarda pas à entraîner une montée des protestations et des conflits.

De plus, l'entreprise commit de mauvaises opérations financières, accumulant des dettes qui devinrent insolvables à partir de la dévaluation de 1994. Pour éviter la banqueroute et conséquemment l'interruption du service, la municipalité dut intervenir en injectant de grandes quantités d'argent public. Comme toujours les grands monopoles privatisent les profits mais socialisent les pertes.

Par-dessus le marché, en 1996, le contrat d'origine fut modifié pour favoriser encore d'avantage la compagnie : la durée de la conces-

Barrage La Amistad (Coahuila).

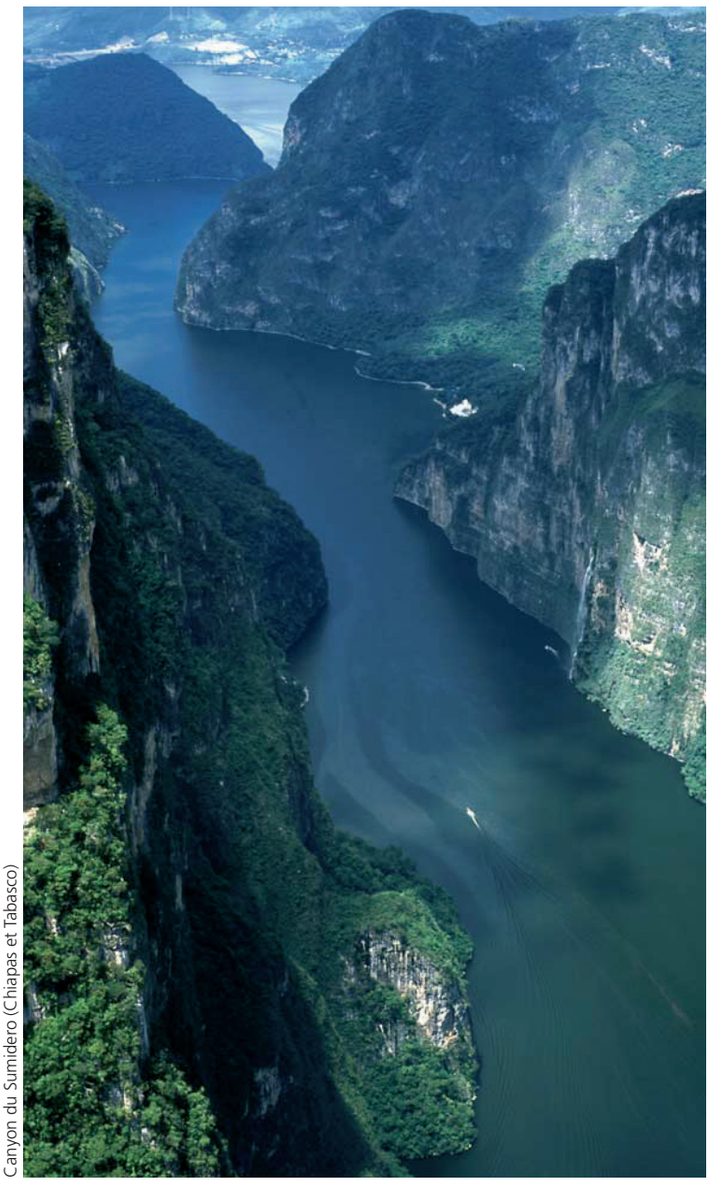
sion fut portée à trente ans ; on assouplit ses contraintes et on la dispensa d'investir dans la réhabilitation et la construction de l'infrastructure, domaines qui restèrent sous la responsabilité gouvernementale et à la charge du Trésor public.

Corruption ? Jusqu'à présent rien n'a été prouvé, mais il est clair que le passage de la distribution de l'eau en tant que bien public à la vente de l'eau en tant que denrée « rare », n'a pas mené à une gestion plus efficiente de cette ressource. Malgré les promesses et les discours, on découvre qu'en réalité l'entreprise privée n'a pas vocation à investir.

L'étude déjà citée de Clarke et Barlow énumère des dizaines de situations analogues aux quatre coins du monde ; mais surtout dans les pays dépendants. Il y a des cas extrêmes comme au Chili, où les « golden boys » ont même privatisé les fleuves. Malgré tout, la population n'accepte pas toujours passivement la crapulerie des sociétés. En 2000, face aux abus de l'entreprise nord-américaine Bechtel, la Bolivie a été le théâtre d'une révolte populaire victorieuse, passée à l'histoire sous le nom de « guerre de l'eau[18] ».

Un puits d'eau vaut plus qu'un puits de pétrole

Ces dernières années ont vu s'aggraver la querelle entre le Mexique et les États-Unis au sujet du contrôle des fleuves et des eaux souterraines le long de la frontière[19]. La raison principale étant que le sud-est du pays le plus puissant du monde affronte un désastre environnemental majeur. Sa plus grande nappe aquifère souterraine, l'Ogallala – d'une superficie de 500 000 kilomètres carrés permettant d'irriguer 6,5 millions d'hectares de maïs, sorgho, soja et blé – est contaminée par des pesticides, des résidus d'engrais, des détritus agricoles et même des déchets nucléaires provenant de la centrale Pantex au Texas. Le renouvellement de l'eau est très lent et si ça continue ainsi, la nappe disparaitra d'ici quarante ans[20].



Canyon du Sumidero (Chiapas et Tabasco)

Actuellement, le conflit porte sur l'exploitation du fleuve Colorado, au grand débit, qui prend sa source dans les Montagnes Rocheuses, traverse le Colorado, l'Utah, l'Arizona et la Californie pour déboucher sur les côtes du golfe de Cortes, transformé en modeste ruisseau aux eaux marécageuses et toxiques[21].

Le fait est que du côté des États-Unis, le fleuve concentre le plus grand pourcentage au monde d'industries, d'installations et d'activités économiques. Il ravitaille en grande partie les zones métropolitaines de Los Angeles, San Diego et Phoenix, alimentant de plus une grande part de la production agricole hivernale du sud-est[22].

Depuis 1944, il existe un Traité international des eaux qui régit l'usage des fleuves frontaliers, précisant que chaque année les États-Unis doivent concéder au Mexique 1850 millions de mètres cubes du fleuve Colorado, tandis que du Rio Bravo doivent être octroyés au voisin du nord [États-Unis. *NdT*] 431 millions de mètres cubes.

Ces dernières années, au prétexte des retards de remise des quotas mexicains, le pays voisin du nord choisit de recouvrir de ciment le canal Todo Americano (une dérivation du fleuve Colorado) dont l'usage n'est pas prévu dans le traité de 1944. Étant donné que ses eaux réapprovisionnent le bassin partagé entre les deux nations, par cette mesure le gouvernement des États-Unis pourra détourner non seulement le fleuve, mais également les eaux souterraines de la région frontalière[23].

Le conflit est brûlant, mais tandis que le comportement du gouvernement mexicain est plutôt timide, du côté des États-Unis on choisit l'habituelle arrogance impériale[24]. La justification ? Aucune, puisque comme l'explique le néoconservateur Robert Kaplan dans un texte truffé de réflexions racistes, le Mexique est un pays enclin au « *despotisme hydraulique* » (!) et incompatible avec la tradition de la démocratie anglo-saxonne[25].

Si ça continue, font remarquer les compagnons de Equipo Pueblo [association pour le droit à l'information dans la gestion publique. *NdT*], nous verrons bientôt les *marines* ouvrir de force les vannes des canaux mexicains exsangues, pour laisser partir les dernières gouttes d'eau, afin que les agriculteurs du Texas puissent arroser leurs terres autant qu'ils le désirent.

Mirages

Les voies de la raison mercantile sont infinies. L'une d'entre elles passe par la construction d'ouvrages gigantesques qui échappent au contrôle des usagers.

Il fut un temps – écrit Arundhati Roy dans un réquisitoire passionné contre la construction de 52 barrages le long du fleuve Narmada en Inde – où tout le monde aimait les barrages. Tous en étaient partisans – communistes, capitalistes, chrétiens, musulmans, hindouistes, bouddhistes. Les barrages n'apparaissaient pas comme une entreprise cynique. Ça commença comme un rêve. Ça se termina en cauchemar. Il est temps de se réveiller[27].

Tout au long du XX^e^ siècle, on a construit dans le monde plus de 40 000 grands barrages d'irrigation, d'eau potable et hydroélectriques, qui selon des calculs officiels, déplacèrent quelque cent millions de personnes. Leurs constructeurs les présentèrent comme des cathédrales modernes, preuves évidentes que l'homme peut dompter la nature. Et pourtant les barrages n'ont pas survécu à l'épreuve du temps : ils n'ont duré que le temps nécessaire à la nature pour les détériorer et transformer leur plan d'eau en marais[28].

Les choses ont souvent mal tourné. En 1982 la Banque mondiale, c'est-à-dire l'organisme financier qui pendant des décennies promit, voire imposa partout des barrages, s'associa aux militaires guatémaltèques pour en construire un de plus sur le fleuve Chixchoy. Comme les communautés mayas habitant la région refusaient d'être dépla-

Cascades de Agua Azul (Chiapas)

cées, l'armée réagit en massacrant quelque 400 personnes. Ensuite, la Banque mondiale prétendit ne rien savoir, mais son ignorance, même si elle est authentique, est impardonnable[29].

On pourrait donner beaucoup d'autres exemples, car, poursuit Arundhati Roy : « *Les grands barrages représentent pour le développement d'une nation la même chose que les bombes nucléaires pour le ministère des Armées. Les deux sont des armes de destruction massive. Les deux sont des armes utilisées par les gouvernements pour contrôler leurs populations*[30]. »

Finalement, sous l'avalanche de protestations peut-être, la Banque mondiale abandonna le projet en publiant notamment un document où il est expressément dit que les barrages, en plus des graves dommages environnementaux, provoquent le déplacement d'un grand nombre d'individus, et particulièrement des peuples indigènes qui se retrouvent dans des conditions économiques, culturelles et psychologiques désastreuses[31].

Au Mexique, les choses ne furent pas différentes. Comme en Inde, comme partout, la construction des barrages fut comme un mirage du développement. Dans les années soixante, devant l'augmentation de la demande d'énergie, la Commission fédérale d'électricité (CFE) développa considérablement sa capacité de production ; mais parallèlement au développement technologique, les problèmes sociaux des populations s'aggravaient lorsqu'elles étaient déplacées[32].

Il existe aujourd'hui des dizaines d'ouvrages hydroélectriques dans la République mexicaine. Tandis qu'une grande partie d'entre eux sont en activité depuis cinquante ans, on connaît un nouvel essor de la construction dans le but d'attirer les investissements étrangers et jeter les bases de la privatisation de l'industrie électrique et de l'eau. La CFE projette l'édification de cinquant-six barrages, dont une grande partie sur les territoires indigènes, ce qui implique de supprimer l'eau à un grand nombre de communautés, intensifiant ainsi une vieille et opiniâtre guerre offensive.

Pour leur part, des multinationales espagnoles comme Endesa, Iberdrola et Unión Fenosa, françaises comme EDF, allemandes comme Siemens, ou nord-américaines comme AES, sont impatientes d'investir leurs capitaux dans ce domaine, au vu des opportunités offertes par la nouvelle législation mexicaine[33].

Résistances

Face à cette situation, les peuples ne restent pas passifs. Certaines fois, la bataille pour un fleuve, un aqueduc public ou une source parvient à semer le doute sur le sens de tout un système social. Exemple, le combat contre le barrage La Parota, sur le fleuve Papagayo dans l'État de Guerrero, qui, s'il était réalisé, aurait une superficie trois fois plus grande que la baie d'Acapulco, inondant 17 500 hectares et vingt-quatre localités.

Depuis plusieurs années, mais particulièrement ces derniers mois, les 25 000 paysans touchés sont sur le pied de guerre. Ils ont d'abord créé le Conseil d'Ejidos et des communautés opposantes, puis le 2 octobre 2004, avec les habitants d'autres régions du pays, ils ont donné naissance au Mouvement mexicain des victimes des barrages et de défense des fleuves (Mapder), dont les membres se disent « *en résistance totale et permanente contre la construction de barrages dans le pays* ».

Le Mapder est une alliance reliée au niveau continental au Réseau international des fleuves, dont le siège est à San Francisco (Californie) et au Mouvement méso-américain contre les barrages, qui s'oppose à la construction de quelque 350 barrages dans la région, certains étant binationaux Mexique-Guatemala. Le mouvement veut que l'État mexicain répare les dommages historiques causés à des centaines de milliers de personnes du fait de la construction de barrages, ainsi que la restauration des écosystèmes abîmés.

De plus, il exige la modification de la législation en ce qui concerne l'eau et l'environnement, ainsi que le respect des droits des peuples sur les eaux établis par l'article 169 de l'Organisation internationale du travail[34].

Jusqu'à présent, la lutte des paysans de l'État de Guerrero a été pacifique. Mais devant la répression ciblée et les tentatives de la CFE de diviser les communautés en corrompant leurs leaders, cette lutte pourrait emprunter d'autres voies[35].

Une autre guerre de l'eau a lieu entre les Indiens mazahuas de la région limitrophe du fleuve Cutzamala (État de Mexico) et la Commission nationale de l'eau (CNA). Le Cutzamala couvre une grande partie des besoins en eau du district fédéral et de la ville de Toluca. Chaque année, 1 600 millions de pesos sont dépensés pour acheminer vers la zone métropolitaine 19 000 litres d'eau/seconde provenant de ce fleuve. Chaque litre parcourt une distance de 160 kilomètres au moyen d'un coûteux système de pompes permettant de déjouer une dénivellation de 1 366 mètres. Ce qui est absurde, c'est que tandis que plusieurs communautés mazahuas manquent d'eau potable, 38 % de celle qu'ils fournissent au district fédéral sont gaspillés à cause des défauts dans le réseau hydraulique.

Ce n'est pas tout. En 2003, à la saison des pluies, le barrage Villa Victoria, un des sept qui sont sur le Cutzamala, a vu sa retenue déborder et endommager les cultures des communautés mazahuas. Le 10 août 2004, après de multiples et vaines tentatives de dialogue, des membres du Front pour la défense des droits de l'homme et des ressources naturelles du peuple mazahua ont marché sur la ville de Mexico, exigeant du gouvernement fédéral l'indemnisation de 300 hectares de leurs cultures.

Face à l'entêtement des autorités, le Front a établi un campement aux alentours du plan d'eau potable Berros qui ravitaille la vallée de Mexico. À la suite de quoi, les femmes ont pris en mains les rênes du mouvement en organisant – dans la foulée de la révolte des Indiens des Chiapas – une Armée zapatiste des femmes pour la défense de l'eau. Armées de fusils en bois, machettes et outils agricoles, elles ont empêché pendant trois jours l'apport de chlore, menaçant de couper le flux de l'eau, et même de se faire exploser à la dynamite si leurs demandes n'étaient pas satisfaites.

Le dimanche 26 septembre, vingt-cinq *commandantes* mazahuas ont sollicité une audience auprès du secrétaire à la Défense nationale, Clemente Vega, pour « *traiter des problèmes liés à la sécurité du pays et exposer les raisons pour lesquelles nous revendiquons par des méthodes différentes de celles ayant été employées par les hommes* ».

La missive rappelait que la politique hydraulique nationale est injuste car elle ne bénéficie qu'aux habitants des grandes villes, alors que beaucoup de communautés d'où provient l'eau sont dans un état de pauvreté extrême. Comme solution, les *commandantes* ont proposé de planter vingt millions d'arbres dans la zone endommagée par l'exploitation du Cutzamala, et d'entretenir les sources, fleuves et ravins pour éviter l'érosion de la terre.

Il serait exagéré de dire que les autorités les ont prises au sérieux, mais ce qui est sûr, c'est que les femmes mazahuas ont réussi à déclencher une vague de sympathie nationale qui empêcha la répression de se déchaîner contre le mouvement.

Après plusieurs semaines de négociations, le 26 octobre, le secrétariat du gouvernement et les communautés mazahuas ont signé une convention de reboisement, protection des sources et autres actions pour assainir l'environnement. Dans le salon Juárez du palais de Covián, le ministre Santiago Creel a voulu présenter la signature de cette convention comme un exemple de dialogue et de recherche d'accords. Rendues méfiantes par l'absence de représentants de la CNA, les Mazahuas ont déclaré qu'elles demeuraient vigilantes et que le non-respect des engagements provoquerait de nouvelles mobilisations[37].

En conclusion, la crise de l'eau semble être une allégorie de la globalisation. Il n'y a pas de solution dans l'actuel modèle libéral. Seuls les peuples, réseaux, mouvements et organisations qui luttent pour préserver le patrimoine commun peuvent gagner la guerre que livrent les États et les compagnies multinationales pour le contrôle de l'eau et des ressources naturelles. Au Mexique, la guerre est déjà commencée.

Claudio Albertani

Traduction Ramón Pino et Claire Lartiguet-Pino

1. Claudio Albertani, *Le Miroir du Mexique. Chroniques de barbarie et de résistance*, Éditions du Monde libertaire, Paris, 12 euros. (Édition mexicaine chez Editorial Altres Costa- Amic.)

2. Michel Camdessus « Introducción » en James Winpenny, *Financing water for all. Report of the world panel on financing water infrastructure*, World Water Council, Global Water Partnership, 3rd World Water Forum, mars 2003, p. V.

3. Vandana Shiva, *Le Guerre dell'acqua*, Milan.

4. Enrique Castellan Crespo, « Los Consejos de Cuenca en el Desarollo de las Presas en Mexico », Third World Center for Water Management.

5. Félix Hernández Gamundi et Raúl Álvarez Oseguera, rapport du séminaire « L'eau bien privé ou bien public. Vers une nouvelle culture planétaire », 21 au 21 septembre 2004, Université autonome de Mexico, Plantel del Valle.

6. « Enquête nationale sur les niveaux de vie des foyers » réalisée par des chercheurs en science économique, *La Jornada*, 11 novembre 2004.

7. Jean Robert, *Water is a common*, Habitat International Coalition, Mexico, 1994.

8. Serge Latouche (coord.), *L'economia svelata*, Bari, 1997.

9. Luis Hernández Navarro, « La Laguna : nouvelle guerre de l'eau », *La Jornada*, 10 novembre 2004.

10. Maude Barlow et Tony Clarke, *Or bleu. Les multinationales et le vol organisé de l'eau dans le monde*, Barcelone, 2004.

11. « Marchandisation » se réfère à Marx développant le concept du caractère fétichiste de la marchandise dans le premier chapitre du *Capital*, où il « *entendait la marchandise en tant qu'opération essentiellement idéologique, une forme de fausse conscience qui remplissait la fonction spécifique de cacher la production de valeur devant le consommateur* [...]. *Georg Lukács*, [dans] Histoire et conscience de classe, [replace] *la marchandisation au centre du processus social global, plus général de réification* [chosification] *tant mental que physique* », Fredric Jamenson, *La Cité future*.

12. Eduardo Viesca de la Garza, « Gestion de l'eau. Aspects législatif », exposé au séminaire : « L'eau bien privé ou bien public », UACM, *op cit.*

13. Maude Barlow et Tony Clarke, *op. cit.*, p. 231.

14. *La Jornada*, 30 septembre 2004.

15. Luís Marín Stillman, chercheur à l'Université nationale autonome de Mexico (Unam), *La Jornada*, 23 septembre 2004.

16. Barlow et Clarke, *op. cit.*, p. 173.

17. AAVV, Aguascalientes, Mexico. A case study PRINWASS, Oxford, UK, août 2003.

18. Barlow et Clarke, *op. cit.*, p. 284-285.

19. Barlow et Clarke, *op. cit.*, p. 121 ; Shiva, *op. cit.*, p. 68 et 82.

20. Alejandro Nadal, « Ogallala : pour remplacer le climat », *La Jornada*, 13 février 2002.

21. María Rosa García Acevedo, « Le fleuve Colorado dans la relation Mexique-États-Unis : visions, actions et possibilités », *Commerce extérieur*, mars 2004.

22. Marc Reisner, *Cadillac Desert : The American West and Its Disappearing Water*, USA, 1986.

23. Angélica Enciso, « Les États-Unis disputent au Mexique chaque goutte du canal Todo Americano », *La Jornada*, 3 novembre 2003.

24. Au cours de la 21e réunion de la Commission binationale Mexique-États-Unis, a été signé un accord environnemental qui n'inclut pas le problème du fleuve Colorado. Voir *La Jornada*, 10 novembre 2004.

25. Robert Kaplan, « Le Mexique et le Sud-Ouest », *The Atlantic Monthly*, juillet 1998.

26. Voir www.equipopueblo.org.mx.

27. Arundhati Roy, *The Algebra of infinite justice*, Inde, 2002, p. 57.

28. La meilleure étude sur l'impact écologique des barrages est : Patrick McCully, *Silenced Rivers. The ecology end politics of large dams*, Orient Longman, Hyderabad, Inde, 1998. Voir aussi Barlow et Clarke, *op. cit.*, p. 87-91 et p. 107-111.

29. Le lecteur trouvera l'histoire complète du massacre de Chixchoy sur le site : http://irn.org.

30. Arundhati Roy, *op. cit.*, p. 136.

31. Voir le pratique *Guide citoyen sur la Commission mondiale des barrages* publié par International Rivers Network (IRN), Berckeley, Californie, 2004, qui résume le rapport de 400 pages de la Banque mondiale.

32. María del Rayo Campos, « Expropriations et développement national : les barrages hydroélectriques ».

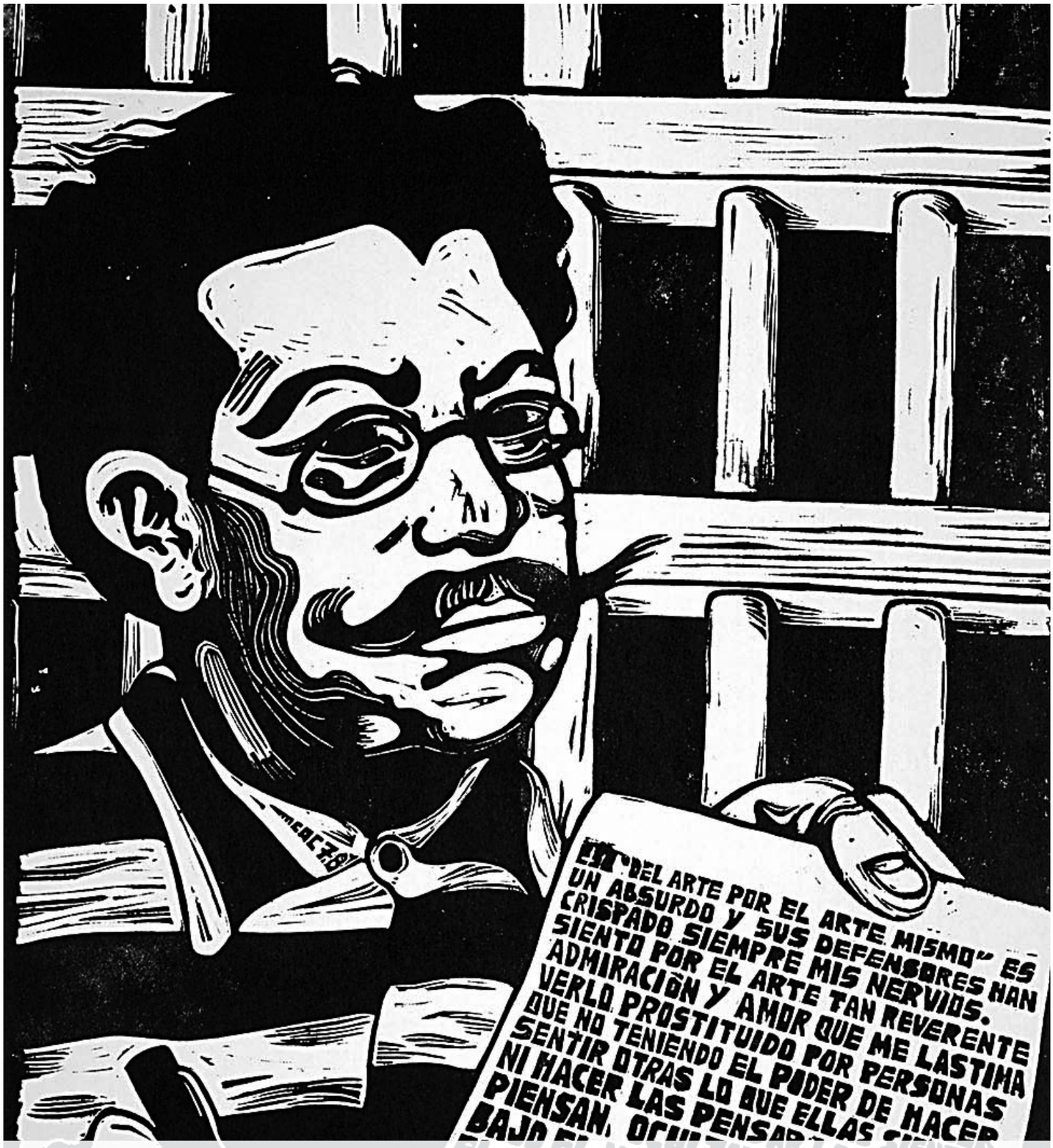
33. CIEPAC, *Les Chiapas aujourd'hui*, bulletin n° 434, 7 octobre 2004.

34. Rosa Rojas, *La Jornada*, 2, 3 et 4 octobre 2004.

35. *Idem*, *La Jornada*, 13 novembre 2004.

36. *El Universal*, 26, 27 et 28 septembre 2004.

37. *La Jornada*, 27 octobre 2004.



Histoire de l'anarchisme et des anarchistes au Mexique

Les précurseurs de l'anarchisme mexicain

Le Mexique accède à son indépendance en 1821. Le pouvoir, jusqu'alors entre les mains de l'aristocratie féodale espagnole, passe entre celles de la bourgeoisie créole naissante. Les structures tant politiques qu'économiques du pays se modifient en profondeur. La jeune république, quoique instable en raison de plusieurs guerres civiles, favorise, à partir de la seconde moitié du XIXe siècle, un processus de développement capitaliste et d'industrialisation progressive. Ce phénomène entraîne la concentration de nouveaux travailleurs issus des campagnes et l'émergence d'une classe ouvrière urbaine, hétérogène, composée d'artisans et, en proportion croissante, d'ouvriers. Comme ailleurs, la bourgeoisie, avide, n'offre que de misérables conditions d'existence aux travailleurs. En zone rurale, les petits paysans et les communautés indigènes sont en proie à la dépossession de leurs terres au profit de grands propriétaires, soutenus par l'État. D'immenses domaines se constituent ainsi, parfois de la taille de petits États, au sein desquels les paysans vivent dans des conditions souvent proches de l'esclavage. Le terreau est donc fertile au développement du socialisme, et plus particulièrement de son versant anti-autoritaire.

Les idées socialistes commencent à pénétrer au Mexique à partir de la première moitié du XIXe siècle mais n'ont alors que peu d'incidence et ne concernent que quelques cercles illustrés restreints. Il faut attendre 1861, avec l'arrivée de Plotino Rhodakanaty, un exilé d'origine grec, adepte de Fourier et de Proudhon, pour qu'elles prennent véritablement leur essor.

Rhodakanaty fait alors paraître un petit opuscule, intitulé *Précis socialiste*, dans lequel il expose ses idées : association libre et volontaire des individus et des communautés, fédération des producteurs, disparition du gouvernement et de l'État, société harmonieuse, etc. Opposé à toute révolution violente, Rhodakanaty recommande d'agir « *ici et maintenant* » et d'établir des communautés appliquant ses principes. Grâce à l'exemple donné, le modèle social qu'il défend s'étendra spontanément.

Rapidement, ses positions rencontrent un écho favorable parmi les étudiants de l'école préparatoire et un petit groupe de réflexion se constitue. En 1865, il devient le Groupe d'étudiants socialistes, constituant ainsi la première association socialiste – libertaire – au Mexique. De ce groupe vont surgir certains des principaux militants des mouvements ouvriers et paysans, parmi lesquels Francisco Zalacosta et Santiago Villanueva.

Déterminés, les étudiants se lancent dans l'organisation du mouvement ouvrier – alors encore essentiellement composé d'artisans. Ils réactivent de nombreuses sociétés mutuelles, telles celles des chapeliers ou des tailleurs, et favorisent la création de nombreuses autres, en particulier dans l'industrie textile, alors en pleine croissance. Leur volonté, dans un premier temps, est d'éduquer les travailleurs au moyen de ces sociétés – lieux de discussion, de partage, de secours et de sociabilité. Ensuite, ces organisations devront se transformer en sociétés de résistance, ayant pour objectif, non plus d'aider seulement les ouvriers blessés ou sans travail, mais d'arracher des droits au patron et ouvrir la voie à l'émancipation sociale. Leur travail mène ainsi à la première grève consciente au Mexique. En juin 1865, les ouvriers textiles de San Ildefonso et de la Colmena réclament une augmentation de salaire et la réduction de la journée de travail – alors de 15 heures. Le 19, la troupe est envoyée et tire sur les grévistes. La grève est un échec, mais le mouvement est en marche.

Si les idées socialistes rencontrent un certain succès dans les milieux populaires, elles se trouvent cependant entravées par l'apparition d'une

autre tendance. En effet, les républicains, revenus au pouvoir après la chute de l'Empire de Maximilien, voient dans l'organisation du mouvement ouvrier naissant une base sociale importante à conquérir et souhaitent, à coup de subventions et de promesses, le placer sous son contrôle. Deux tendances commencent donc à s'affronter au sein du jeune mouvement ouvrier : l'une, modérée, légaliste, réformiste, institutionnelle ; l'autre, radicale, autonome, révolutionnaire, anti-autoritaire.

Néanmoins, pour Rhodakanaty, partisan de l'établissement de communautés agricoles, c'est dans les campagnes qu'il faut aller prêcher. Début 1865, il part s'installer à Chalco, une petite ville à une trentaine de kilomètres de Mexico. Rejoint par Zalacosta, il y fonde une école « libre » destinée aux paysans et à leurs enfants dans le but de leur enseigner, entre autres, les principes du socialisme anti-autoritaire. Dans cette région, où les petits paysans, privés de leurs terres par les grands propriétaires, manifestent une résistance séculaire au pouvoir – soulèvements spontanés, brigandage –, les idées socialistes trouvent un terrain favorable à leur épanouissement. Parmi les élèves de l'école, un jeune péon, Julio Chavéz López, se fait remarquer pour ses brillantes dispositions et sa verve. Converti au socialisme, il clame qu'il est l'ennemi de tous les gouvernements, gardiens du système d'exploitation, et fonde un club socialiste.

Rapidement, il estime nécessaire de radicaliser la lutte. Déclarant la guerre aux riches et réclamant la répartition des terres, il prend la tête, en 1868, d'une petite guérilla qui attaque haciendas et villages. Rejointe par des centaines de paysans de la région, elle étend progressivement son

rayon d'action jusqu'aux portes de la capitale. L'agitation gronde dans les campagnes. Le 20 avril 1869, Chávez López rend public un manifeste adressé à «*tous les opprimés et pauvres du Mexique et de l'univers*». Le texte les appelle à se joindre à la révolution socialiste pour abolir le gouvernement et l'exploitation et établir la «*République universelle de l'harmonie*» (voir encadré).

De peur que la situation ne dégénère, le gouvernement libéral de Benito Juárez intervient. La répression est sans pitié : arrestations massives, assassinats, villages déportés, etc. À la fin de l'été, Chávez López est arrêté. Il est fusillé, le 1er septembre 1869, dans la cour de l'école «libre». Accusés d'être les instigateurs du soulèvement, Zalacosta et Rhodakanaty sont activement recherchés, mais parviennent à s'échapper.

Parallèlement, le processus d'organisation ouvrière, stimulée par la circulation de documents de l'Association internationale des travailleurs (AIT), fondée à Londres en 1864, se poursuit et mène le 16 septembre 1870 à la fondation du Grand cercle des ouvriers de Mexico (GCO). Cette association poursuit plusieurs objectifs : favoriser la création de sociétés ouvrières, développer l'esprit de solidarité, contribuer à la création de caisses d'épargne, d'écoles primaires et de métiers, soutenir les grèves et organiser, à terme, un congrès national réunissant toutes les organisations de la nation.

Si la volonté qui préside au sein du GCO est l'union, les luttes de tendances entre légalistes et autonomes sont cependant particulièrement âpres, rendant sa ligne politique confuse. Ainsi, s'il reconnaît lutter pour la totale émancipation des travailleurs, «*qui ne peut être que l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, au moyen de la révolution sociale*», adoptant ainsi la résolution de l'AIT, il prêche, dans le même temps, en faveur de réformes sociales par le biais de l'action législative et de la collaboration avec le gouvernement. C'est cependant la tendance anti-autoritaire qui domine dans un premier temps, avec l'accession à la présidence de Villanueva.

Afin de contrer les tendances légalistes au sein du GCO, Rhodakanaty et Zalacosta, qui ont regagné Mexico, créent, le 20 mars 1871, la Social. Ce cercle de réflexion, qui s'inscrit dans la continuité du Groupe d'étudiants socialistes, se prononce, dans son manifeste du 15 avril 1871, pour «*l'abolition de tout système de gouvernement et l'émancipation des ouvriers manuels et intellectuels de l'univers*». La Social adhère au GCO et y envoie trois délégués.

En juillet 1871 est fondé *El Socialista*, qui devient, en janvier 1872, l'organe officiel du GCO. Bien que marqué davantage par le légalisme, le journal se veut l'expression de toutes les tendances du socialisme. S'y exposent les théories de Lamennais, Saint-Simon, Louis Blanc, Fourier, Proudhon et, bien plus tard, Marx. Il accueille aussi les positions anti-autoritaires des radicaux de la Social. Partisan de l'association, le journal se dit proche du programme de l'Internationale – dont il publie le règlement – et fait l'éloge de la Commune de Paris.

Grâce au travail de Villanueva, de nouvelles sociétés ouvrières, acquises aux idées anti-autoritaires, se forment dans tout le pays. Mais sa mort brutale, en juillet 1872, marque l'arrêt de l'expansion des positions libertaires au sein du mouvement ouvrier organisé. Les modérés prennent alors la tête du GCO. Peu après, ils modifient les statuts et acceptent une subvention mensuelle accordée par le nouveau président de la République, Sebastien Lerdo de Tejada. Les anti-autoritaires, désormais minoritaires, continuent toutefois à participer au GCO.

En dépit des luttes entre tendances, le GCO se développe, regroupant plus d'une trentaine de succursales et plusieurs milliers d'adhérents. Au cours des années 1872-1875, les associations, les bibliothèques, les écoles – lieux de culture et d'apprentissage professionnels – et les journaux ouvriers – *La Causa del Pueblo*, *La Primavera*, *Luz y conquista*, *El porvenir del Pueblo* – se multiplient.

En conséquence, de nombreuses grèves, parfois victorieuses, mais souvent réprimées par les forces de l'ordre, éclatent. Néanmoins, elles divisent les militants du GCO. Si les anti-autoritaires estiment que c'est un moyen de lutte efficace, permettant d'établir un rapport de force avec les exploiteurs, la majorité légaliste du GCO émet de sérieuses critiques sur cette tactique, considérant qu'elle ruine les travailleurs et que la négociation serait plus profitable.

Au niveau international, les socialistes mexicains nouent des contacts. Alors que le GCO et *El Socialista* sont considérés comme leurs homologues par les partisans de Marx, les anti-autoritaires, réunis autour de la Social,

Adresse à tous les opprimés et tous les pauvres du Mexique et de l'univers

L'heure est venue de reconnaître les hommes au cœur ferme ; le jour est venu où les esclaves doivent se soulever comme un seul homme et réclamer leurs droits foulés au pied par les puissants. Frères : le moment est venu de faire table rase, de demander des comptes à ceux qui, toujours, nous les ont exigés ; c'est le moment d'imposer des devoirs à ceux qui, toujours, n'ont demandé que des droits… Ceux qui ont profité de notre faiblesse physique, morale et intellectuelle se nomment *latifundistas* [grands propriétaires fonciers], *terratenientes* [propriétaires terriens] ou *hacendados* [riches propriétaires fonciers]. Nous, qui nous sommes laissé déposséder patiemment de ce qui nous appartenait, nous nommons travailleurs, prolétaires ou péons. Nous, péons, avons donné notre vie et nos intérêts aux *hacendados* et ceux-ci nous ont soumis aux pires abus ; ils ont mis en place un régime d'exploitation qui nous condamne à ne pas jouir de notre vie. En quoi consiste ce régime d'exploitation ? C'est un système dont le seul but est d'avilir l'existence d'un péon. Nos pères ont été achetés par le domaine pour un réal la journée de travail et comme il n'était pas possible de survivre avec un réal puisque les marchés installés sur le domaine vendaient les articles à des prix excessifs, même les articles que nous avions produits avec nos mains, mois après mois et année après année, il se constituait une dette aux dépens de nos parents. Comment rembourser cette dette alors que le salaire journalier ne dépassait pas le très misérable réal ? Qui aurait prêté à nos parents pour couvrir leurs dettes ? Qui aurait offert des crédits, alors que le crédit est toujours entre les mains des propriétaires de la production ?

En venant au monde, nous avons découvert que les dettes de nos parents devenaient les nôtres et que tout semblait indiquer que nous étions nés esclaves et avec l'obligation de continuer à travailler au même endroit, pour rembourser cette fameuse dette. Mais notre salaire n'augmentait pas pour autant ; le crédit n'existait pas davantage et il nous fallait supporter la même situation. Et qui a aidé à ce que continuions à vivre en silence, dans l'humiliation, l'ignorance et l'esclavage ? L'Église et rien que l'Église, qui par l'intermédiaire de ses missions hypocrites, a tissé le mensonge du salut spirituel en un lieu qui n'est pas la Terre. Nos mères, nos sœurs, nos épouses et nos filles prient avec ferveur pour demander à tous les saints qu'ils nous sauvent de cette horrible situation.

Mais tout a été vain, puisque selon eux, les curés, nous sommes sur Terre pour supporter celle vallée de larmes et nous devons nous amender pour qu'au Ciel nous soyons récompensés de notre résignation… Si les curés sont mauvais, les hommes qui commandent le sont aussi. Que dire de ce que nous avons cru bon de nommer gouvernement et qui n'est que tyrannie ? Où trouver le gouvernement bon ? Les hommes forts ce sont les riches propriétaires terriens qui, en s'appuyant sur l'armée dont ils sont les soutiens, pour protéger leurs propriétés, ont établi leurs possessions dans les lieux qu'ils ont choisis, sans que celle-ci intervienne. Que voulons-nous ? Nous voulons la terre pour y semer pacifiquement et récolter tranquillement, en supprimant bien entendu le système d'exploitation, en laissant à tous la liberté de semer là où les conditions paraissent favorables, sans avoir à payer un quelconque tribut, en laissant à tous la liberté de se grouper selon le mode qui convient le mieux, pour former de grandes ou de petites sociétés agricoles qui assureront en commun leur défense, sans aucun besoin d'un groupe d'hommes qui ordonne et châtie.

Peuple mexicain ! Voilà notre projet simple, que nous ferons triompher d'une façon ou d'une autre pour le triomphe véritable de la liberté. Nous serons poursuivis, peut-être criblés de balles, peu importe !, puisque dans notre poitrine bat l'espoir. Qu'il y a-t-il de plus dans notre vie sinon mourir plutôt que de continuer à supporter la misère et les souffrances qui nous accablent. On nous condamne parce que nous sommes libéraux, on nous avilit parce que nous sommes socialistes et on nous condamne parce que nous sommes des hommes. Il faut absolument franchir cet obstacle et déployer nos efforts autour de ce sacro-saint drapeau de la révolution socialiste qui proclame depuis le point le plus haut de la république : Abolition du gouvernement et de l'exploitation. La tête haute, cherchons sereinement notre salut qui ne dépend que de nous-mêmes. Nous voulons des terres, nous voulons du travail, nous voulons la liberté. Ce qu'il nous faut c'est que toutes nos souffrances disparaissent, ce qu'il nous faut c'est sauver l'ordre, en définitive, ce qu'il nous faut c'est créer un pacte social entre les hommes fondé sur le respect réciproque. Vive le socialisme ! Vive la liberté !

Julio Chavez Lopez *(Traduit par Silfax.)*

échangent une correspondance, à partir de 1872, avec la section uruguayenne de l'Internationale, liée à la Fédération jurassienne. De même, plusieurs émigrés espagnols ou exilés de la Commune, tels Antonio Pellicer Paraire ou Carlos Sanz, arrivent au Mexique, répendant parmi leurs compagnons les idées de Bakounine.

Au cours de ces années, les anti-autoritaires mexicains font preuve d'un grand dynamisme. Ils prennent la tête de plusieurs sociétés ouvrières telles que la Société artistique industrielle, qui publie son propre journal, *El Obrero internacional*. Ce dernier lance une campagne en faveur de la création de coopératives dont la fédération devrait, selon le périodique, remplacer l'État. Plusieurs journaux expriment également des idées libertaires, parmi lesquels *La Comuna*, *La Comuna mexicana*, *La Huelga*, *La Justicia*, *La Fraternidad*, *El Hijo del Trabajo*. Tous ses titres se font les défenseurs de la classe ouvrière, du droit de grève, réclament l'indépendance du mouvement ouvrier face aux pouvoirs publics et l'émancipation des travailleurs. Ils prennent également position en faveur des paysans, en appelant à la formation de communes agricoles autonomes, ainsi que de l'égalité entre hommes et femmes.

Le 5 mars 1876, le Congrès général ouvrier de la République mexicaine, dont l'objectif est de créer une grande Confédération nationale, tient sa première session. Les débats font rage entre les factions. Finalement, un projet de Constitution est adopté. S'il reconnaît certains principes libertaires – l'autonomie vis-à-vis du pouvoir et des partis politiques –, il est cependant très modéré, ne visant qu'à promouvoir «*l'harmonie entre travail et capital*». Pour les plus radicaux, le congrès est un échec.

Pour faire face à cette situation, le 7 mai 1876, la Social, dont l'activité s'était ralentie, est réorganisée lors d'une réunion publique au cours de laquelle Rhodakanaty fait l'éloge du socialisme libre. Selon Zalacosta, qui intervient ensuite, elle doit se transformer en organisation de lutte ayant pour objectif la révolution sociale. Un comité de propagande est désigné et se charge d'organiser plusieurs conférences sur «*socialisme de parti et socialisme libre*», «*centralisme et fédéralisme*». Le groupe publie dans *El Socialista* les buts poursuivis : éradiquer la misère, favoriser l'abondance, la répartition des richesses, l'hygiène, le bonheur, les arts.

L'activité de la Social prend forme. En février 1877, par l'intermédiaire des fédérations uruguayennes et espagnoles, elle devient section officielle de l'Internationale. En juillet 1878, elle se dote d'un journal, *La Internacional*, dont le programme est : la République sociale, l'abolition du gouvernement, du salariat, l'administration communale, l'émancipation des femmes, la répartition des terres, la création de communautés industrielles et agraires. Grâce au travail de propagande mené, la Social peut ainsi revendiquer, en septembre 1878, 62 sections dans tout le pays. Signalons que, malgré des positions clairement anti-autoritaires, son idéologie reste quelque peu confuse, mélangeant références au christianisme, à Fourier, Proudhon et Bakounine.

Paradoxalement, alors que la Social se développe, le mouvement ouvrier organisé s'enlise dans les dérives politiciennes quand le pays bascule dans la guerre civile. Les légalistes, ainsi que certains anti-autoritaires, se divisent, apportant leur soutien à différentes factions politiques. Quand Porfirio Díaz, général qui jouit, en raison de ses promesses sociales, d'un grand prestige parmi la population laborieuse, accède au pouvoir à la fin de l'année 1876, le GCO, déserté par ses opposants, se transforme en courroie de transmission du nouveau régime.

L'activité de la Social se tourne alors vers les campagnes, au sein desquelles le mécontentement gronde. Le 15 août 1877, à l'initiative de la Social et de militants agraristes tels que le colonel Alberto Santa Fe, se tient le premier congrès paysan à Mexico, réunissant des délégués de communautés agricoles. Au cours de la rencontre, le Grand comité central des communautés est constitué. Le comité décide d'envoyer des émissaires, dont Zalacosta, dans toute la République pour développer les liens entre partisans de la réforme agraire et assemblées de *pueblos*.

L'année suivante, en juin 1878, Santa Fe – que l'on dit influencé par Bakounine – fonde à Puebla un Parti socialiste qui se dote d'un journal, *La Revolución Social*, et d'un programme agrariste révolutionnaire, «La loi du peuple». Le document, qui revendique l'égalité et la fraternité entre tous les êtres humains et propose des mesures à l'attention des masses indigènes – réforme agraire, expropriation des *haciendas*, création d'ateliers nationaux, municipalisation de l'État, réforme de la justice, éducation gratuite – reçoit un accueil favorable dans les milieux ouvriers et parmi les masses paysannes. L'agitation gagne alors les campagnes de plusieurs États – Coahuila, Michoacán, Hidalgo, Puebla, Querétaro.

Au printemps 1879, le Plan de la Barranca est promulgué. Ses partisans méconnaissent «*l'autorité de tout gouvernement constitué sous les formes connues jusqu'ici*» et prônent l'instauration d'un «*gouvernement municipal ou socialiste*». Parallèlement, le général Miguel Negrete, fortement influencé par «La loi du peuple», prend les armes, dénonçant le non-respect des promesses faites par Díaz. Peu après, il s'allie au Plan de la Barranca. De l'union des deux mouvements naît le Plan socialiste de la Sierra Gorda (Querétaro), souscrit le 15 juillet 1879. Le manifeste, qui prend pour devise, «*Terre, industrie, éducation, armes*», réclame l'instauration d'une «*République sociale démocratique*». Il prévoit une réforme agraire, la restitution des terres aux communautés et la suppression des monopoles agricoles. Sur le plan politique, il propose une fédération des communes autonomes.

Ainsi, au cours de l'été 1879 et jusqu'en 1883, des centaines de *pueblos* indiens acquis au Plan se soulèvent et occupent des *haciendas* dans les États de Guanajuato, Querétaro et Hidalgo. Mais, progressivement, les foyers de révolte sont matés. Plusieurs membres de la Social sont détenus. Zalacosta est passé par les armes.

À Mexico et dans les régions industrielles, les disputes se poursuivent au sein du mouvement ouvrier organisé, à l'approche des élections présidentielles, quant au soutien à accorder, ou non, à tel ou tel parti politique. À l'initiative de la Social, un grand meeting unitaire est convoqué, le 14 décembre 1879, pour défendre les positions de non-participation politique. Il rassemble 5 000 artisans, ouvriers et représentants de communautés indigènes, portant drapeaux rouges et banderoles sur lesquelles on peut lire : «*La Sociale, adhérente de la Grande ligue internationale du Jura*», «*Alliance indigène, loi agraire*». Les orateurs de diverses tendances se succèdent et, en fin de meeting, tous s'accordent sur le principe de l'abstention politique. Mais les accords ne sont pas respectés et, au bout de quatre mois, le Congrès ouvrier, qui avait repris ses activités, est au bord de l'explosion. Le mouvement ouvrier entre alors dans une profonde phase de décomposition.

Pour autant l'activité des anti-autoritaires perdure encore quelque temps. Entre 1880 et 1881, les journaux *La Reforma Social* et *El Socialista* diffusent des textes de sensibilité libertaire. Le Congrès ouvrier, alors sous l'égide des seuls libertaires, confie sa représentation au congrès de Londres, en juillet 1881, à Nathan Ganz, éditeur de la revue *The An-archist* de Boston. En des termes pleins d'optimisme, Ganz décrit une situation révolutionnaire au Mexique, alors qu'en réalité les révoltes paysannes sont réprimées et le mouvement ouvrier divisé et affaibli. Pour preuve, le Congrès disparaît peu après. La réélection de Porfirio Díaz en 1880 fait entrer le pays dans le porfiriat. Au cours de cette période, qui va jusqu'en 1910, le Mexique connaît une relative stabilité économique et un recul de toute contestation. Díaz dirige le pays d'une main de fer, brisant toute opposition par la censure de la presse et la répression – emprisonnements, assassinats, etc. Sa politique clientéliste favorise l'opportunisme et achète la paix sociale. Les seules organisations ouvrières existantes sont des mutuelles soumises au pouvoir. Le mouvement libertaire disparaît et sombre dans l'oubli.

David Doillon

Le Parti libéral mexicain

Du libéralisme à l'anarchisme

Ricardo Flores Magón

Méconnaissant l'expérience de ses prédécesseurs, c'est au sein du mouvement républicain que la prochaine génération d'anarchistes va faire ses armes. En 1892, les étudiants, soutenus par des journaux de tendance libérale, dénoncent la nouvelle réélection frauduleuse de Porfirio Díaz. La répression ne se fait pas attendre. Parmi les détenus, un jeune étudiant en droit, Ricardo Flores Magón, est emprisonné pour la première fois.

Au début de l'année 1900, le pays connaît un regain d'agitation. Le 7 août 1900, Ricardo Flores Magón et son frère Jesús fondent le journal *Regeneración*. Cette publication, qui a pour objectif, dans un premier temps, de dénoncer les dysfonctionnements de la justice, annonce le réveil de l'opposition au régime. Six mois plus tard, le Congrès libéral, réunissant à San Luis Potosí les éléments républicains, libres-penseurs et anticléricaux, appelle à la mobilisation citoyenne. En quelques semaines, des dizaines de clubs adhérant au Parti libéral se forment dans tout le pays. Contestant l'autocratie, ils réclament l'application stricte de la Constitution de 1857, garantissant les libertés démocratiques bafouées par l'oligarchie au pouvoir. Grâce à ses dons d'orateur et à la qualité de sa plume, Ricardo Flores Magón devient l'un des leaders de l'opposition.

Peu à peu, sous son influence, une partie du mouvement durcit ses positions. Les critiques formulées ne sont plus seulement politiques, mais aussi économiques et sociales. Elles dénoncent l'alliance entre le régime et les capitalistes étrangers et la situation d'exploitation et de misère dans laquelle sont maintenues les classes populaires, en particulier les petits paysans et les communautés indigènes. Selon Ricardo Flores Magón, la situation est explosive et des troubles éclateront si la situation n'évolue pas. *Regeneración* devient alors un «*journal de combat*».

Bientôt, la répression étatique frappe sans pitié. Après plusieurs séjours dans les geôles de la capitale, et l'interdiction de publier, Flores Magón et ses camarades s'exilent, à la fin de l'année 1903, aux États-Unis, estimant que les conditions y seront plus propices pour poursuivre la lutte.

Établis au Texas, le long de la frontière, puis à Saint-Louis, dans le Missouri, ils s'intègrent au monde des exilés mexicains – ouvriers, mineurs, paysans –, mais aussi européens – Espagnols, Allemands, Italiens, Juifs russes – qui ont émigré en quête d'une vie meilleure ou pour échapper aux persécutions dont ils étaient victimes dans leur pays. Parmi eux, on compte nombre de socialistes, de syndicalistes et d'anarchistes. Le mouvement ouvrier américain est alors en pleine expansion et les organisations syndicales et politiques livrent des combats très durs. Ricardo Flores Magón fréquente les meetings ouvriers, rencontre Emma Goldman et se lie d'amitié avec Florencio Bazora, un anarchiste espagnol, ami de Malatesta. Des liens s'établissent également avec les syndicalistes de la Western Federation of Miners, de l'American Federation of Labor et des Industrial Workers of the World (IWW) ainsi qu'avec le Parti socialiste américain.

À leur contact, les positions de Flores Magón et de ses compagnons se radicalisent. La liberté politique qu'ils réclamaient n'est plus suffisante à leurs yeux. L'émancipation économique du prolétariat devient le nouvel objectif à atteindre. L'agitation en direction des milieux ouvriers constitue désormais une priorité. *Regeneración*, qui paraît à nouveau, se fait le porte-voix de ces positions. Diffusé dans la communauté mexicaine des États frontaliers du sud des États-Unis, et introduit clandestinement au Mexique, il rencontre un fort succès parmi la population laborieuse. La composition sociale de l'opposition, initialement issue des classes moyennes – journalistes, avocats, étudiants, employés – se modifie progressivement et accueille, dans des proportions toujours plus importantes, des membres du prolétariat. Ce travail de propagande favorise le développement d'un mouvement ouvrier mexicain revendicatif et conduit, entre 1906 et 1908, à une série de protestations, parmi lesquels la grève des mineurs de Cananea et la révolte des ouvriers textiles de Río Blanco, toutes deux noyées dans le sang.

Pour parvenir à leurs fins, Flores Magón et ses camarades estiment qu'il faut doter le mouvement d'une organisation capable de renverser «*par tous les moyens*», autrement dit par une révolution, la dictature. À cet effet, le 28 septembre 1905, le comité directeur du Parti libéral mexicain (PLM) est constitué, avec à sa tête Ricardo Flores Magón. Son objectif est de coordonner le soulèvement simultané de dizaines de groupes sur tout le territoire mexicain. Parallèlement, le comité directeur publie, le 1er juillet 1906, un programme politique. Destiné à

recueillir une vaste adhésion populaire, il comporte un ensemble de mesures progressistes : réforme agraire, journée de huit heures, salaire minimum, instruction obligatoire.

En quelques semaines, des dizaines de groupes et des centaines d'individus, au Mexique comme aux États-Unis, adhèrent au parti et se déclarent prêts à prendre les armes. Mais la trahison et l'espionnage des agents du gouvernement mexicain et des services secrets américains, qui voient dans les déclarations socialisantes et anti-impérialistes du PLM un danger pour leurs intérêts, font échouer le soulèvement général. Seuls quelques groupes épars, essentiellement dans le nord du pays et dans l'État de Veracruz, s'insurgent entre fin septembre et début octobre 1906 ; ils sont rapidement réprimés. Les principaux membres du comité directeur sont arrêtés. Ricardo Flores Magón, appréhendé en août 1907, est condamné à une peine de prison pour conspiration et violation des lois de neutralité. Qu'importe, les membres en liberté planifient un second soulèvement pour le mois de juin 1908. Il échoue, pour les mêmes raisons que le précédent.

Quand Flores Magón est libéré, en août 1910, une nouvelle force politique, menée par Francisco I. Madero, s'est constituée. Elle regroupe les opposants modérés au régime qui, bien que reconnaissant la nécessité de démocratiser le Mexique, ne souhaitent pas voir modifier en profondeur sa structure sociale. Elle parvient cependant, par des déclarations sur d'éventuelles restitutions de terres aux petits paysans dépossédés par les grands propriétaires, à s'attirer de larges secteurs des classes populaires. Profondément légaliste, Madero croit au changement par les urnes. Mais ses espoirs sont vite déçus. Emprisonné peu avant les élections de juin 1910, il ne peut pas participer, en tant que candidat, au scrutin. Pour la septième fois, Porfirio Díaz est réélu à la tête du pays. Madero décide alors de s'engager à son tour dans la voie de la lutte armée et appelle à un soulèvement général le 20 novembre 1910.

Cette fois la révolution tant attendue est en marche. Des groupes du PLM entrent en action dans tout le nord du pays et remportent, à partir de janvier 1911, des victoires significatives. Le 29, ils s'emparent de la ville frontière de Mexicali. La presse américaine et son homologue mexicaine en font leurs unes. Des personnalités telles que Jack London apportent leur soutien à la révolution. Le régime de Díaz est ébranlé.

Dans les premiers temps, le souffle révolutionnaire est entretenu par les unités magonistes, riches de leur expérience, alors que les groupes madéristes subissent plusieurs revers. Grâce au soutien de militants américains des IWW, le PLM progresse en Basse-Californie. Son plan consiste, une fois la zone sécurisée, à en faire une base à partir de laquelle pourrait se développer la révolution libertaire – objectif poursuivi désormais par le comité directeur du PLM – dans tout le pays.

Mais le vent tourne, et progressivement les madéristes reprennent l'avantage. Madero fait arrêter plusieurs chefs magonistes qui refusent de le reconnaître comme président provisoire, dispersant ainsi plusieurs colonnes de combattants. Le 10 mai, les forces madéristes s'emparent de la ville frontière de Ciudad Juárez. La révolution est à un tournant. Les autorités porfiristes et madéristes, craignant que la révolution ne dégénère et ne devienne incontrôlable décident, le 21, de signer un accord de paix. Porfirio Díaz démissionne et un gouvernement provisoire est désigné. Dans l'attente d'élections prochaines, toutes les factions révolutionnaires doivent déposer les armes.

Pour Ricardo Flores Magón et ses compagnons, qui privilégient la lutte armée à toute autre forme de lutte (voir encadré), cette situation est inconcevable. La révolution ne doit pas se convertir en un simple changement de siège présidentiel. Ouvriers et paysans étant armés, c'est donc maintenant qu'ils doivent lutter pour s'emparer des usines et des terres à leur profit. Ils refusent donc catégoriquement les termes du traité et invitent leurs partisans à poursuivre le combat.

Cette attitude leur vaut de subir, à nouveau, les foudres de la répression combinée des États-Unis – qui reconnaissent Madero – et du Mexique. Le 14 juin, Enrique et Ricardo Flores Magón, Anselmo L. Figueroa et Librado Rivera sont arrêtés, accusés par les autorités américaines de violer les lois de neutralité. Le 22, le colonel Celso Vega, à la tête d'environ 600 hommes, attaque Tijuana, défendue par 230 volontaires. Les magonistes sont battus à plate couture. Cette défaite marque la fin de la campagne de Basse-Californie. Dans le reste du pays, les unités libérales qui n'ont pas accepté la reddition sont implacablement éliminées.

Éprouvé depuis longtemps à l'adversité, le PLM ne se décourage pas. Libéré sous caution le 23 juin, Ricardo Flores Magón repart à la charge. Le 23 septembre, le PLM publie un nouveau programme-manifeste, remplaçant celui de 1906, dans lequel il expose officiellement les buts poursuivis : la lutte à mort, les armes à la main, contre l'autorité, le clergé et le capital et l'instauration du communisme anarchiste, même si le terme n'est pas énoncé (voir encadré).

Mais le manifeste ne rencontre pas le succès escompté. Le PLM se trouve alors de plus en plus isolé. À Mexico, ses anciens membres, parmi lesquels Juan Sarabia, Antonio I. Villarreal et Jésus Flores Magón, reconnaissent la légitimité de Madero et constituent un comité de réorganisation du PLM, qui lui ravit de nombreux partisans. Ils publient même, entre juin et décembre 1911, un autre *Regeneración*, qualifié par Ricardo Flores Magón de *Degeneración*, qui entend rester fidèle à l'esprit modéré du programme de 1906. Aux États-Unis, la répression contribue à accroitre la déconnexion entre la direction du parti et ses partisans en territoire mexicain. Le 25 juin 1912, les membres du comité directeur sont condamnés à vingt-trois mois de prison pour violation des lois de neutralité.

Pourtant, tout au long de l'année 1912, et jusqu'en 1914, des groupes du PLM continuent leur activité de guérilla et tentent le modifier le cours des événements. Mais sans ressources, faibles numériquement, ils ne peuvent y parvenir. L'activité du PLM diminue progressivement, et se limite à l'édition du journal et à des activités culturelles, de même que sa base sociale et son aire géographique se réduisent au sud des États-Unis.

Quand Ricardo Flores Magón est libéré, en janvier 1914, il reprend aussitôt la plume pour livrer combat. Au Mexique, la situation est encore loin d'être pacifiée et une profonde guerre civile déchire le pays. Dans ses articles, il se livre à de fines analyses politiques de la situation. Critiquant les régimes successifs de Huerta puis de Carranza, il dénonce la manière dont les différentes factions manipulent les classes populaires au profit de leurs intérêts de classe. Francisco Villa est qualifié de « *chien de la bourgeoisie* ». Seuls trouvent grâce à ses yeux les paysans zapatistes qui, bien qu'ils ne se revendiquent pas comme anarchistes, agissent dans la réalité comme tel, en expropriant, les armes à la main, les grands propriétaires terriens. Ils ont d'ailleurs repris le slogan magoniste « Terre et liberté ».

Les activités du PLM se poursuivent tant bien que mal jusqu'au début de l'année 1918. Le 21 mars, suite à la publication d'un manifeste appelant à la révolution mondiale, Ricardo Flores Magón et Librado Rivera sont arrêtés pour espionnage et sédition. Ils sont condamnés respectivement à vingt et quinze ans de prison. *Regeneración* disparaît définitivement et avec lui, le mouvement magoniste.

Le rôle joué au cours de la révolution par les partisans du PLM fut fondamental. Pionniers de la lutte contre la dictature, ils ont préparé le terrain à la révolution et, par leur travail de propagande, permis une radicalisation idéologique du mouvement révolutionnaire.

Dans les années 1920, Nicolas Bernal et le groupe culturel Ricardo Flores Magón réalisent, au Mexique, le premier travail de compilation des textes de Flores Magón et des ses compagnons et les publient en plusieurs volumes. Ils éditent également, en 1925, la première biographie, rédigée par Diego Abad de Santillán, du président du PLM. Ce travail permet ainsi de maintenir vivante, quoique de façon limitée, la mémoire de la geste magoniste.

Parallèlement au mouvement insurrectionnel magoniste, un autre courant anarchiste, de tendance anarcho-syndicaliste/syndicaliste révolutionnaire se développe au Mexique, et plus particulièrement dans la capitale, à partir de l'année 1912.

David Doillon

Manifeste de la junte du Parti libéral mexicain au peuple du Mexique

MEXICAINS ! La junte du Parti libéral mexicain voit avec sympathie les efforts que vous faites pour mettre en pratique l'idéal sublime d'émancipation politique, économique et sociale dont le triomphe mettra fin à la lutte de l'homme contre l'homme, lutte dont l'origine est dans l'inégalité des conditions qui découle de la propriété privée. Abolir la propriété privée, c'est abolir toutes les institutions politiques, économiques, sociales, religieuses et morales qui forment le milieu dans lequel la libre initiative et la libre association des êtres humains sont annihilées, milieu qui force les individus, si ces derniers ne veulent disparaître, à se livrer entre eux à une concurrence frénétique et d'où ne sortent triomphants, non les meilleurs, non ceux qui se sacrifient, non ceux qui sont les plus richement doués physiquement, moralement ou intellectuellement, mais bien les plus audacieux, les plus égoïstes, les plus crapuleux, ceux au cœur de pierre, ceux qui placent leur propre bien-être au-dessus de toute considération de solidarité ou de justice humaines.

Sans le principe de la propriété privée, le gouvernement n'aurait pas de raison d'être. Il n'est là que pour empêcher les déshérités d'aller à l'extrême dans leurs revendications et leurs révoltes contre ceux qui ont accaparé toutes les richesses sociales. De même pour l'Église, dont l'objet exclusif est d'étouffer dans l'être humain l'esprit inné de révolte contre l'oppression et l'exploitation en prêchant la patience, la résignation, l'humilité, en comprimant les cris de l'instinct le plus puissant et le plus fertile par la pratique de pénitences immorales et cruelles ; cela enfin pour que les pauvres n'aspirent pas aux jouissances de cette Terre et ne deviennent un danger pour les privilèges des riches, en promettant aux plus humbles, aux plus résignés, aux plus patients, un paradis situé dans un au-delà imaginaire.

Le Capital, l'Autorité, l'Église, voilà la trinité sombre qui fait de cette belle Terre le paradis pour ceux qui, par la ruse, la violence, le crime sont parvenus à enserrer dans leurs griffes les produits de la sueur, du sang, des larmes et des sacrifices de milliers de générations d'ouvriers ; mais qui en fait un enfer pour ceux qui, par leurs muscles, leur intelligence, labourent le sol, mettent les machines en mouvement, bâtissent des maisons et transportent les produits. Ainsi l'humanité reste divisée en deux classes dont les intérêts sont diamétralement opposés : la classe capitaliste et la classe ouvrière ; la classe qui a la possession de la terre, des machines de production et des moyens de transport des richesses, et la classe qui doit avoir recours à ses muscles et à son intelligence pour son propre entretien.

Entre ces deux classes, il ne peut exister aucun lien d'amitié ou de fraternité, car la classe possédante cherche toujours à perpétuer le système économique, politique et social d'aujourd'hui, qui lui garantit la jouissance tranquille des fruits de ses rapines : pendant que la classe ouvrière fait des efforts pour détruire ce système d'iniquités et en élaborer un dans lequel la terre, les maisons, les machines à produire et les moyens de transport seront à tous.

MEXICAINS ! Le Parti libéral mexicain reconnaît que chaque être humain, par le seul fait d'être né, a droit à tous les avantages offerts par la civilisation moderne ; car ces avantages sont le produit des efforts et des sacrifices continuels de la classe ouvrière.

Le Parti libéral mexicain reconnaît le travail comme nécessaire pour l'entretien de l'individu et de la société et que tous, sauf les vieillards, les infirmes, les invalides, les enfants, devraient se consacrer à la production de quelque chose d'utile pour la satisfaction de leurs besoins.

Le Parti libéral mexicain reconnaît que le prétendu droit à la propriété individuelle est un droit inique car il assujettit le plus grand nombre des êtres humains à peiner, à souffrir pour procurer l'aise, le luxe à un petit nombre de capitalistes.

Le Parti libéral mexicain reconnaît que l'Autorité et l'Église sont les soutiens des iniquités du Capital et, pour cette raison, la junte du Parti libéral mexicain a solennellement déclaré la guerre à l'Autorité, la guerre au Capital, la guerre à l'Église.

Contre l'Autorité, le Capital et l'Église, le Parti libéral mexicain a levé le drapeau rouge sur les champs d'action du Mexique, où nos frères se battent comme des lions, disputant la victoire aux légions de la bourgeoisie, soit celles des madéristes, reyistes, vasquistes, « scientifiques » ou d'autres encore…, puisque toutes proposent simplement de placer quelqu'un des leurs comme premier magistrat de la nation, afin que sous sa protection, ils puissent faire leurs affaires sans aucune considération de la masse de la population mexicaine, d'autant plus que les uns comme les autres reconnaissent comme sacré le droit de la propriété individuelle.

Dans ces moments de confusion, si propices pour l'attaque contre l'oppression et l'exploitation ; dans ces moments pendant lesquels l'Autorité affaiblie, vacillante, sans équilibre, attaquée de tous les côtés par les passions déchaînées, par des tempêtes d'appétit qui se sont fait jour, espérant se gorger immédiatement ; dans ces moments d'anxiété, d'agonie et de terreur de la part des privilégiés, les masses compactes de déshérités envahissent le pays, brûlent les titres et les actes officiels, s'emparent des terres de leurs mains créatrices et menacent de leurs poings tout ce qui était respectable hier… l'Autorité, le Capital et le Clergé.

Ils retournent la terre, jettent les semences et attendent avec émotion les premiers fruits du travail libre.

Ceci, Mexicains, sont les premiers résultats pratiques de la propagande et de l'action des combattants du prolétariat, partisans généreux de nos principes égalitaires, de nos frères qui portent un défi à toutes les oppressions et à toutes les exploitations en poussant un cri de mort pour tous ceux qui sont en haut, mais un cri de vie et d'espoir pour tous ceux qui sont en bas… « Pour la Terre et la Liberté ! »

L'expropriation doit être poursuivie sans trêve et à tout prix, pendant que le grand mouvement continue. C'est ce qui a été fait par nos frères du Morelos, de Puebla, de Michoacan, de Guerrero, de Vera-Cruz, de la partie nord de l'État de Tamaulipas, de Durango, Sonora, Sinaloa, Chihuahua, Oaxaca, Yucatán, Quintana Roo et dans certaines parties des autres États comme a dû l'avouer la presse bourgeoise elle-même. Là, le prolétariat a pris possession des terres sans attendre qu'un gouvernement paternel daigne faire son bonheur, car il sait que rien de bien ne peut être attendu des gouvernements et que l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.

Les premiers actes d'expropriation ont été couronnés de succès, mais ils ne doivent pas être seulement limités à la prise de possession des terres et des instruments servant à l'agriculture, il doit y avoir une prise de possession résolue de toutes les industries par ceux qui y travaillent, prise de possession des terres, des mines, des fabriques, des ateliers, des fonderies, des chemines de fer, des vaisseaux, des magasins et les maisons doivent être entre les mains de ceux qui les habitent sans distinction de sexe.

Les habitants de chaque région dans laquelle un tel acte de justice suprême aura été effectué n'auront qu'à se mettre d'accord, que tout ce qui est trouvé dans les magasins, les dépôts, les greniers, etc., sera placé dans un lieu dont l'accès sera facile pour tous ; là, des hommes et des femmes peuvent faire un inventaire exact de ce qui a été recueilli et peuvent calculer le temps que cela pourra durer vu les besoins et le nombre d'habitants qui en feront usage ; du jour de l'expropriation jusqu'à ce que la première récolte ait été faite et que les autres industries aient livré leurs premiers produits. Quand un tel inventaire aura été fait par les ouvriers des différentes industries, fraternellement entre eux, ils comprendront comment ils doivent régler la production afin que personne ne soit dans le besoin pendant la durée de ce mouvement, et que ceux-là seulement qui ne veulent pas travailler mourront de faim, exception faite pour

les inaptes, les vieillards et les enfants qui ont le droit de jouir de tout.

Tous les produits seront envoyés au magasin général de la communauté où tous auront le droit de prendre ce qui leur est nécessaire pour la satisfaction de leurs besoins, tout en prouvant qu'ils travaillent dans telle ou telle industrie.

L'être humain prétend satisfaire ses besoins avec le moins de dépenses de forces possible : le meilleur moyen d'obtenir ce résultat c'est de travailler toutes les terres et les industries en commun. Si les terres sont partagées, si chaque famille en prend un morceau, il y aura un danger grave de retomber à nouveau dans le système capitaliste, puisqu'il ne manquera pas d'hommes aux habitudes louches et accapareuses qui pourraient en saisir davantage que les autres et, avec le temps, arriver à exploiter leurs semblables. À part ce danger, il y a le risque que si chaque famille travaille son petit coin de terre, elle aura à travailler plus qu'aujourd'hui sous le système de la propriété individuelle pour obtenir un résultat misérable. Mais si les terres appartiennent à tous, si les paysans travaillent en commun, ils travailleront moins et produiront davantage.

Certainement, il y en aura assez pour que chacun ait sa propre maison et un petit coin de terre pour son propre plaisir. Ce qui a été dit pour le travail des terres en commun s'applique au travail des fabriques, des ateliers et ainsi de suite.

Que chacun choisisse le genre de travail qui lui plaît le mieux, suivant sa constitution, ses goûts et ses penchants, pourvu qu'il produise suffisamment pour couvrir ses besoins et ne devienne pas à charge de la communauté.

En opérant de la manière indiquée plus haut, c'est-à-dire, l'expropriation étant immédiatement suivie par l'organisation de la production, organisation sans maîtres et basée sur les besoins des habitants de chaque région, personne ne souffrira du manque du nécessaire, malgré le mouvement armé qui se continue, jusqu'au moment où ce mouvement étant terminé avec la disparition du dernier bourgeois et du dernier agent de l'Autorité, toutes les lois qui soutiennent les privilèges ayant été abolies, tout ayant été placé entre les mains des travailleurs, nous nous rencontrerons dans un embrassement général et célébrerons avec des cris de joie l'inauguration d'un système qui garantira à chaque être humain le Pain et la Liberté.

MEXICAINS ! C'est pour cela que le Parti libéral mexicain lutte, et qu'une pléiade de héros versent leur sang généreux en combattant sous le drapeau rouge aux cris humains de « Terre et Liberté ».

Les libéraux n'ont pas déposé les armes malgré le traité de paix passé entre Madero le traître et Diaz le tyran, malgré les offres de la bourgeoisie qui nous proposait d'emplir nos poches d'or. Nous avons agi ainsi parce que nous sommes convaincus que les libertés politiques n'apportent rien aux misérables mais aident seulement les chercheurs de places, et notre but n'est pas d'obtenir des fonctions ou des distinctions mais bien d'arracher tout l'avoir social des mains de la bourgeoisie pour le remettre entre celles des travailleurs.

Quant à ces différentes bandes politiques qui se disputent entre elles pour la suprématie, quelle que soit celle qui pourrait triompher, il en sera exactement ce qu'il en était sous le tyran Porfirio Diaz ; vu que pas un homme, si bien intentionné qu'il soit, ne peut rien faire en faveur de la classe pauvre quand il se trouve au pouvoir. Cette activité-là a produit le présent chaos et nous, les déshérités, nous devons profiter des circonstances spéciales dans lesquelles se trouve le pays afin de mettre en pratique, et dès aujourd'hui, l'idéal du Parti libéral mexicain.

Pour pratiquer l'expropriation, nous ne devons pas attendre que la paix ait été faite ; et alors, les approvisionnements auront été épuisés. Bien mieux, vu l'état de guerre dans tout le pays, la production aura été suspendue et la famine en serait la conséquence. Mais si nous menons l'expropriation et l'organisation du travail à bien pendant cette lutte, pas un ne manquera du nécessaire pendant ou après.

MEXICAINS ! Encore une fois, si vous voulez être libres, luttez seulement pour le Parti libéral mexicain. Tous les autres vous offrent des libertés politiques quand ils auront triomphé. Nous, les libéraux, nous vous engageons à prendre possession immédiate des terres, des machines, des moyens de transport, des bâtiments, sans attendre qu'on vous les donne, ou qu'une loi le décrète ; puisque les lois ne sont pas faites par les pauvres, mais par les bourgeois qui ont grand soin de ne pas en faire contre les intérêts de leur caste.

C'est notre devoir, à nous, gens pauvres, de travailler et de lutter afin de briser les chaînes qui nous retiennent tous esclaves.

Laisser la solution de nos problèmes aux gens éduqués, aux riches, ce serait nous placer volontairement dans leurs griffes. Nous, les plébéiens, les déguenillés, nous qui ne possédons pas une pierre où poser notre tête, nous qui subissons les tortures de l'incertitude, ne sachant jamais si le pain du lendemain sera là pour nos femmes et nos petits, nous qui, ayant atteint la vieillesse, sommes ignoblement renvoyés parce que nous ne pouvons plus travailler ; c'est à nous de faire de puissants efforts et des milliers de sacrifices pour détruire jusque dans ses fondations les plus profondes l'édifice de la vieille société qui a été une charmante mère pour les riches et une marâtre au cœur dur pour les ouvriers et les probes.

Tous les maux qui affligent l'humanité proviennent du système actuel qui force la majorité à travailler et à se sacrifier pour qu'une minorité de privilégiés puisse satisfaire leurs besoins et même leurs caprices tout en vivant dans l'oisiveté, l'aisance et le vice.

Les maux seraient moindres si le travail était garanti aux pauvres, mais la production n'est pas réglée pour la satisfaction et les besoins des ouvriers, elle ne l'est que pour ceux de la bourgeoisie. De là, les arrêts périodiques dans l'industrie ou la réduction du nombre d'ouvriers. Pour mettre fin à tout ceci, il faut que les ouvriers prennent en main les terres et les machines afin qu'ils puissent régler la production en accord avec les besoins.

Le vol, la prostitution, les assassinats, les incendies volontaires, les tromperies sont les produits du système qui place les hommes et les femmes dans des conditions telles que, pour ne pas mourir de faim, ils se voient obligés de prendre là où ils peuvent, ou de se prostituer car, dans la plupart des cas, quoiqu'ils aient le grand désir de travailler, aucun genre de travail n'est à trouver ou bien il est tellement mal payé qu'il ne rend pas la somme nécessaire pour satisfaire les besoins les plus impérieux de l'individu et de sa famille. De plus, les longues heures de travail sous le système capitaliste d'aujourd'hui et les conditions dans lesquelles il est fait détruisent en peu de temps la santé de l'ouvrier et même sa vie. Les catastrophes du travail n'ont leur origine que dans le mépris avec lequel la classe capitaliste tient ceux qui se sacrifient pour elle.

Irrité comme l'est le malheureux par l'injustice dont il est la victime ; mis en colère par le luxe impertinemment étalé devant lui par ceux qui ne font rien ; frappé dans la rue par le policier pour le seul crime d'être pauvre ; obligé de louer ses bras pour un travail qui lui répugne ; mal rémunéré ; méprisé par tous ceux qui en savent plus que lui, ou par ceux qui, ayant de l'argent, se croient les supérieurs de ceux qui n'en ont pas ; n'attendant pour sa vieillesse que la plus noire misère et la mort d'un vieil animal jeté hors de l'étable comme impropre au service ; mis chaque jour dans l'inquiétude par la possibilité de se trouver sans travail ; forcé de regarder comme ennemis les membres mêmes de sa propre classe car il ne connaît pas lequel d'entre eux offrira ses services pour moins que ce qu'il gagne, il est naturel que, dans de telles circonstances, des instincts antisociaux se développent et que le crime, la prostitution, la déloyauté soient les fruits inévitables du vieux système haï que nous cherchons à détruire jusque dans ses racines les plus profondes, afin que nous puissions en créer un à sa place qui soit d'amour, d'égalité, de justice, de fraternité et de liberté.

Debout ! vous tous, comme un seul homme. Entre les mains de tous se trouvent la tranquillité, le bien-être, la liberté, la satisfaction de tous les sains appétits. Mais nous ne devons pas nous laisser guider par des directeurs. Que chacun soit son propre maître, que le tout soit arrangé par le consentement mutuel des individualités libres. Mort à l'esclavage ! Mort à la faim ! Vive « Terre et Liberté » !

MEXICAINS ! La main sur le cœur, avec une conscience tranquille, nous en appelons formellement et solennellement à vous, aux femmes comme aux hommes, vous conjurant de faire vôtre le bel idéal du PLM. Aussi longtemps qu'il y aura des riches et des pauvres, des gouvernants et des gouvernés, il n'y aura point de paix, et il n'est pas à désirer qu'elle soit, car une telle paix serait basée sur l'inégalité politique, économique et sociale de millions d'êtres humains qui souffrent la faim, l'outrage, la prison et la mort pendant qu'une petite minorité jouit du plaisir des libertés de toutes sortes tout en ne faisant rien. En avant pour la lutte ! À l'action pour l'expropriation, avec l'idée d'en faire profiter tout le monde, et non quelques-uns. Ceci n'est pas une guerre de bandits, mais une guerre d'hommes et de femmes qui désirent que tous soient frères et jouissent des choses auxquelles la nature nous invite à goûter et de celles qui ont été créées par les muscles et l'intelligence de l'homme ; l'unique condition étant que chacun doit se livrer à un travail vraiment utile.

La liberté et le bien-être sont à notre portée. Les mêmes efforts et les mêmes sacrifices demandés pour élever un homme au pouvoir – c'est-à-dire un tyran – accompliront l'expropriation des biens que détiennent les riches. C'est donc à vous de choisir. Ou un nouveau gouvernement c'est-à-dire un nouveau joug, ou bien l'expropriation salvatrice et l'abolition de toutes les oppressions religieuses et politiques ou de toute autre nature.

TERRE ET LIBERTÉ !

Signé à Los Angeles, le 23 septembre 1911. (Traduit en 1911 par Jules Fontaine.)

La Casa del obrero mundial

Foyer de l'anarcho-syndicalisme et du syndicalisme révolutionnaire mexicain

La révolution, puis la victoire de Madero, bien que contestée par les magonistes, ouvrent la voie à la démocratisation du pays et offrent un espace de liberté permettant au mouvement ouvrier de reprendre de la vigueur. Le processus de syndicalisation, qui avait repris grâce à l'activité du PLM à partir de 1906-1907, connaît alors un véritable sursaut.

Ainsi, à partir de 1911, se créent à Mexico et dans les régions industrielles des syndicats de tailleurs, maçons, charpentiers, boulangers, traminots, mineurs, cheminots, typographes. Ces derniers fondent en mai, à l'initiative de militants espagnols, la Confédération typographique. Elle se transforme peu après en Confédération des arts graphiques et réunit des centaines d'affiliés. Organisation pionnière, elle permet à plusieurs futurs leaders syndicaux d'y faire leur apprentissage. Le 8 octobre 1911 paraît le premier numéro du *Tipógrafo Mexicano*, fondé par Rafael Quintero.

Le Mexique vit une période d'effervescence. Des grèves éclatent mais n'ont, pour le moment, que peu d'incidence. Le mouvement ouvrier, en forte croissance, est encore inexpérimenté. Les leaders syndicaux manquent de connaissances, les travailleurs de discipline. Le bagage politique, idéologique, culturel se fait au jour le jour, lors des conflits ou à la lecture de nouveaux textes qui peuvent enfin librement circuler. Outre les syndicats, groupes, clubs et partis se développent également. Les relations entre eux sont confuses et multiples.

Ainsi, d'une scission du Parti socialiste, fondée en 1911, surgit, fin juin 1912, le groupe anarchiste Luz. À l'initiative de Juan Francisco Moncaleano – anarchiste colombien, déserteur –, le groupe propose de créer une école rationaliste sur le modèle de celle de Francisco Ferrer à Barcelone et de fonder un journal éponyme, qui publie son premier numéro le 15 juillet.

Si *Luz* ne compte que trois parutions, il joue un rôle fondamental en posant les bases idéologiques sur lesquels va s'appuyer le mouvement ouvrier en devenir : l'éducation et le syndicalisme révolutionnaire. Défenseur du principe de la grève générale, il rappelle aux ouvriers que « *l'émancipation des travailleurs ne doit être que l'œuvre des travailleurs eux-mêmes* » sans l'intervention des politiques. Le journal publie également le *Manifeste anarchiste du groupe Luz* (voir encadré).

Le 4 août 1912, grâce au soutien financier de l'Union des tailleurs de pierre, le groupe peut louer un local. Des travaux commencent pour préparer l'installation de l'école. Moncaleano publie, sous forme de brochures, des essais sur Ferrer et sur le fonctionnement de l'École moderne.

L'activité de propagande ne passe pas inaperçue aux yeux des autorités mexicaines qui, malgré la démocratisation du régime, s'inquiètent de l'évolution de tendances radicales parmi les ouvriers – elles luttent d'ailleurs au même moment dans le nord contre les groupes armés magonistes et dans le sud contre les paysans emmenés par Zapata – et suivent avec attention les activités des meneurs, parmi lesquels Moncaleano. Le 2 septembre, suite à son intervention au cours d'un meeting ouvrier, il est arrêté et déporté peu après en Espagne. Les jours suivants, plusieurs autres membres du groupe sont arrêtés, empêchant l'inauguration de l'école rationaliste. Ils sont relâchés peu après.

Le 22 septembre, suite à un meeting « d'orientation libertaire », réunissant des membres du groupe Luz et des délégués de plusieurs sociétés ouvrières – tailleurs de pierre, traminots, etc. –, le local du groupe Luz se transforme en Casa del obrero (Maison de l'ouvrier). Son objectif : devenir un lieu d'éducation et un centre de réunion pour les différentes sociétés ouvrières de la région.

Partisans du syndicalisme révolutionnaire, les membres de la Casa, qui revendiquent, entre autres, comme références Luigi Fabbri, Anselmo Lorenzo, Ricardo Mella ou José Prat, souhaitent transformer les anciennes sociétés ouvrières mutualistes en syndicats œuvrant en faveur des droits des travailleurs, avec pour ligne d'horizon le communisme libertaire. Parallèlement, ils entament un important travail éducatif. Des réunions publiques ont lieu tous les dimanches. Les soirs, des cours adressés aux ouvriers enseignent l'hygiène personnelle, l'architecture, la chimie, la physique, l'anglais, l'espagnol, la musique, l'art oratoire et l'histoire, auxquels il faut ajouter des ses-

sions spéciales consacrées au syndicalisme, à la philosophie et à l'économie. La Casa constitue également une bibliothèque où prime la littérature anarchiste et dans laquelle peuvent se consulter les œuvres de Proudhon, Bakounine, Kropotkine, Malatesta, Reclus, Malato, Marx, Pouget, etc. Enfin, elle se dote d'un nouveau journal, *Lucha*, dont le premier numéro paraît le 11 janvier 1913. Le bimensuel prône la lutte syndicale au moyen de l'action directe et ses méthodes – boycott, sabotage – et réfute toute intervention gouvernementale dans les affaires ouvrières.

Au cours de cette période, de nouveaux syndicats et des travailleurs viennent rejoindre la Casa. Outre les éléments issus de la classe ouvrière – et de l'artisanat –, la Casa, par son dynamisme, attire également des individus issus des classes moyennes radicalisées – intellectuels déclassés, avocats, professeurs, ingénieurs qui viennent y donner des conférences – ainsi que de nombreux ex-membres de l'aile « modérée » du PLM qui rejettent, dans les conditions actuelles, la politique de lutte armée poursuivie par Ricardo Flores Magón. Ainsi, derrière un discours anarchiste, la Casa réunit plusieurs classes sociales. Elle ne forme donc pas un tout homogène sociologiquement, ni idéologiquement, car plusieurs tendances s'y côtoient – des anarchistes, des syndicalistes, des socialistes, des socialistes chrétiens, des francs-maçons. De même, en son sein, coexistent plusieurs formes d'organisations : sociétés mutualistes, syndicats et une élite de syndicats d'industrie.

Cette hétérogénéité n'empêche pas que, au cours des mois, la Casa se transforme en foyer agglutinant et coordinateur de la classe ouvrière de la capitale. En appuyant la création de nouveaux syndicats et en participant, au cours de sa première année, à plus de 70 grèves, elle devient peu à peu une confédération ouvrière informelle, catalyseur des revendications prolétariennes.

Quand, en février 1913, le coup d'État réactionnaire du général Huerta renverse Madero, la Casa n'intervient pas. Poursuivant sa démarche apolitique et se présentant toujours comme une association à visée éducative, elle évite toute confrontation directe avec les pouvoirs publics. D'autant que Huerta, afin de maintenir la stabilité à Mexico et d'éviter que les ouvriers ne rejoignent les rangs constitutionnalistes – partisans de Madero, dirigés par Venustiano Carranza, qui ont pris les armes –, va tenter de les ménager. Néanmoins, malgré le discours apolitique de façade, certains membres de la Casa commencent à se réunir clandestinement avec des membres de l'opposition à Huerta qui n'ont pas fui et siègent au Parlement. Pour ces derniers, la Casa constitue une base sociale importante sur laquelle s'appuyer.

C'est dans ce contexte que la Casa invite, le 1er mai 1913, les sociétés ouvrières à célébrer, pour la première fois au Mexique, la journée de lutte internationale en mémoire des martyrs de Chicago et pour l'obtention de la journée de 8 heures. Vingt-cinq mille ouvriers des différents syndicats, organisations mutualistes, ligues ouvrières, partis (socialiste, ouvrier) de Mexico et de la région participent à la manifestation et défilent banderoles en tête. Selon plusieurs témoins, c'est à cette occasion qu'apparait pour la première fois au Mexique le drapeau rouge et noir. Plusieurs discours sont prononcés et le soir, une veillée a lieu dans un théâtre. Afin de mettre en avant son aspect internationaliste, la Casa del obrero devient la Casa del obrero mundial (Com).

Malgré le succès de la mobilisation, plusieurs voix s'élèvent pour dénoncer la participation de politiciens lors des discours et critiquent le fait que la manifestation se soit arrêtée devant la Chambre des députés afin de leur déposer une liste de revendications, parmi lesquelles la réglementation de la journée de 8 heures, une loi pour l'indemnisation des accidents du travail et la reconnaissance par les patrons des représentants des syndicats ouvriers. Les plus radicaux mettent alors en garde contre les risques de récupération politique.

Si la Com attire toujours davantage de sociétés ouvrières, certaines cependant, à l'image de la Confédération nationale des arts graphiques, refuse de s'y affilier. Cette attitude hostile provoque de houleux débats au sein de la Confédération qui finalement scissionne.

Manifeste anarchiste du groupe Luz

1. Est acceptée comme méthode d'organisation prolétaire la lutte des classes, avec pour finalité la socialisation du sol, du sous-sol, des eaux, des bâtiments, des machines, etc.

2. Est adoptée l'action directe qui consiste exclusivement à régler les conflits opposant ouvriers et patrons, en excluant les intermédiaires, et en utilisant si nécessaire les armes du syndicalisme révolutionnaire que sont : le boycott, le sabotage, et suivant les cas, la grève partielle et générale révolutionnaire.

3. Peuvent y adhérer tous les ouvriers sans distinction de religions, de tendances politiques ou de nationalités.

4. Nécessité d'implanter l'école rationaliste dans toute son acception, pour réaliser la culture prolétaire au moyen des journaux, conférences, théâtres, meetings, athénées libertaires et toute autre propagande à la portée de la Fédération.

En ce qui concerne la politique électorale, la Déclaration de principes exclut définitivement celle qui pourrait se développer à l'intérieur des syndicats, parce qu'en plus de ne pas rentrer dans le cadre de l'action directe, elle est contraire à l'unité prolétaire de résistance. Il en est de même en matière de religion au sein de laquelle se font jour les passions qui peuvent détruire l'organisation ouvrière.

(Traduit par Ramón Pino.)

Le 31 août 1913 est fondé, sous l'impulsion de Rafael Quintero, le Syndicat des typographes. Celui-ci rejoint la Com et prend en charge sa nouvelle publication, *El Sindicalista*, dont le premier numéro paraît le 30 septembre 1913. Le journal poursuit le travail de divulgation des positions syndicalistes révolutionnaires : action directe, boycott, grève générale, instruction rationaliste, antiparlementarisme, autonomie de classe, critique des anciennes formes d'organisation ouvrière – mutualisme, caisse d'épargne, coopératives. S'il attaque patrons et curés, le journal reste cependant muet face au régime de Huerta et ne fait pas référence à la guerre civile en cours.

Mais la situation politique et économique se dégrade. En octobre 1913, Huerta réprime, par la prison ou l'assassinat, le bloc des progressistes à l'assemblée – proches de la Com. Le 10, il dissout le Congrès et arrête tous les députés qui lui sont hostiles. En avril, les difficultés continuent de s'accumuler pour son régime. La révolte constitutionnaliste dirigée par Carranza, à laquelle se sont jointes les troupes, au nord, de Pancho Villa, et au sud, d'Emiliano Zapata, progresse. Le 2 avril, Pancho Villa prend Torréon. Le 21, des troupes américaines, envoyées pour garantir les intérêts américains au Mexique, débarquent à Veracruz. La capitale entre en crise.

La Com connaît aussi à ce moment de sérieuses difficultés. En mars, elle a dû abandonner son local pour un lieu plus petit et arrêter la publication de *El Sindicalista*. En mai, elle tente de réagir. Elle publie un nouveau journal, *Emancipación obrera* – qui ne compter que deux numéros – et le 1er mai, elle participe à la création de la Fédération des syndicats ouvriers du district fédéral.

Pour Huerta, la situation devient critique. Le temps n'est plus à la conciliation mais à la répression de tout mouvement potentiellement dangereux. Le 27 mai, il ordonne la fermeture de la Com. En vain, quinze jours plus tard, son régime, à bout de souffle, s'effondre. Le 15, les troupes du général constitutionnaliste Obregón entrent dans la capitale. Huerta s'enfuit.

Bien conscient de l'intérêt que pourrait représenter l'appui du mouvement ouvrier, Obregón juge important d'établir des liens avec la Com, qui rouvre ses portes le 21 août. Le 26 septembre 1914, il lui offre le couvent de Sainte-Brigitte pour qu'elle y installe ses bureaux. Le lendemain, il donne au syndicat des maçons le couvent jésuite de San Juan de Letrán. Au cours des semaines suivantes, les liens entre certains secteurs de la Com et les constitutionnalistes se renforcent. Cette situation de conciliation permet au mouvement ouvrier de poursuivre son processus d'organisation. En octobre et novembre, de nouveaux syndicats (cigarettiers, couturières, plombiers, etc.) se constituent. Le 14 novembre, une Com, affiliée à celle du district fédéral, est fondée à Monterrey. Les mouvements de grève qui écla-

tent (téléphonistes, cordonniers) renforcent la conviction des constitutionnalistes, qui interviennent d'ailleurs à plusieurs reprises en leur faveur, de la nécessité de placer sous leur contrôle le mouvement ouvrier. L'évolution de la situation politique, toujours instable, va leur faciliter la tâche.

Mi-octobre 1914, réunissant les délégués de tous les corps révolutionnaires, s'ouvre la convention d'Aguascaliente qui doit aboutir à l'élaboration d'une nouvelle Constitution. Elle se solde par un échec. Villistes et zapatistes s'unissent contre Carranza qui, en janvier 1915, fuit avec ses troupes à Veracruz, laissant la capitale aux mains des premiers. La guerre civile reprend.

Pancho Villa

Les ouvriers de la Com voient alors entrer dans la capitale les masses indiennes. L'incompréhension des premiers envers les secondes est dévastatrice. Alors qu'ils s'attendaient à découvrir de fiers Indiens rebelles, les militants ouvriers voient arriver d'humbles indigènes, la vierge de Guadalupe en étendard. Selon eux, le monde nouveau, moderne et progressiste, auquel ils aspirent, ne peut être l'œuvre de paysans aux croyances interprétées comme réactionnaires. De plus, ils se méfient de Villa, qu'ils considèrent comme un bandit et comme un futur potentiel dictateur. Enfin, ils sont séduits par Carranza – duquel ils se sentent plus proches dans leur représentation du monde et de l'avenir, en dépit d'intérêts de classes fortement opposés – qui promet de prendre des mesures en matière de législation du travail et de répartition des terres.

Le 10 février se tient une réunion secrète, réunissant 67 leaders ouvriers de la Com, au cours de laquelle l'accord est pris de rompre avec l'apolitisme et de participer à la révolution dans les rangs de l'armée constitutionnaliste. Le 17, un pacte est signé. En échange de la création de bataillons rouges, les forces constitutionnalistes s'engagent à favoriser, par tous les moyens, le développement de la Com dans les zones libérées. Le 20, la Com publie un manifeste exhortant les ouvriers à participer au combat.

Au sein de la Com, certains s'opposent au pacte et partent rejoindre les troupes de Zapata qui se retirent dans le sud. Mais le sort en est jeté. En un tour de main, Carranza vient de sceller le sort de la Révolution. Il a réussi à convaincre les ouvriers des villes d'aller lutter contre leurs frères paysans, aux intérêts, malgré les apparences, semblables. Depuis Los Angeles, Ricadro Flores Magón, qui a toujours défendu les zapatistes, s'insurge contre le pacte. Mais sa voix est désormais trop faible pour avoir un quelconque impact. Au final, huit bataillons rouges, composés de plusieurs milliers d'ouvriers et un groupe sanitaire acrate, formé d'ouvrières, sont constitués.

En mars, des contingents partent pour Orizaba, sur la côte Est, ainsi qu'à Tampico dans le nord. La participation des bataillons rouges, plus importante d'un point de vue psychologique que logistique, permet aux troupes constitutionnalistes de remporter plusieurs batailles importantes, dont celles de Celaya, en avril 1915, contre Pancho Villa. Progressivement, les carrancistes s'imposent face aux villistes et aux zapatistes. Par la force des choses, ces derniers n'ont d'autre choix que de redevenir de petites guérillas. En octobre 1915, Carranza est officiellement reconnu par les États-Unis comme président du Mexique.

En vertu des accords signés, la Com en profite pour continuer à se développer. De nouvelles sections syndicales se constituent dans tout le pays. Le 15 septembre une Com est fondée à Guadalajara. À Mexico, les autorités offrent à la Com le palais des Azulejos, l'ancien Jockey club, pour qu'elle y établisse son siège. Elle peut ainsi officiellement inaugurer, le 13 octobre, l'école rationaliste tant souhaitée. Elle publie aussi un nouveau journal, *Ariete*. Grâce à ce déploiement d'activité, la Com compte alors 90 000 affiliés.

Cependant les liens avec le pouvoir commencent à se distendre. Les ouvriers souhaitent récupérer leur autonomie et plusieurs grèves éclatent. Carranza qui, de son côté, n'a plus besoin des bataillons rouges, les dissout, le 13 janvier 1916. À la fin du mois de mai, à Mexico, les travailleurs entament un mouvement de grève, réclamant le paiement de leur salaire indexé sur la valeur or. La lutte se poursuit jusqu'au 31 juillet, date à laquelle les ouvriers, à l'initiative de la Fédération des syndicats de la capitale, déclarent la grève générale. La ville se retrouve sans électricité. À Tampico et à Veracruz, le mouvement est largement suivi.

L'occasion est trop belle pour Carranza de se débarrasser d'alliés gênants. Le 2 août, il ordonne l'arrestation des principaux leaders de la Com et la fermeture de leurs locaux. Il rétablit ensuite une loi de 1862 condamnant les grévistes à la peine de mort. Bien que les principaux interpellés soient finalement absous, la grève est finie et la Com vient de disparaître, victime de ses choix politiques et de ses errements idéologiques.

David Doillon

Panorama non exhaustif de la

TOMO I. DOMINGO 9 DE JULIO DE 1871. NUM. 1.

EL SOCIALISTA

PERIODICO SEMANARIO

Destinado á defender los derechos é intereses de la clase trabajadora.

MEXICO.

A LOS LECTORES.

Animados de los mejores deseos y de las mas sanas propósitos, tenemos el gusto de ofrecer al público el primer número de nuestro pequeño periódico.

Al emprender su publicacion en las actuales circunstancias políticas, no nos ha guiado un ciego espíritu de partido, sino la firme conviccion de que el pueblo necesita hacer oir su voz, especialmente en la actual época porque atravesamos, y que de satisfacer esta necesidad, dependa quizá el bienestar de la sociedad y el porvenir de las generaciones venideras.

Ademas, el derecho de tomar parte en las cuestiones que á todos interesan, no pertenece esclusivamente á una clase privilegiada, así como el deber de contribuir á los gastos de la administracion pública no pesa solamente sobre los poderosos; en consecuencia, aunque humildes artesanos los redactores y editores de este periódico, se creen con el derecho, como hijos del pueblo, de combatir todo lo que al pueblo perjudique; de luchar contra el que al pueblo ataque, y de procurar lo que al pueblo cleve.

Por tanto, nuestro programa puede reducirse á las siguientes conclusiones:

Combatir las preocupaciones del pasado.

Luchar contra los abusos del presente.

Preparar, por medio de la instruccion, el camino del porvenir, para alcanzar la felicidad de nuestros hijos y la tranquilidad de nuestra conciencia, por la haber cumplido con la mision que tenemos en la tierra, de marchar siempre *pede lento!* en pos de la perfeccion de la humanidad.

Juntos hubiéramos acometido una empresa semejante si no contáramos de antemano con la benevolencia de nuestros conciudadanos, quienes atendiendo la rectitud de nuestras miras, disimularán los errores que pudiamos cometer.

LA REDACCION.

LA CLASE TRABAJADORA Y LOS GOBIERNOS.

Si echamos una mirada retrospectiva si nos detenemos á contemplar, á examinar cuál es el orígen de la actual decadencia de las artes en la República, hallaremos, que el viciado régimen de los gobiernos que desde nuestra emancipacion política de la Metrópoli, se han sucedido con mas ó menos rápidas unos de otros, han condenido á las clases sociales no por la vía del adelanto y del progreso como falsamente estamparon en sus infinitas proumesas, sino que como consecuencia precisa de las revoluciones en que el pueblo se ha visto sumido los gobiernos, unos por inexpertos y otros arrastrados por la fuerza de las circunstancias, por con vorágine asoladora d

TOMO I. MEXICO, Lunes 31 de Agosto de 1874 NUM

El Obrero Internacional

SEMANARIO POPULAR

Destinado á la defensa de las clases trabajadoras de la República, y órgano de la Sociedad Artístico-Industrial.

Mi derecho es el trabajo; Mis armas la justicia.

REDACTOR EN JEFE Y RESPONSABLE, MIGUEL SANCHEZ DE TAGLE.

CONDICIONES.

NUESTRO PROGRAMA.

Al dar á luz nuestras humildes concepciones, preciso es que digamos al cuanto que nos proponemos seguir al ocupar un lugar en el estadio de la prensa.

Ofrecen todos los que formamos el cuerpo de redaccion, exactitud de los datos necesarios que deben distinguir á los que se dedican á la tarea del periodismo.

Nuestras producciones, por lo mismo, al ver sus luces han encontrado muchos obstáculos, no se ocultará á nadie, que ellos son los gajes de una fecunda literatura, sino los pobres conceptos que nos esponen de preferir las faltas de intencion.

Ademas de los conocimientos necesarios, poseemos todos de la mejor intencion, propugnamos por todos los medios que están á nuestro alcance los principios de union y confraternidad, á fin de llegar á ser realizable por medio de la asociacion, el que se estrechen en un todo indisoluble todos los ramos constitutivos por el trabajo.

Nuestros constantes esfuerzos se dirigirán á solicitar de nuestros gobiernos, como una de las primeras medidas conocidas, la de la instruccion pública, que sea de todos y para todos los hombres sin distincion de clases, sexos ni colores.

Pertenecemos á la clase trabajadora, propugnamos por todas las ideas que la conduzcan á su emancipacion, y que la salvaguarden en esta sentida, todas las mejoras que ofrezcan conveniencias para el obrero mexicano.

Nuestra mision es enteramente pacífica; buscamos la realizacion de nuestras ideas, por medio del convencimiento la conciencia de nuestros derechos por medio de la propaganda, y la estabilidad de nuestras instituciones, por la conveniencia que de ellas disfruten los que se alcen adoptarlas.

Ardua es la tarea que nos hemos impuesto, comprendemos bien que ella es superior á nuestras fuerzas; pero contamos con el apoyo de la sociedad, que nos alentará, si es leal, porque con lealdad por la nuestra ellos.

Escribimos para que nuestros lectores comprendan nuestros ideas mas que para que aplaudan y nuestros literalmente nuestras palabras pero lo estimamos, nos esforzaremos en separar todas las ideas que nos conduzcan á la "Nacionalidad" entraña, por la justa y desinteresada causa que propugnamos, y por los ojalos frutos que ella ofrece á la clase desheredada. Las influencias que componen la mayoría de nuestra población serán objeto de nuestros frecuentes estudios para procurarles la instruccion y bienestar á que son acreedores, llamando sobre todo la atencion de las autoridades, que hasta la actualidad han sido indiferentes con esa infeliz raza que contó en su seno patriotas sin rival como Guatimozin y hombres progresistas como Nezahualcoyotl.

Tratando de las ideas socialistas, progresistas todas las ventajas que la sociedad trae consigo á nuestra clase, la analizaremos en sus diversas formas, tanto cooperativas como mutualistas, mercantiles ó de mejoramiento social é intelectual; inculcaremos en este sentido, todas las mejoras que creamos convenientes para el obrero mexicano.

Todo por la naturaleza de una tierra que contiene todos los productos que con los elementos de riqueza de una Nacion.

Con la exposicion, aunque en breves líneas, dejamos manifestado cuál es el que pretendemos seguir.

Nuestras tendencias pedrian quedar de esa suerte fuera: "La fraternidad el "La emancipacion del obrero."

Si no alcanzare nuestra inteligencia para ello, nuestra buena voluntad, nuestro celo cuando menos, nos hacen abrigar la esperanza de que nuestros hermanos de trabajo y nuestros conciudadanos nos perdonarán.

Si en la empresa fracasáramos, estamos que la bondad de nuestras doctrinas fin que algun dia se nos hiciera la justicia, considerándonos como unos promovedores de esa hermosa idea

Felicitando para los lectores de la clase trabajadora, que ven en fecha tan fecunda, nacimiento, filipendiada y escarnecida, se hoy con la frente erguida y con la fe mientras en el corazon, á defender y pedir sus sacros derechos pidiendo, y con justicia que lo contemplen en el banquete de ilusiones y del progreso.

No hé querido alzar con el nombre de esta era tenida por algunos *peligrosa* otros.

Para esos, el hombre que profesa la idea de igualdad y fraternidad, el que predica emancipacion del obrero y de la dignidad del hombre, el que señalaba voz á gana legítimo saber y poseedor de esa

TOMO I. MEXICO, DOMINGO 11 DE JULIO DE 1875. NUM 2.

LA INTERNACIONAL.

SEMANARIO CONSAGRADO EXCLUSIVAMENTE A LA PROPAGANDA TEORICO-PRACTICA DEL SOCIALISMO; PARA LA DEFENSA DE LOS PUEBLOS, REDENCION DE LA CLASE OBRERA Y PROGRESO, EMANCIPACION DE LA MUGER Y ORGANIZACION AGRICOLA INDUSTRIAL DE LA REPUBLICA, CUYO LEMA ES:

IGUALDAD, PROGRESO Y SOLIDARIDAD.

Siempre la vida y será nuestro pendon
La Verdad, la Justicia, y la Razon.

PROGRAMA INTERNACIONALISTA.

EDITORIAL.

Diluvio de nuestros se presenta cada dia y no hay un dia en que no veamos un fenómeno terrible y asombroso, que vuelve confundido por el hombre, las dolores, los padecimientos y las injusticias que agobian á la familia humana y hay que mirar con sus derechos pisoteados, y con justicia que lo contemplen en el banquete de ilusiones y del progreso.

No hé querido alzar con el nombre de esta era tenida por algunos *peligrosa* otros.

Para esos, el hombre que profesa la idea de igualdad y fraternidad, el que predica emancipacion del obrero y de la dignidad del hombre, el que señalaba voz á gana legítimo saber y poseedor de esa

AÑO I.—1ª EPOCA. MÉXICO, AGOSTO 7 DE 1900. TOMO I.—NÚM. 1.

Regeneración.

PERIÓDICO JURÍDICO INDEPENDIENTE.

DIRECTORES:

Lic. Jesús Flores Magón.—Lic. Antonio Horcasitas.—Ricardo Flores Magón.

Oficinas: Centro Mercantil, 3er. piso, núm. 28. (México, D. F.) Teléfono 264.

Administrador: Ricardo Flores Magón.

CONDICIONES.

"REGENERACIÓN"

Este periódico es el producto de una convicción dolorosa.

En el discurso pronunciado en la sesión solemne del 9 del pasado Marzo, al reanudarse las sesiones de la Academia Central Mexicana de Jurisprudencia y Legislación, hacía sabiamente el Sr. Lic. D. Luis Méndez: «Donde la justicia se corrompe, cuando algunas veces los cargos se deniden más por consideraciones estrañas á la ley que por la ley misma, ¿qué corresponderá hacer á los que quieren la noble profesión del postulante á fin de que vuelan por aquellos que no tienen mas garantía para su vida y desarrollo, que una honrada administración de justicia? ¿No deberíamos todos, llegado el caso, constituir en el acto un grupo firme como una muralla para resistir injustos ataques, ó vigorosos como una falange griega, para alcanzar injustas resistencias?».

Tal cosa se encuentra, con muy honrosas escepciones, la Administración de Justicia en la República, esa falange griega de que habla el ilustre abogado, se estrellaría, como se han estrellado otras muchas energías al protestar contra la venalidad de algunos funcionarios, consiguiendo tan solo persecuciones injustas á las injustas resistencias de que habla el Sr. Méndez.

Nosotros no tenemos la pretensión de constituir una falange; pero nuestro vigor juvenil y nuestro patriotismo, nos inducen á buscar un remedio, y si efecto, señalar, denunciar todos aquellos actos de los funcionarios judiciales que no se acomoden á los preceptos de la ley escrita, para que la vergüenza pública haga con ellos la justicia que no merecen.

Habría otro remedio. Para que los intereses de los litigantes, actores ó reos, tengan una garantía, la ley señala los casos en que deben ser exigidas responsabilidades á los jueces, pero solo una vez, pocos meses ha, en el recinto sonoro Dist de Bonilla, se declaró haber lugar á exigir responsabilidades, aunque no se ha concluido la substanciación del procedimiento, necesitándose que la Suprema Corte de Justicia de la Nación, con toda su autoridad y pesa, condenara los hechos constitidos por el Juez 1º Correccional Wistano Velázquez, ameritaban la constitución del referido juez al Tribunal Supremo de Justicia del Distrito Federal á fin de que procediera en su contra con arreglo á derecho por los delitos de que aparecía responsable, como lo exigen la justicia, la conveniencia social y

EL PRESTIGIO DE LA AUTORIDAD».

La Suprema Corte honradamente desun-

Regeneración.

Periódico independiente de combate.

Director RICARDO FLORES MAGON

Contrastes odiosos.

Regeneración.

Director RICARDO FLORES MAGON

REGENERACION EN SU PUESTO.

NUESTRAS ESPERANZAS

La raza muere.

"El Gimnasio Político."

INIQUIDADES DE UN JUEZ.

PONIENDO DULZ EL EL SERVIR

Unico diario en castellano que publica en el Sur de los Estados Unidos.

La Reforma Social

DIARIO LIBRE-PENSADOR

Por medios, la Verdad y la Razon; por guia, la Justicia; y por fin, el Progreso y el Bien.

Año II. EL PASO, Texas, E. U. A., Julio 24 de 1906. Número 73.

RUSIA.

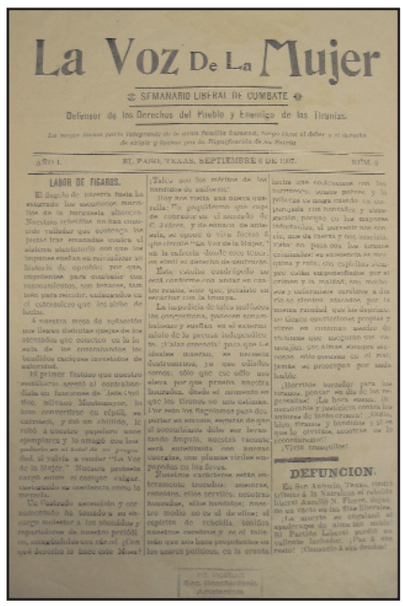
El Czar y la Autocracia Frente á Frente del Pueblo.

El Czar Debe Morir.

Congreso Pan-Americano.

Gaceta Local.

Comienza Otra Persecución Contra los Judíos.



La Voz De La Mujer

SEMANARIO LIBERAL DE COMBATE

Defensor de los Derechos del Pueblo y Enemigo de las Tiranías.

EL PASO, TEXAS, SEPTIEMBRE 6 DE 1907.

LABOR DE FIGAROS.

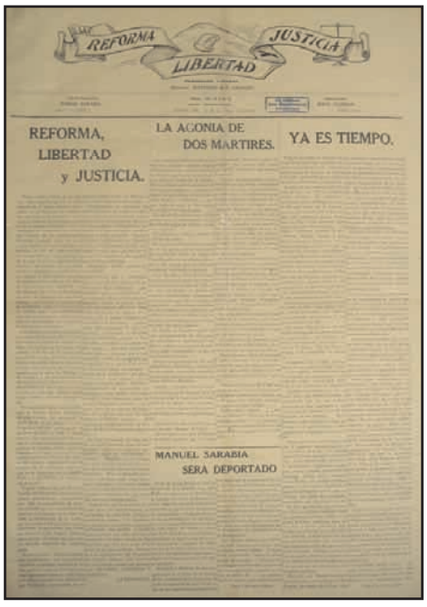
DEFUNCION.

Revolución.

HOMBRES ARRESTADOS EN LOS ANGELES QUE SON CAMPEONES DE LA LIBERTAD EN MEXICO.

Magon, Villarreal y Rivera estan Combatiendo por los Derechos del Pueblo.

a presse libertaire mexicaine


REFORMA
JUSTICIA
LIBERTAD

REFORMA, LIBERTAD y JUSTICIA.

LA AGONIA DE DOS MARTIRES.

YA ES TIEMPO.

MANUEL SARABIA SERA DEPORTADO

Regeneración.

Semanal revolucionario.

WILLIAM STANLEY

Parte Oficial de la Batalla de la Mesa, al sur de Mexicali, Baja California, Abril 8 de 1911.

¡Imposible!

Nuevos Mineleros

Por falta de espacio no publicamos esta semana la sección de Grupos Regeneración.

EL TIPOGRAFO MEXICANO

QUINCENAL, ORGANO DE LA CONFEDERACION TIPOGRAFICA DE MEXICO

Tomo I. México, D. F., Domingo 8 de Octubre de 1911. Núm 1.

FUE EXIGENCIA DE NUESTRO AVANCE EVOLUTIVO LA CREACION DE ESTE PERIODICO

Sin la propaganda por medio de la hoja impresa no podríamos acortar la distancia que nos separa del triunfo ó sea la realización del ideal confederativo que nos alienta

EL CRISTAL CO QUE MIRAMOS

"El Tipógrafo Mexicano"

en su primer número, saluda á la prensa y á las sociedades obreras de todas las naciones y las ofrece su cooperación en la gran lucha universal que proclama la igualdad entre el capi-

RAFAEL QUINTERO.

¡LUZ!

PERIODICO OBRERO LIBERTARIO

Registrado como artículo de segunda clase el 12 de Julio de 1910.

TOMO I MEXICO, LUNES 5 DE AGOSTO DE 1912.

RICARDO F. MAGON EN LA PRISION

A los Amigos de los Obreros de Río Blanco.

Pluma Roja

POR LA MUJER Y LA ANARQUIA.

¡Paso!

LA TRAGEDIA DE CHICAGO

UN TRONO QUE SE DERRUMBA

1886 1º DE MAYO 1931

A los Mártires de Chicago

SALUD, ¡oh heroicos y abnegados defensores de los oprimidos, que supisteis morir sonriendo ante la justicia de vuestra causa ulmenaje humanitario. Nosotros, los que nos encontramos en casi iguales condiciones de vuestros días, que cruz las que queremos aplicar nuestras enseñanzas, los sentimientos humanos en el corazón porque todavía subsisten el yugo de los acaparadores de lo que debía ser de todos.

MOTÍN

★ BOLETÍN DE PRENSA ANARQUISTA ★ Nº 11 ★ LA PAZ, BC, MÉXICO ★ 19 DE ABRIL DEL

► DESPUÉS DE LA MASACRE, SOLO LES IMPORTA EL PETRÓLEO

FUERA ASESINOS DE IRAK

AQUÍ Y AH

EN CUBA YA N PROTESTAS

EL BURRO HAB DE OREJAS

PRI Y PVEM ALIANZA PAR MUERTE

75 000 SOLDA PARAMILITARE CHIAPAS

Viva 2

Tierra Y Libertad

POR NUESTROS MUERTOS ¡no los olvidamos!

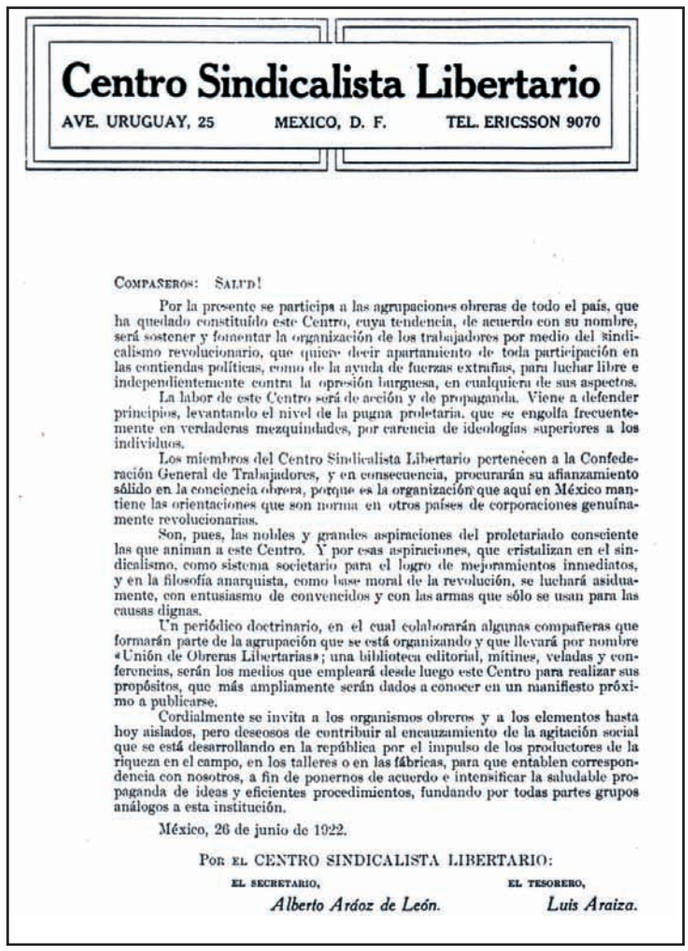
Apoyo Mutuo

FEDERACIÓN LOCAL LIBERTARIA

2010 REMEMBRANZA O REVOLUCIÓN

Dispersion et renaissance du mouvement libertaire

La Confédération générale des travailleurs



Centro Sindicalista Libertario

AVE. URUGUAY, 25 MEXICO, D. F. TEL. ERICSSON 9070

COMPAÑEROS: SALUD!

Por la presente se participa a las agrupaciones obreras de todo el país, que ha quedado constituído este Centro, cuya tendencia, de acuerdo con su nombre, será sostener y fomentar la organización de los trabajadores por medio del sindicalismo revolucionario, que quiere decir apartamiento de toda participación en las contiendas políticas, como de la ayuda de fuerzas extrañas, para luchar libre e independientemente contra la opresión burguesa, en cualquiera de sus aspectos.

La labor de este Centro será de acción y de propaganda. Viene a defender principios, levantando el nivel de la pugna proletaria, que se engolfa frecuentemente en verdaderas mezquindades, por carencia de ideologías superiores a los individuos.

Los miembros del Centro Sindicalista Libertario pertenécen a la Confederación General de Trabajadores, y en consecuencia, procurarán su afianzamiento sólido en la conciencia obrera, porque es la organización que aquí en México mantiene las orientaciones que son norma en otros países de corporaciones genuinamente revolucionarias.

Son, pues, las nobles y grandes aspiraciones del proletariado consciente las que animan a este Centro. Y por esas aspiraciones, que cristalizan en el sindicalismo, como sistema societario para el logro de mejoramientos inmediatos, y en la filosofía anarquista, como base moral de la revolución, se luchará asiduamente, con entusiasmo de convencidos y con las armas que sólo se usan para las causas dignas.

Un periódico doctrinario, en el cual colaborarán algunas compañeras que formarán parte de la agrupación que se está organizando y que llevará por nombre «Unión de Obreras Libertarias»; una biblioteca editorial, mitines, veladas y conferencias, serán los medios que empleará desde luego este Centro para realizar sus propósitos, que más ampliamente serán dados a conocer en un manifiesto próximo a publicarse.

Cordialmente se invita a los organismos obreros y a los elementos hasta hoy aislados, pero deseosos de contribuir al encauzamiento de la agitación social que se está desarrollando en la república por el impulso de los productores de la riqueza en el campo, en los talleres o en las fábricas, para que entablen correspondencia con nosotros, a fin de ponernos de acuerdo e intensificar la saludable propaganda de ideas y eficientes procedimientos, fundando por todas partes grupos análogos a esta institución.

México, 26 de junio de 1922.

POR EL CENTRO SINDICALISTA LIBERTARIO:

EL SECRETARIO, *Alberto Aráoz de León.*

EL TESORERO, *Luis Araiza.*

Le mouvement libertaire mexicain entre alors dans une phase de désorganisation et perd de l'influence dans les milieux populaires, ouvriers ou paysans. La fin de la guerre civile, et la proclamation de la nouvelle Constitution, le 5 février 1917, qui reconnaît, sur le papier, la légitimité des aspirations populaires – droit du travail, réforme agraire, souveraineté de la nation – favorisent, un temps, une baisse de la combattivité ouvrière.

Malgré ces difficultés, plusieurs groupes anarchistes voient le jour en 1917, parmi lesquels les Jeunes socialistes rouges, les Autonomes et solidarité. À l'initiative de Jacinto Huitrón, le groupe Luz est reformé. À Guadalajara, le Centre radical féminin, de tendance anarchiste, publie le journal *Iconoclasta*.

En octobre 1917, un deuxième congrès ouvrier se réunit à Tampico, avec l'objectif de fonder une grande centrale syndicale unique. Mais, comme au cours du premier, tenu en mars 1916, la division entre les partisans de l'autonomie syndicale, revendiquant l'action directe – et qui ont retenu l'expérience de la Com – et les défenseurs de la tendance collaborationniste, prônant l'action multiple (négociations avec les autorités, représentants élus à des organismes de concertation, participation à l'action gouvernementale) conduisent à une impasse. L'année suivante, en mai 1917, grâce au soutien du gouverneur du Coahuila, le troisième congrès, à Saltillo, réunit 116 organisations ouvrières de tout le pays, à l'exception de la Fédération des syndicats du district fédéral et de la Chambre du travail de Veracruz, qui dénoncent l'intromission gouvernementale dans les affaires ouvrières. À l'issue du congrès, la Confédération ouvrière régionale mexicaine (Crom) est fondée. Cette fois, les « collaborationnistes » ont réussi à s'imposer.

En dépit de claires références à ses origines fédéralistes et antiautoritaires, et de la présence de sections anarcho-syndicalistes en son sein, la Crom adopte pour méthode l'action multiple. Elle va alors progressivement se rapprocher du pouvoir, au point d'en devenir sa courroie de transmission en milieu ouvrier, et se bureaucratiser. Les dirigeants syndicaux sont rémunérés pour leur charge syndicale et certains intègrent les cercles parlementaires ou les administrations. En 1919, le gouvernement, soutenu par la Crom, favorise la création de Chambres du travail, permettant d'intercéder dans les conflits et de favoriser les négociations.

Les liens qui se tissent entre certains secteurs du mouvement ouvrier et l'État n'empêchent cependant pas que de nombreuses grèves, entre 1918 et 1920, parfois générales, se développent sur tout le territoire pour réclamer l'amélioration des conditions de travail : ouvriers textiles, fondeurs, brasseurs, traminots, enseignants, travailleurs du pétrole, mineurs cheminots, à Puebla, Mexico, Monterrey, Tampico. De façon symétrique, les autorités n'hésitent pas à recourir à une violente répression.

Plusieurs organisations syndicales, en opposition avec la politique de la Crom, s'en désolidarisent alors. Tel est le cas, en 1919, de la Fédération des syndicats de Tampico, dont certains, au cours des années suivantes, s'affilieront aux IWW – et que fréquentera, de passage, un certain B. Traven. En 1920, les ouvriers catholiques forment la Confédération catholique du travail et le Secrétariat social mexicain, réunissant bientôt 80 000 membres et 350 organisations.

Parallèlement, l'influence croissante du communisme, suite à la révolution bolchévique en Russie, commence à produire ses premiers effets. Le 25 août 1919 se tient un congrès socialiste qui mène à la fondation du Parti socialiste national. Quelques semaines plus tard, en novembre, une dizaine de ses membres, dont plusieurs étrangers, fondent le Parti communiste mexicain (PCM) qui s'affilie

immédiatement à l'Internationale communiste de Moscou. Il publie un hebdomadaire, *El Soviet*, qui se transforme peu après en *El Comunista*. En août, une douzaine de militants du groupe Juventud Igualitaria fondent la Fédération des jeunes communistes et publie le journal *Vida Nueva*. En octobre, à l'initiative de syndicats de traminots, de boulangers, d'ouvriers textiles, la célébration de la Révolution d'octobre réunit 400 participants.

Ces syndicats, qui se situent dans la lignée de la Com, participent, aux côtés de groupes anarchistes et des communistes, à la constitution de la Fédération communiste du prolétariat mexicain (FCPM). Se réclamant partisane d'un communisme libre, elle souhaite réunir toutes les associations ouvrières et syndicats révolutionnaires. À cette fin, elle convoque, du 16 au 22 février 1921, la tenue d'une convention radicale rouge.

Au cours de la réunion, à laquelle participent les délégués de syndicats ouvriers (textiles, traminots, boulangers, typographes de Mexico, cigarettiers de Veracruz), d'organisations paysannes (ouvriers agricoles de Mérida, Guanajuato, San Luis Potosí), de groupes libertaires (Antorcha Libertaria de Veracruz, Luz de Mexico, Obreros libertarios de Mexicali), de groupes communistes (Veracruz, Tampico) et du PCM, est fondée la Confédération générale des travailleurs (CGT). Elle adhère peu après à l'Internationale syndicale rouge (ISR) de Moscou.

Les communistes, qui comptent parmi les promoteurs de la CGT, sont cependant rapidement mis en minorité par les militants anarcho-syndicalistes. Au cours du premier congrès, qui se tient en septembre 1921, l'assemblée se prononce contre la dictature du prolétariat, et en particulier du parti qui s'en revendique, et pour l'instauration du communisme libertaire. Le PCM, auquel n'était concédé comme statut que celui de simple groupe culturel, décide de se retirer de la CGT, qui rompt, peu après ses relations avec l'ISR.

La CGT se déclare alors en faveur de l'autonomie et de l'indépendance des travailleurs vis-à-vis de l'État et de tout parti politique. Elle s'oppose au nationalisme et au militarisme. Sa tactique sera celle de l'action directe. C'est au sein des usines, et non dans les salons parlementaires, que la lutte devra se mener. Son opposition à la Crom est clairement revendiquée. En interne, elle fonctionnera selon les principes de démocratie directe : mandats révocables, non-rémunération des charges syndicales, droit des minorités, consensus comme mode de décision, cotisations selon les possibilités de chacun. Son objectif final : la révolution sociale par l'expropriation des moyens de production et de la terre par les travailleurs eux-mêmes, sans l'intermédiaire de l'État.

La CGT prend donc ses distances avec le collaborationnisme et le communisme et marque son adhésion à l'anarchisme ouvrier. En janvier 1923, elle participe aux manifestations qui accompagnent le rapatriement du corps de Ricardo Flores Magón, assassiné au pénitencier de Leavenworth, en novembre 1922. Au niveau international, elle adhère, en 1923, à l'Association internationale des travailleurs (AIT), fondée l'année précédente à Berlin par les anarcho-syndicalistes.

Grâce au dévouement des militants de la CGT, on assiste à un redéploiement de l'anarchisme organisé. De nouvelles sections et des syndicats, ouvriers ou agricoles, des organisations de chômeurs ou de locataires adhèrent, dans tout le pays, à l'organisation qui se renforce. Comprenant l'importance fondamentale de la question agricole au Mexique, où dominent largement les masses paysannes, et par conséquent, de leur rôle majeur dans un processus révolutionnaire, la CGT développe dans les campagnes un travail soutenu de conscientisation et d'organisation.

La CGT favorise le travail d'éducation culturel, notamment au moyen du Centre syndicaliste libertaire, fondé en juin 1922 (voir encadré) et de son périodique, *Verbo Rojo*. Elle édite journaux et brochures, donne des conférences. Des troupes de théâtre jouent, à la ville comme à la campagne, des pièces dans lesquelles paysans et ouvriers rebelles affrontent bourgeois cupides, ecclésiastiques licencieux et gendarmes brutaux.

Communiqué du Centre syndicaliste libertaire

Compañeros.

Salud.

Par ce communiqué, nous faisons savoir à tous les groupes de tout le pays que ce Centre vient d'être constitué ; en accord avec son nom, il s'emploiera à soutenir et favoriser l'organisation des travailleurs en s'appuyant sur le syndicalisme révolutionnaire, ce qui signifie se mettre à l'écart tant de toute participation aux batailles politiques que de l'aide de forces étrangères, afin de lutter librement contre l'oppression bourgeoise, sous toutes ses formes.

La tâche de ce Centre sera axée autour de l'action et de la propagande. Il défendra des principes, élèvera le niveau du combat prolétaire, qui sombre fréquemment dans de véritables mesquineries par manque de visions idéologiques qui dépassent l'individu.

Les membres du Centre syndicaliste libertaire appartiennent à la Confédération générale des travailleurs et, en conséquence, ils œuvreront pour être bien présents dans la conscience ouvrière, car la CGT est l'organisation mexicaine qui est en accord avec les orientations classiques des organisations spécifiquement révolutionnaires, dans d'autres pays.

Ce Centre trouve donc sa raison d'agir dans les nobles et grandes aspirations du prolétariat conscient. Et, pour ces aspirations, que cristallisent d'une part le syndicalisme en tant que système sociétaire pour l'obtention d'améliorations immédiates, et d'autre part, la philosophie anarchiste, en tant que base morale de la révolution, il nous faudra lutter assidument, avec l'enthousiasme des convaincus et avec les armes qui ne s'utilisent que pour des causes dignes.

Un journal doctrinal, où collaboreront quelques *compañeras* qui appartiennent au groupe en train de se constituer, qui s'appellera « Union des ouvrières libertaires », une bibliothèque, des meetings, des soirées et des conférences, voilà les moyens que va employer ce Centre pour parvenir à ses fins, lesquelles seront exposées dans un manifeste de parution prochaine.

Les organisations ouvrières et les éléments aujourd'hui isolés mais désireux de contribuer à l'essor de l'agitation sociale qui se développe dans la république à l'initiative des producteurs de richesse, à la campagne, dans les ateliers et dans les usines, sont invités à correspondre avec nous, afin de trouver un accord et intensifier la salutaire propagation des idées et des procédés efficaces en créant partout des groupements analogues à celui-ci.

Pour le Centre syndicaliste libertaire

le secrétaire Alberto Araoz de Leon, le trésorier Luis Araiza

Mexico, 26 juin 1922

(Traduit par Silfax.)

L'action menée par la CGT stimule de nombreuses luttes qui fleurissent sur tout le territoire. De 1921 à 1928, elle est à l'origine ou apporte son soutien à de multiples mouvements de grèves : cheminots, traminots, ouvriers textiles, employés des téléphonies, à Mexico et dans sa région, locataires, maîtres d'école, électriciens, à Veracruz, ouvriers textiles, à Puebla, ouvriers de l'industrie pétrolière, à Tampico, mineurs du Jalisco, etc. Certaines, en 1923 et 1924, se convertissent même en grèves générales (Orizaba, Mexico, Puebla, Tlaxcala).

Pour la CGT, les mouvements de grèves et de luttes constituent à la fois une tentative, par l'action directe, d'améliorer les conditions de travail au quotidien, mais aussi un exercice devant préparer à l'expropriation finale. Ses actions oscillent donc toujours entre revendications et appropriations, à visées révolutionnaires. En milieu urbain, elle invite les travailleurs, comme lors de la convention textile de 1924, à s'emparer des usines qui ferment ou réduisent la journée de travail, afin de les faire fonctionner dans leur intérêt. À cette fin, la CGT propose la création d'écoles d'apprentissage technique, destinées à éduquer les travailleurs à diriger eux-mêmes la production, c'est-à-dire à l'autogestion. Suivant cette démarche, les électriciens de Tampico occupent les installations et les maintiennent en service pendant soixante jours. Les autorités sont obligées de céder. En milieu agricole, la CGT soutient des réquisitions, parfois armées, de

Leaders du Centre syndicaliste libertaire

terres. Elle accepte donc volontiers, en 1925, le butin du braquage de l'usine La Carolina, réalisé par les compères Ascaso et Durruti de passage en Amérique latine, et destiné à aider à la création d'une école.

L'activité de la CGT favorise un mouvement anarchiste dynamique. Des groupes sont actifs dans tout le pays, particulièrement dans les régions industrielles : Alianza Local Mexicana Anarquista, groupe Tierra y Libertad de San Luis Potosí, Hermanos Rojos de Villa Cecilia, etc. Des publications – *Sagitario*, *Alba Anarquica*, *Avante* (Monterrey), *Sembrando Ideas* (Baja California), *Horizonte Libertario* (Aguascalientes), *Verbo Rojo*, *Nuestra Palabra*, *Germinal*, *Defensa proletaria* à Mexico – sont présentes aux quatre coins du territoire. Les vieux magonistes, Enrique Flores Magón et Librado Rivera, enfin relâchés de leurs geôles nord-américaines, rentrent au Mexique et reprennent leurs activités militantes au sein de groupes anarchistes. Des manifestations de solidarité internationale sont organisées, en particulier contre la condamnation de Sacco et Vanzetti.

Le développement de la CGT se heurte cependant à plusieurs obstacles, parmi lesquels la Crom et les pouvoirs publics. Des affrontements physiques, dont l'issue est parfois tragique, opposent régulièrement les syndicalistes des deux organisations. Certains militants de la CGT sont assassinés. À plusieurs reprises, Celestino Gasca, membre historique de la Com, haut militant de la Crom et gouverneur de Mexico, fait envoyer la troupe contre des grévistes. Les conflits sont durs et de nombreux militants y laissent la vie. L'arrivée au pouvoir d'Alvaro Obregón, après l'assassinat de Carranza, en 1920, puis de Plutarco Calles, en 1924 ne change rien. Le mouvement ouvrier libertaire, insoumis au pouvoir et perturbateur, reste une des cibles de la répression.

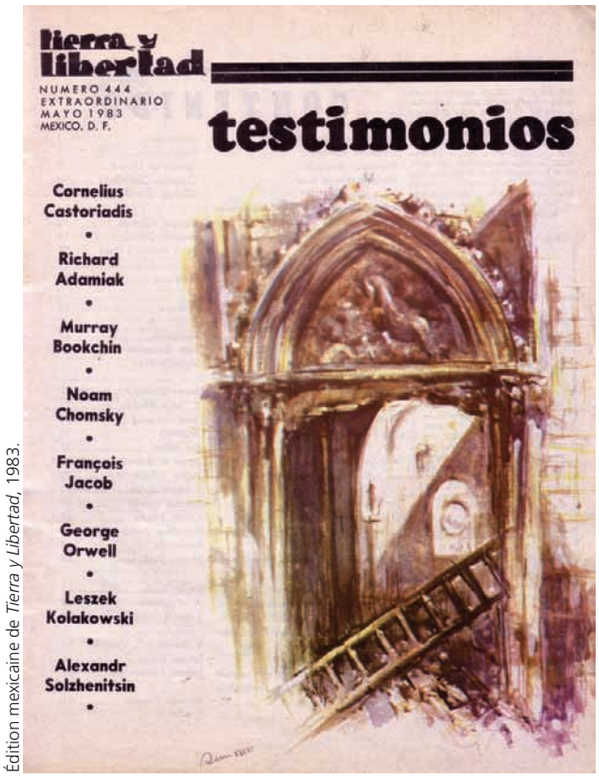
En 1928, les relations entre la Crom et le pouvoir se refroidissent. Plusieurs dirigeants du syndicat sont destitués de leur charge gouvernementale et les subventions cessent. La Crom s'effondre. Cette situation bénéficie, apparemment, à la CGT qui voit grossir ses rangs avec l'arrivée de nouvelles sections, en particulier dans le secteur textile. Elle va en réalité favoriser le virage idéologique qui se prépare au sein de l'organisation anarcho-syndicaliste, puis sa chute.

En 1929, lors de son VII^{e} congrès, la CGT entérine des propositions qui l'éloignent de ses positions libertaires. Il y est décidé que des délégués de la CGT pourront désormais participer aux négociations sur la législation du travail. En abandonnant ses principes d'action directe au profit de la conciliation, la CGT va alors se convertir en une organisation syndicale bureaucratique et corrompue. Jusqu'en 1937, des sections de base – et des journaux, parmi lesquels *Paso !* de Librado Rivera – tentent de redresser la barre, mais échouent finalement. L'anarcho-syndicalisme mexicain sombre.

La forte offensive réactionnaire du début des années 1930 (licenciements massifs, syndicat patronal agressif, répartition des terres freinées, interdiction du PCM et de plusieurs journaux anarchistes, parmi lesquels *Sembrando Ideas*, *Defensa Proletaria* et *Paso !*), la dispersion des mouvements ouvriers et paysans en dizaines d'organisations (communistes, socialistes, agraristes ou de guérilla) et l'arrivée au pouvoir en 1934 de Lázaro Cárdenas, qui recueille un fort soutien populaire et séduit de vastes secteurs populaires par sa politique populiste – nationalisation des chemins de fer, du secteur pétrolier, asile politique à Trotsky, soutien à la République espagnole en guerre contre le fascisme, création de la Confédération des travailleurs mexicains (CTM), à visée hégémonique –, sont des facteurs qui contribuent au recul de l'anarchisme mexicain. À cela s'ajoute le fait qu'une génération de militants s'éteint, fatiguée, réprimée, impuissante à affronter l'État et les mouvements concurrents et à encadrer un mouvement ouvrier qui, depuis ses origines, oscille entre opposition et soumission au pouvoir. Les anarchistes ne représentent désormais plus qu'une faible minorité sans poids. L'heure de gloire du mouvement a sonné.

David Doillon

La lente agonie de l'anarchisme mexicain



Édition mexicaine de *Tierra y Libertad*, 1983.

Édition mexicaine de *Tierra y Libertad*, 1986.

Malgré une situation difficile, les anarchistes encore actifs tentent de se réorganiser. En 1936, Ateodoro Colunga, membre du comité exécutif de la Fédération des travailleurs du Nuevo Léon, quitte la CTM pour fonder la Fédération autonome du travail (FAT), de tendance anarcho-syndicaliste. Mais l'expérience fait long feu.

Cette même année, après une tentative ratée en 1933 à l'initiative du groupe Sacco-et-Vanzetti de San Luis Potosí, des groupes anarchistes – dont Sacco-et-Vanzetti, le groupe Juvenil, le groupe Helios – des États de San Luis Potosí, Aguascalientes, Guanajuato, Querétaro, forment la Fédération anarchiste du Centre (FAC) de la République mexicaine (voir encadré). L'un de ses objectifs est d'organiser un congrès national. En 1939, elle entame la publication de son journal, *Libertad*, publié de façon irrégulière. Mais la FAC se développe peu et son activité, comme fédération, est limitée.

Parallèlement est fondée à Mexico la Fédération des groupes et individus anarchistes du district fédéral, dont l'un des objectifs est également l'organisation d'un congrès. Elle choisit de nommer son journal *Regeneración*, en hommage à ses prédécesseurs.

Entre la fin des années 1930 et le début des années 1940, plusieurs vagues d'immigrés, dont de nombreux anarchistes, parmi lesquels les Espagnols fuyant l'Espagne franquiste, arrivent au Mexique. Cependant, la tant vanté générosité du gouvernement de Cárdenas ne s'applique pas de la même façon à tous ; de nombreux militants de la CNT ou de la FAI sont abandonnés à leur sort en raison de leur militantisme anarchiste. D'autres passent à travers les mailles du filet et s'établissent dans le pays. Une section de la CNT en exil est créée. En 1944, le groupe et la revue *Tierra y Libertad*, destinés à diffuser la pensée libertaire au moyen de conférences et la publication de revues, livres, journaux et brochures, sont créés. La revue existe jusqu'à la seconde moitié des années 1980. Malgré quelques liens qui se créent entre militants des deux continents, et quelques collaborations réciproques, les Espagnols restent tournés vers l'Espagne, où ils espèrent bien un jour repartir, et s'investissent peu dans le militantisme local. Au cours de cette période, d'autres révolutionnaires chassés d'Europe posent leurs valises au Mexique, parmi eux, Victor Serge, Senya Flechine, Mollie Steimer. Eux aussi sont en déroute, victimes de la révolution bolchévique et du fascisme.

Cette arrivée « massive » de libertaires – vaincus et soumis à la surveillance des autorités – ne peut donc stimuler une revitalisation du mouvement anarchiste mexicain. Un fait divers contribue même à compliquer davantage la situation. Des exilés espagnols anarchistes participent à un braquage qui finit en bain de sang. La presse en fait ses choux gras et la répression vise tous ceux qui, de près ou de loin, entretiennent des liens avec le mouvement libertaire.

Tant bien que mal, les anarchistes mexicains poursuivent leurs travaux de réorganisation. En février 1941, la FAC participe à la fondation de l'éphémère Association mexicaine du travail (AMT), organisation ouvrière anarcho-syndicaliste, qui se veut l'héritière idéologique de la CGT.

En décembre 1941, la Fédération anarchiste mexicaine (FAM) est fondée lors d'un congrès. *Regeneración*, qui devient son organe officiel, paraît sporadiquement. FAC et FAM, *Libertad* et *Regeneración* coexistent jusqu'en 1944, date à laquelle les premiers se fondent dans les seconds. En 1953, la FAM tient à Mexico son cinquième congrès. Il réunit dix-huit groupes provenant de Veracruz, Tamaulipas, San Luis Potosí, Nayarit, Monterrey et de la capitale. La FAM entretient alors des liens avec quelques organisations ouvrières, dont les mineurs de Concepción del oro, dans l'État de Zacatecas. Néanmoins la fédéra-

tion peine à se développer. Elle constitue surtout un rassemblement de petits groupes épars et d'individus isolés, sans véritable base sociale ni mouvement.

En 1960, une nouvelle organisation syndicale, le Front authentique du travail (FAT), est fondée. Issu en partie de la Jeunesse ouvrière catholique, il met l'accent sur la démocratie, la liberté et l'autonomie syndicale, l'indépendance vis-à-vis des partis et de l'État. Avec le temps, il s'éloigne de ses origines chrétiennes pour adopter des positions autogestionnaires. Il lutte également pour les droits des femmes et travaille en collaboration avec des ligues paysannes, comme le Mouvement social paysan, qu'il contribue à fonder en 1963. Le FAT se développe progressivement tout au long des années 1960 et 1970, organisant des syndicats dans diverses industries : confection, chaussure, Pepsi-Cola, mineurs, travailleurs du bois. Néanmoins, il doit faire face, à plusieurs reprises, aux offensives patronales qui entravent son développement. Il existe toujours aujourd'hui, mais reste une force syndicale mineure. Malgré sa position d'indépendance vis-à-vis des partis, des liens existent avec le Parti de la révolution démocratique (social-démocrate).

Comme ailleurs, on assiste, au cours de la seconde moitié des années 1960 au Mexique, à la multiplication des activités de groupuscules gauchistes, trotskystes, maoïstes, qu'ils soient étudiants, ouvriers ou paysans. Les anarchistes, en tant que tels, sont peu présents, mais comme partout, souffle un vent libertaire. Début 1968, la contestation augmente puis gagne en intensité tout au long de l'été. Mouvements de grèves, manifestations étudiantes, confrontations et affrontements violents avec les forces de l'ordre se succèdent. Le 2 octobre, le mouvement est brutalement écrasé par l'armée lors du rassemblement place des Trois-Cultures à Mexico.

Au cours des années 1970, l'activisme gauchiste, radicalisé par la répression, se poursuit. Des dizaines de groupes apparaissent, s'unissent, se dissolvent ou sont dissous. Des guérillas urbaines et paysannes se constituent. L'État mène une guerre sale. Des centaines de militants disparaissent. Aux attentats succèdent la répression, les enlèvements.

Le phénomène post-68 permet cependant de revitaliser quelque peu le mouvement anarchiste. Des étudiants viennent rejoindre la FAM. *Regeneración*, qui avait été interrompu, est à nouveau publié. Des militants de la FAM participent à plusieurs mouvements de grève en collaboration avec des syndicats. Par ailleurs, le groupe anarchiste Rosa-Negra, qui édite le journal *El Rebelde*, organise l'Union paysanne de Querétaro qui regroupe cinq communautés et promeut la formation de coopératives d'apiculture, la prise de terres et l'organisation la zone minière de la Sierra Gorda.

Quelques anarchistes participent également, avec des maoïstes, à des mouvements plus larges, tels que le Frente Popular Independiente, qui réunit étudiants et professeurs d'architecture, d'économie, de psychologie et de sciences politiques, et dont le but est d'établir des liaisons entre étudiants et ouvriers. D'autres participent également à des groupes culturels, comme les Éléphants illuminés, groupe de théâtre hippie itinérant voyageant à travers le monde, issu du groupe Caos, constitué en 1968. En 1982, ils s'établissent dans la communauté de Huehuelcóyotl, à Tepoztlán, dans le Morelos, qui existe toujours.

À partir de 1975, les éditions Antorcha, animées par Omar Cortés et Chantal López, développent un catalogue varié, publiant textes d'anarchistes mexicains – en particulier ceux des magonistes – ou étrangers, ainsi que de la littérature et des ouvrages d'histoire.

En 1980, la bibliothèque sociale Reconstruir, centre d'archives et de documentation libertaire, est fondée par un vieil anarchiste espagnol exilé, Ricardo Mestre. Elle constitue un centre de réunion pour les libertaires de la capitale. Elle toujours en activité mais ne possède plus, pour le moment, de local, en raison de sérieuses difficultés économiques.

David Doillon

Déclaration et principes de la Fédération anarchiste du Centre

La Fédération anarchiste du Centre de la République mexicaine est composée d'individus et groupes conscients des idéaux rédempteurs ; avec le plus profond amour de la justice et de la liberté, elle considère que les tendances naturelles de l'individu et les exigences de la vie sociale mènent l'humanité vers une société libre, sans classes sociales, sans privilèges, sans intérêts privés qui rendent difficiles l'harmonie, la paix, le bien-être et la plus large liberté de l'humanité ; par conséquent, la FAC déclare comme principes de lutte l'abolition du capitalisme, de l'État, de toutes les religions et de la propriété privée ; et elle lance un appel fraternel à tous les hommes et à toutes les femmes qui désirent sincèrement l'émancipation humaine pour qu'ils luttent avec enthousiasme pour l'idéal anarchiste ; afin que, réunis par une solidarité consciente, ils coopèrent pour conquérir le bien-être et la liberté des humains. Aspirant à un si grandiose idéal, la FAC propose :

Premièrement : que la société se constitue de telle manière qu'elle puisse procurer à tous les êtres humains, les moyens qui leur sont nécessaires pour jouir du bien-être social et matériel auquel ils ont parfaitement droit. Pour tous, paix, liberté et connaissance sans exclusivismes personnels, sans privilèges.

Deuxièmement : la FAC déclare qu'il est indispensable que les moyens de production, les machines et les éléments nécessaires au travail soient à la disposition de tous, et qu'aucun homme ou groupe d'hommes ne puisse obliger les autres à se soumettre à sa volonté, ni exercer son influence autrement que par la force de la raison, de la justice et de l'exemple.

Troisièmement : par conséquent, la FAC déclare qu'elle luttera pour l'expropriation du patrimoine social, aujourd'hui aux mains d'une minorité d'aventuriers qui n'ont d'autre objectif que de conserver leurs privilèges, symboles de pillage, de tyrannie et d'oppression, obtenus avec la misère et les sacrifices de la majorité.

Quatrièmement : la FAC fera la propagande de l'idéal acrate par tous les moyens possibles ; elle luttera constamment de façon pacifique ou violente, selon les circonstances, contre tout régime capitaliste ou dictatorial, jusqu'à la conquête définitive du bien-être et de la liberté pour tous.

Cinquièmement : la FAC réaffirme la nécessité de l'organisation et de la lutte ouvrière contre le capitalisme, et exhorte les libertaires à adhérer aux syndicats ouvriers et paysans pour favoriser l'action révolutionnaire dans les multiples aspects de la lutte, considérant que les syndicats ont une importance toute spéciale comme organismes techniques pour l'expropriation et la nécessaire et immédiate production et distribution équitable pendant et après la révolution.

Sixièmement : la FAC considère les organisations syndicales d'orientation anarchiste aptes à encadrer dans la révolution tous les producteurs, manuels ou intellectuels, sur le lieu même du travail. Et également aptes à organiser et mettre en pratique les principes du communisme libertaire.

Septièmement : pour développer chez le salarié la conscience de producteur et montrer l'utilité de la révolution sociale acrate, la FAC estime opportun de favoriser la transformation du mécontentement des ouvriers en une volonté claire et déterminée d'expropriation, en vue de la future gestion de la production industrielle et agricole, et dans ce but concret, la nécessité pour eux de participer directement aux organisations du monde du travail, afin que se maintienne dans leur structure organique et leur fonctionnement ce but, combattant toute tendance mystificatrice et contre-révolutionnaire.

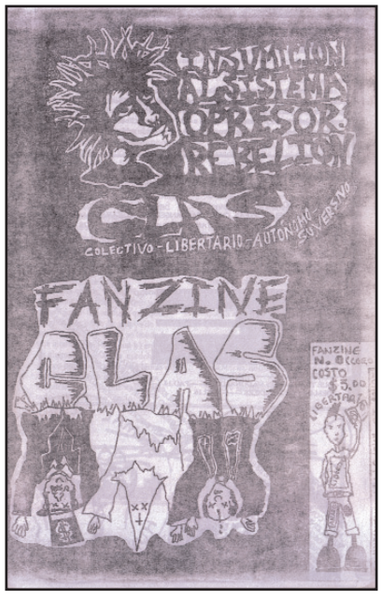
Huitièmement : la FAC combattra résolument toutes les religions, tous les dogmes et toutes les sectes car basés sur la croyance en un dieu qui n'existe pas, croyance propagée par des éléments intéressés à soutenir la tyrannie, le mensonge et l'exploitation de l'homme par l'homme, promettant le paradis et menaçant de l'enfer ceux qui ne craignent pas les mensonges des curés ou refusent de se soumettre et de leur obéir.

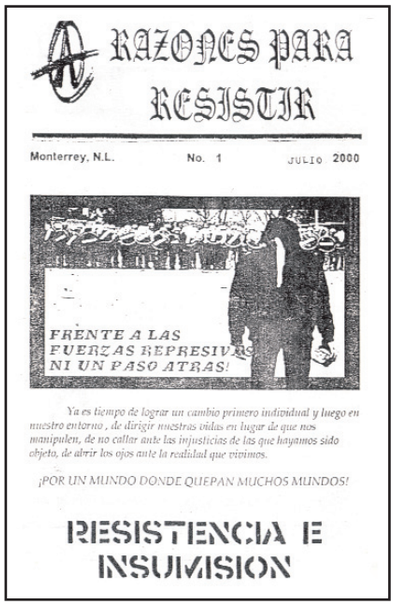
Neuvièmement : la FAC se déclare internationaliste ; elle combattra le nationalisme parce que les drapeaux et les patries sont le germe de la haine et de l'égoïsme entre les peuples et les races. Les frontières ! Voilà le grand obstacle à la fraternité universelle.

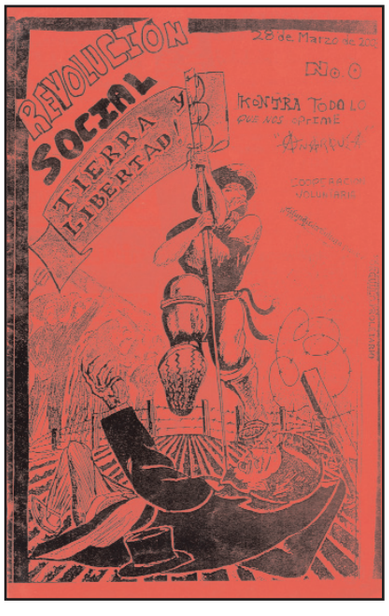
Dixièmement : la FAC organisera les jeunes en noyaux révolutionnaires, en les formant et en les orientant vers l'idéal anarchiste ; la jeunesse étant par essence une force motrice dans les mouvements révolutionnaires de transformation sociale.

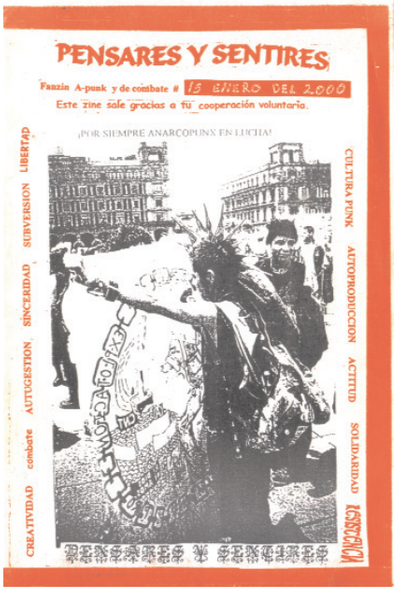
(Traduit par Ramón Pino.)

Fanzines libertaires mexicains









Le renouveau anarchiste

Premier congrès de la FAM en 2011 dans l'Auditorio Che-Guevara à Mexico.

La renaissance d'un véritable mouvement anarchiste date des années 1990. En 1991 se tient une Première rencontre nationale anarchiste. C'est cependant dans le sillage du souffle donné par l'insurrection zapatiste, qui elle-même n'est pas exempte d'influences libertaires, en particulier magonistes, en 1994, qu'une véritable activité reprend. Des dizaines de fanzines apparaissent, des groupes se forment et des lieux s'ouvrent, liés pour beaucoup à la scène anarcho-punk. Parmi ceux-ci, le Multi-forum Alicia est l'un des lieux où s'exprime la contre-culture de la capitale et où viennent jouer de nombreux groupes liés à la scène ska-punk et alternative. Il s'est également investi, dans les premiers temps, dans le soutien à l'EZLN. Depuis 1997, dans l'État de Oaxaca, le Conseil indigène populaire de Oaxaca -Ricardo Flores Magón, qui se réclame de l'héritage de l'anarchiste, fonctionne comme une organisation de communautés indigènes.

Aujourd'hui, plusieurs lieux accueillent, à Mexico, les différentes initiatives libertaires. Chaque samedi, divers collectifs se retrouvent au Tianguis del Chopo, un marché alternatif, pour discuter et diffuser leur propagande. Le Centre social libertaire-Ricardo Flores Magón, local du Collectif autonome magoniste (Cama), accueille débats et discussions. À côté de la faculté de lettres et de philosophie, l'auditorio Che-Guevara, occupé depuis la grève de l'université en 1999-2000, constitue un lieu de rencontre et d'activités. Il dispose d'une bibliothèque, d'un atelier de sérigraphie, d'un restaurant végétarien, d'une salle de concert et propose de nombreux ateliers : cours d'autodéfense réservé aux femmes, ateliers vidéos, etc.

Il existe aussi des dizaines de groupes, répartis sur tout le territoire. Certains, comme le Cama, entretiennent des liens avec des organisations indigènes et paysannes de Oaxaca, avec lesquelles ils ont formé l'Alliance magoniste zapatiste (AMZ). Au-delà même des groupes se revendiquant comme anarchistes, il est indéniable que la pensée libertaire irrigue de multiples mouvements sociaux, comme on a pu le constater lors de la Commune d'Oaxaca en 2006, où tout un peuple s'est soulevé contre le pouvoir autoritaire du gouverneur de l'État. Des groupes comme Voix oaxaquègnes construisant l'autonomie et la liberté (Vocal) y ont d'ailleurs joué un rôle important.

Outre leur participation aux luttes sociales, les anarchistes mexicains déploient une grande activité culturelle : publications de journaux, de fanzines, de livres, organisations de discussions, de salons du livre libertaire, de concerts. Du côté de l'université, plusieurs chercheurs consacrent leurs travaux à l'étude du mouvement : Ana Ribera Carbó, Alejandro de la Torre, Alfonso Torúa Cienfuegos, etc. Sous la direction de Jacinto Barrera Bassols, la publication des œuvres complètes de Ricardo Flores Magón a été entamée et six volumes sont déjà parus. Des colloques, comme celui consacré au magonisme en juin 2010 à l'Institut national d'anthropologie et d'histoire (Inah), réunissant des chercheurs du monde entier, se tiennent régulièrement. Comme partout, en dépit des conflits qui peuvent opposer ponctuellement tel groupe ou tel individu à d'autres, les anarchistes mexicains manifestent une forte volonté de mieux s'organiser pour faire face aux enjeux actuels et cherchent à se fédérer. C'est dans ce sens que s'est tenu, à l'auditorio Che-Guevara, les 30 avril et 1er mai 2011 un congrès anarchiste. Dans la foulée, la Fédération anarchiste mexicaine (Fam) s'est créée en novembre 2011 (voir encadré). Elle regroupe des étudiants, des travailleurs, des indigènes, des militants de quartier, et dispose de groupes dans différentes régions (Tijuana, Sonora, Durango, Morelia, district fédéral, État de Mexico, etc.).

Le mouvement anarchiste possède donc, au Mexique, une longue histoire, au cours de laquelle se sont succédé périodes de fort protagonisme et de reflux. Malgré les conditions adverses, il est parvenu, à chaque fois, à renaître de ses cendres. Il doit aujourd'hui faire face à de nombreuses difficultés. Dans un pays soumis à la corruption des classes dominantes, à l'autoritarisme, à la violence de l'État et des groupes paramilitaires, à la guerre contre le narcotrafic, à des disparités de classes vertigineuses, le chemin est semé d'embûches. Cependant, une lueur d'espoir existe : les classes populaires, prenant conscience de leur condition, s'organisent partout, pratiquent la solidarité et luttent pour leurs droits. Dans ce contexte, les anarchistes mexicains sauront-ils être à la hauteur des défis qui les attendent ?

David Doillon

Déclaration de la Fédération anarchiste du Mexique

Il est indéniable que l'on voit la silhouette d'un fantôme indompté et toujours enragé survolant les barricades du passé et coulant dans les veines des pauvres qui lancent les révoltes actuelles. On ne peut que constater la naissance douloureuse d'un mouvement anarchiste mexicain qui sans le savoir, ici et maintenant, se développe de façon turbulente et avec des contradictions subtiles qui lui permettent de revitaliser sa forme indomptée, et de renforcer l'idée, la pensée et la pratique révolutionnaires, qui de manière naturelle sont toujours présentes dans le subconscient du peuple mexicain. Sa forme obscure demeure toujours indéniable, irrévocable ; sa progression est discontinue avec des propositions multiples et divergentes ; mais toujours là. Toujours latent, il ne désespère pas, ne chancelle pas et ne renonce jamais ; les yeux rouge et noir et l'âme sombre, il fond sa noirceur libertaire dans la vapeur du peuple, toujours prêt à rompre le silence assourdissant de l'ordre et du progrès imposé par l'État, le clergé, le capital et l'autorité.

Anarchistes ! L'inquiétude règne sur le monde ; la crise économique, politique et sociale qui frappe différents peuples d'Europe, d'Amérique et du monde, rend évidente la débâcle d'un modèle politique et économique appliqué aussi bien par des gouvernements de droite ou de « gauche ». Un système économique et politique qui fonde son existence sur la peur, la terreur, la panique, la désespérance et la mort.

Un tel système n'a pu cacher qu'une crise économique voit le jour dans différentes régions du monde et se propage partout ; ceci nous amène à penser que ce système capitaliste, non seulement entre dans une phase de détérioration, mais qu'il abîme rapidement la vie et la dignité des personnes. L'anarchiste russo-américain Alexander Berkman avait déjà signalé la surproduction comme étant un problème en cas de faible consommation : le capitalisme empêche pour de larges couches de la population la satisfaction de leurs besoins vitaux, frappant ainsi ses propres marchés. Cette surproduction est poussée par la recherche du profit, le contrôle des marchés (géopolitique) et de la vie quotidienne des consommateurs qui en principe sont aussi des producteurs. Ainsi la technologie du pouvoir a cimenté sa domination économique et étatique d'un savoir positiviste, où les soi-disant ordre et progrès se transforment en idées mercenaires de domination subreptice, mises en application par les gouvernements de droite et de « gauche » contre le bien-être des peuples, reconfigurant ainsi les bases de la domination et de l'exploitation. Les changements opérés par ce système de domination sont issus de la constante innovation technologique qui modifie non seulement le système de production, mais aussi la domination sur les travailleurs. Cette reconfiguration du monde du travail et de la vie sociale a provoqué par intermittence des mouvements sociaux comme ceux des Indignés de Madrid ou des Occupy Wall Street qui, indépendamment des sympathies ou désaccords, nous permettent d'observer la reconfiguration de la résistance sociale, où le militantisme va de la vie quotidienne à la vie sociale jusqu'à reproduire un monde virtuel.

Au Mexique ce système a enclenché un mécanisme de contrôle sauvage, qui va de la répression virtuelle à la réelle ; où l'on invente des guerres fictives, le démantèlement de symbolismes virtuels, et où se crée même un système virtuel de « volonté » électorale « partidocratique » dans lequel sont attribués contrôle et pouvoir, pour permettre à la géographie du pouvoir, ou aux zones de pouvoir, comme les définirait Bakounine, de renforcer leur legs de mort chez les pauvres du Mexique. Actuellement, le peuple mexicain subit une politique criminelle et sanguinaire qui s'attaque non seulement à ses droits et libertés les plus élémentaires (alimentation, logement, santé), mais qui de plus réprime de manière brutale les opposants, comme le démontrent les assassinats des représentants indigènes des États d'Oaxaca, de Guerrero et de Veracruz pour ne citer que ces quelques cas. Et que dire de la politique de miniguerre appliquée par l'élite politique contre un monstre sans tête nommé narcotrafic, dont les « *dommages collatéraux* » affectent la société.

Ainsi, au seuil du XXIe siècle, le mouvement anarchiste mexicain s'est renouvelé au milieu de tensions sociales grâce à un peuple mexicain qui est chaque fois plus près de partir à l'assaut du ciel : les révoltes d'Oaxaca et d'Atenco ont démontré que les peuples n'ont plus d'autre voie que la barricade ; le soulèvement des mineurs de Sicartsa, la lutte de ceux de Cananea, de San Xavier nous montrent que la culture servile et courtisane du mouvement ouvrier est sur le point de disparaître, la résistance des habitants de Cherán (Michoacán) contre les narcotrafiquants, les paramilitaires et les policiers fédéraux, la résistance des indigènes des États de Guerrero, de Veracruz et de nombreux peuples du Mexique sont la preuve que la marmite va exploser. Pour autant, une telle situation nous fait réfléchir sur la maxime bakouniniste selon laquelle l'idéal révolutionnaire anarchiste va au peuple, c'est-à-dire que les anarchistes cheminent au côté de ces résistances pour engendrer la finalité anarchiste qui nous donnera le ton, afin que non seulement l'anarchisme se joigne aux forces de résistance, mais devienne aussi partie intégrante d'un mouvement aux positions révolutionnaires, en finissant avec les organisations traditionnelles, et s'orientant résolument vers le communisme libertaire.

C'est dans ce contexte où le mouvement anarchiste mexicain voit couler dans ses veines un sang nouveau que nous avons l'opportunité, avec notre renaissance, de déborder l'ordre bourgeois au moyen de l'organisation anarchiste fédérée. Compte tenu de cela, en novembre 2011, la Fédération (anarchiste mexicaine) a organisé à Teotihuacán (État de Mexico) une rencontre des groupes et individus fédérés pour définir l'orientation rouge et noire, et déterminer les structures anarchistes permettant à ce vaisseau de naviguer. C'est ainsi que s'est décidée à l'unanimité la création de la Fédération comprenant des sections à Tijuana, Sonora, Durango, Morelia, district fédéral et État de Mexico. Dans ce but, compagnons et compagnes, nous lançons un appel à rejoindre ce projet révolutionnaire de la Fédération anarchiste du Mexique, qui a pour but d'occuper chaque espace des géographies du pouvoir ; qui puisse blesser et abattre ce monstre infernal qui gouverne en condamnant à mort les pauvres de ce pays. Une Fédération qui avance en tenant par la main la fraternité, l'égalité, la solidarité et la liberté qui nous mèneront vers la révolution sociale et le communisme libertaire.

Compagnes et compagnons, notre grande tâche à nous, anarchistes, est de continuer la marche rebelle et anti-autoritaire d'une culture révolutionnaire qui s'est logée dans le cœur des pauvres du Mexique, et qui depuis le XIXe siècle est indomptée. Une culture anti-autoritaire toujours proche de la souffrance du peuple, mais fatalement toujours proche aussi des assauts violents menés contre l'ordre bourgeois.

Compagnes et compagnons, les puissants ont fait sonner le clairon de la guerre et le gouvernement de la mort a commencé à s'en prendre à la vie des pauvres. Il nous faut, nous anarchistes, brandir le poing de la liberté qui abattra le gouvernement de la mort.

Le moment est venu de nous organiser, de nous battre pour une révolution sociale et de l'étendre à tout le pays, jusqu'à ce que la vie devienne joie, fraternité et égalité.

Mexico, district fédéral, janvier 2012

(Traduit par Ramón Pino.)

Agrarian Leader Zapata par Diego Rivera

Pour la terre et l'autonomie !

Origines et organisation de la révolte indienne au Mexique (1492-1983)

Femmes indiennes protestant contre la présence de l'armée au Chiapas

Si, dans quelques mois, l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN) aura trente ans, la résistance qu'elle incarne et les espoirs qu'elle porte s'inscrivent dans la longue histoire des luttes indiennes du Mexique contre ceux qui, quel que soit le régime, voudraient bâtir un pays sans se soucier ni de leur bien-être ni de leurs volontés. Difficile, donc, de saisir et de comprendre le zapatisme contemporain sans jeter un œil sur les siècles de soulèvements, de révoltes et d'insurrections indiennes qui le précèdent et sur les raisons qui les motivent.

Le temps des colonies (1521-1810)

L'asservissement économique

Ce que certains appellent la « question indigène » intervient au Mexique dès lors que le territoire tombe dans les mains des Espagnols après la chute, le 13 août 1521, de Tenochtitlán, la capitale de l'empire aztèque. Vainqueurs, les conquistadors décident de s'implanter sur le territoire en anéantissant, par la guerre, l'esclavage et l'évangélisation, les civilisations autochtones. Je ne reviendrai pas, dans le présent article, sur les détails du processus de conquête des Amériques par les Européens. Je me contenterai, dans un premier temps, d'exposer les différentes formes d'asservissement des populations indigènes et les soulèvements que ces dernières mèneront pour leur propre émancipation.

Si les colons espagnols ont massacré 10 millions d'Indiens au Mexique en cent soixante ans (d'après l'historien spécialiste de l'Amérique latine Woodrow Borah, la population indigène mexicaine serait passée de 11 millions en 1519 à 1,2 million en 1680[1]), ils ne pouvaient les tuer tous, étant donné les besoins en main d'œuvre de l'économie coloniale en formation. L'asservissement économique qui en résulta prendra plusieurs formes entre le XVI^e^ et le XIX^e^ siècle, mais restera fondamentalement fidèle au même principe : obtenir un travail gratuit ou, du moins, très bon marché.

Le système dit de l'encomienda donne naissance aux premières cellules économiques coloniales. Son fonctionnement est simple : les représentants de la Couronne espagnole confient à un colon « méritant » un territoire sur lequel il devra veiller à la sécurité (*sic*) et à la conversion au christianisme des Indiens qui y ont été regroupés de force et qui, en échange, lui fourniront un tribut régulier, soit en nature (or, argent, récoltes, etc.), soit en travail gratuit. Ce système, qui a cours dans de nombreux pays d'Amérique latine colonisés, apparaît dès les premières années de la colonisation, mais n'est officiellement reconnu qu'en 1503 par un édit d'Isabelle la Catholique. Il se développe très rapidement au Mexique et constitue l'une des premières formes d'asservissement économique des populations indiennes qui, souvent déplacées par la contrainte, tombent dans l'enfer du travail forcé.

Si l'encomienda est une forme inavouée d'esclavage, celui-ci est également pratiqué par les colons espagnols[2]. Ainsi, en 1523, la Couronne d'Espagne donne à Hernán Cortès l'autorisation de transformer en esclaves les prisonniers des guerres qu'il mène pour la conquête du Mexique. Mais, dans les faits, l'esclavage touche tout le monde et « *bien des raids* (entradas) *en terre insoumise ou prétendue telle n'ont souvent d'autre mobile que de rafler des captifs* » [3]. Outre les guerres et les rafles, les esclaves peuvent également s'obtenir via le système de l'encomienda (l'esclave est alors un tribut exigé par l'encomendero) ou celui dit du rescate (l'esclave s'acquiert dans le cadre d'échanges mar-

chands). D'après Jean-Pierre Berthe, qui s'est penché sur la question, « *Cortés tirait ainsi de Toluca, vers 1529, une soixantaine d'esclaves par an ; Nufio de Guzmán et les membres de la Première Audience, qui usurpèrent ses droits, en 1529 et 1530, sur Huejotzingo et Uchichila, se firent livrer en deux ans 300 et 200 esclaves par ces deux communautés respectivement* » [4].

Ces esclaves sont essentiellement utilisés pour travailler dans les mines d'argent et d'or et dans les grandes exploitations agricoles du pays (si l'on en rencontre également dans divers autres secteurs économiques, c'est en nombre plus réduit). Les conditions dans lesquelles ils triment sont bien sûr abominables : marqués au fer rouge au visage, ils subissent des cadences infernales et des mauvais traitements réguliers. En 1541, le franciscain Toribio de Benavente Motolinia écrira que « *le nombre d'esclaves indiens qui, jusqu'à présent, ont péri dans ces mines est incommensurable* » [5]. Outre ces violences physiques permanentes, les esclaves doivent également subir le déracinement puisqu'ils sont généralement conduits dans des endroits qui sont géographiquement radicalement différents de leur région d'origine. Hormis l'attachement sentimental et culturel à la terre, la santé entre également en jeu : les régions étant très différentes les unes des autres au Mexique, les conditions de vie ne sont pas les mêmes et l'adaptation physique peut être très difficile (encore plus du fait que l'esclave bénéficie du strict minimum). Enfin, l'esclavage n'est également pas sans conséquences sur les populations indiennes en général. Les captures d'esclaves se font bien souvent dans des bains de sang et la multiplication des raids de rafles dépeuple de façon considérable les communautés qui, dans la plupart des cas, perdent la quasi-totalité des individus en capacité de travailler (donc leur force productive).

Aux côtés de l'encomienda et de l'esclavage, coexiste également le système dit du *repartimiento*. Plusieurs fois par an (environ quarante-cinq jours au total), les Indiens sont contraints de travailler pour la Couronne, généralement sur des chantiers de construction (routes, bâtiments, etc.) ou dans les mines. Bien que (faiblement) rémunéré, ce travail n'en demeure pas moins forcé et les conditions dans lesquelles il se fait sont particulièrement difficiles (certains Indiens ainsi réquisitionnés iront même jusqu'au suicide pour y échapper).

Le 27 décembre 1512, la Couronne édite les lois de Burgos, censées réglementer le travail des Indiens à la faveur de ces derniers. Si les châtiments corporels se voient ainsi interdits, si le temps de travail doit désormais être limité, ces lois n'en demeurent pour autant peu suivies dans l'ensemble et la situation des Indiens s'améliore bien peu. Il faut attendre la première moitié du XVI^e^ pour que l'esclavage commence réellement à « décliner » au Mexique. En 1530, Charles Quint se déclare opposé à l'esclavage et le signifie aux colons de son empire. Mais le premier grand pas n'intervient qu'en 1542, le 20 novembre, avec la proclamation des Lois nouvelles (*Leyes Nuevas*) qui, rédigées à l'initiative de Bartolomé de Las Casas (alors évêque du Chiapas), interdisent l'esclavage des Indiens et abolissent le système de l'encomienda. Mais cette nouvelle législation suscite l'indignation et la colère des colons des Amériques qui craignent pour la survie de leur inique système économique. En 1544, au Pérou, Gonzalbo Pizarro mènera un soulèvement armé pour obtenir la suppression des Lois nouvelles. S'il finit décapité en 1548, il n'empêche que la mobilisation des colons freine considérablement l'application des nouvelles lois.

En 1550 et 1551, à l'issue de la fameuse controverse de Valladolid (qui opposait Bartolomé de Las Casas à Juan Ginés de Sepúlveda), l'on reconnaît que l'Indien est une création de Dieu, qu'il possède bien une âme et que, de fait, on ne peut l'asservir. À partir de cette date, les choses évoluent un peu plus vite et le nombre d'esclaves commence à diminuer. Mais les efforts de personnes comme Bartolomé de Las Casas ne sont pas les seuls responsables de ce changement. En effet, étant donné le nombre important de massacres perpétrés par les colons, étant donné la fréquence des rafles esclavagistes, étant donné les épidémies mortelles introduites par les Européens sur le continent américain, les esclaves se font de plus en plus rares et, de fait, de plus en plus chers. En outre, l'évolution de la technique tend également vers la réduction de l'esclavage, puisque, devenus onéreux, les esclaves ne sont plus aussi rentables qu'auparavant, notamment dans les mines d'argent et d'or où leur force de travail est peu à peu remplacée par l'usage du mercure (qui demeure néanmoins très cher à cette époque).

En 1548, la Couronne d'Espagne abolit définitivement l'esclavage des Indiens et, en 1561, elle déclare l'émancipation absolue des derniers esclaves[6]. Il faut cependant attendre 1632 pour que le *repartimiento* soit abandonné et 1720 pour que l'encomienda soit, à son tour, définitivement abolie.

Toutefois, l'asservissement ne disparaît pas pour autant et réapparaît sous une autre forme au sein d'une nouvelle cellule économique : l'hacienda. Proche de l'encomienda, il s'agit d'un territoire légué par la Couronne à des officiers militaires en récompense de « hauts faits ». Outre un terrain de plusieurs hectares, l'hacienda comprend également des Indiens – préalablement expropriés de leurs terres – que le propriétaire pourra faire travailler à sa guise contre un salaire de misère et dans des conditions bien souvent épouvantables. Pour les « enchaîner » à l'hacienda, les propriétaires appliquent une stratégie d'endettement (*peonaje por deudas*) qui contraint les Indiens à n'avoir d'autres horizons que les murs de la propriété jusqu'au remboursement – impossible – des dettes contractées. Outre une main d'œuvre pas chère, voire quasi gratuite, ce système permet également aux colons de se débarrasser de la concurrence que représente la vente, par les Indiens, de leurs surplus agricoles (ou autres) [7]. En 1765, voici la description que donne Don Manuel José Rubio y Salinas (alors archevêque de Mexico), des travailleurs des haciendas : « *Ce genre d'hommes, qui sont pour la plupart des Indiens, sont obligés de vivre dans les haciendas et n'ont pas la liberté de les quitter, et s'ils le font, les maîtres de celles-ci, de leur propre chef ou avec l'autorité de la justice, les y font retourner.* [...] *On ne leur permet de rien semer pour eux, ni même d'élever des animaux domestiques, ni de construire une chaumière à leur goût, parce qu'ils doivent vivre précisément dans celles que le maître leur assigne.* [8] »

Les haciendas commencent à se répandre au Mexique au XVII^e^ siècle, en « réponse » à la suppression de l'encomienda. Elles constituent alors l'un des piliers de l'économie du Mexique colonial et certaines villes bénéficient considérablement de leur développement. C'est le cas, notamment, de Guanajuato que l'on surnommera, au XVIII^e^ siècle, « la grange de la Nouvelle Espagne ».

Tout au long des XVI^e^ et XVII^e^ siècles, l'asservissement des populations indigènes ne se traduit pas seulement par une exploitation économique. Une ségrégation « spatiale » se met également en place, bien que plus discutée au sein des autorités coloniales. En 1591, une loi – continuant une précédente datée de 1563 – interdit aux Indiens de vivre dans les zones urbaines où résident les Espagnols, et ce afin d'éviter à tout prix le métissage et d'assurer plus aisément un véritable contrôle social. Dans la ville de Mexico, des quartiers spécifiques sont créés pour les indigènes qui sont contraints de s'y cantonner (San Pablo, Santa Maria, San Sebastian et San Juan). D'après Hervé Favre, « *seuls les artisans qualifiés dont le métier est indispensable au bon fonctionnement de l'économie espagnole sont autorisés à vivre dans la ville blanche, avec les personnes à leur charge* » [9]. La logique ségrégationniste a également des motivations religieuses. Vers 1530, afin de faciliter l'évangélisation des Indiens, les missionnaires catholiques fondent des villes rassemblant tous les indigènes d'un territoire donné, qui se retrouvent ainsi déplacés de force. Appelés « réductions » (*reducción*), ces « villes indiennes » vont cependant être contestées par la Couronne qui, très tôt, demande à ce que les populations indigènes vivent dans ou à proximité des villes espagnoles afin de faciliter leur acculturation et d'éviter de favoriser l'émergence de foyers indigènes potentiellement contestataires. Mais toutes ces mesures n'empêcheront pas les communautés indiennes de se soulever contre l'inacceptable.

La résistance à l'envahisseur

Les peuples indigènes du Mexique ne se sont pas laissés coloniser sans mot dire et les résistances à l'envahisseur européen se forment dès les prémices de la conquête. Toutefois, tous les peuples ne s'opposèrent pas, dans un premier temps du moins, aux conquistadores et certains, qui vivaient écrasés sous le joug de l'empire aztèque, passèrent des alliances avec eux, non sans l'espoir de mettre ainsi un terme à une vie de soumission, notamment caractérisée par le versement régulier de

lourds tributs. Si l'empire aztèque s'écroule relativement rapidement (environ trois ans), certaines régions du Mexique résisteront pendant des générations à l'envahisseur et entraveront considérablement les processus de colonisation. C'est le cas, par exemple, du nord du pays, notamment dans la Nouvelle-Galice et la Basse-Californie où les Chichimèques harcèleront très régulièrement, et ce jusqu'à la fin du XVIIIe siècle, les colons européens installés dans la zone.

En revanche, plus au sud du Mexique, la colonisation se développe extrêmement rapidement et la domination espagnole s'établit avec fermeté. Les premiers grands soulèvements indiens y interviennent à partir du début du XVIIIe siècle et mêlent revendications religieuses et désir d'autonomie. Au Chiapas, plusieurs insurrections indiennes s'en prennent ainsi aux autorités coloniales, et notamment religieuses, suite à la répression de cultes exprimant une appropriation indienne de la religion catholique. En 1708, un Indien ladino prétend ainsi avoir vu la Vierge descendre du ciel pour délivrer les Indiens de la misère qui pèse sur eux (et notamment des lourds tributs imposés par les autorités religieuses et civiles). En réaction, les habitants de la région bâtissent une chapelle et organisent un culte autour d'elle pour quémander à la Vierge sa venue immédiate et lui prier de soulager leur quotidien[10]. Cette première apparition s'ensuit d'une seconde, trois ans plus tard, en 1711, à Santa Marta. Dominica Lopez et Juan Gomez – un couple d'Indiens tzotziles – affirment, à leur tour, avoir vu la vierge et font construire une chapelle pour l'adorer. Le culte qui s'installe autour prend très vite de l'ampleur et, en 1712, un vaste pèlerinage prend pour destination la nouvelle chapelle. Ne pouvant souffrir cette appropriation indienne du catholicisme, le clergé interdit dans la foulée le culte, fait arrêter le couple Lopez-Gomez qui n'entendait pas lâcher l'affaire et réprime toute expression de soutien. Mais, en mai de la même année, une Indienne tzeltale dénommée María de la Candelaria, fait savoir à son village – Cancuc – qu'elle a, elle aussi, assisté à une nouvelle apparition de la Vierge. S'ensuivent les mêmes conséquences : construction d'une chapelle, dépôts d'offrandes, naissance d'un culte, etc. À peine un mois plus tard, en juin, le curé de la paroisse ordonne que soient fouettés les parents de María de la Candelaria, puis il détruit la chapelle. Les habitants, qui reconstruisent leur lieu de culte en un temps record, envoient une délégation à Chamula, où siège l'évêque, afin de convaincre ce dernier de leur accorder la liberté de culte. Non seulement celui-ci refuse, mais il les fait tous arrêter et les jette dans la prison de Ciudad Real. En réponse à la répression, les Indiens organisent la résistance et mettent sur pieds des « *contingents de la Vierge de Cancuc* » *pour affronter les autorités coloniales envoyées réprimer leur culte. Petit à petit, les habitants du village parviennent à fédérer autour d'eux plusieurs communautés* (Carlos Montemayor parle même de « *confédération indigène* »[11]) et remportent leurs premières victoires contre les troupes espagnoles. Ces luttes de résistance donnent également naissance à leurs premiers héros mythiques dont le plus important est sans aucun doute Juan Lopez dit « le Roi Indien » autour duquel gravitent de nombreuses légendes (dans son livre *La Rébellion indigène du Mexique : violence, autonomie et humanisme*, Carlos Montemayor retranscrit plusieurs témoignages d'Indiens à ce sujet).

Le Mexique connaîtra plusieurs autres soulèvements indiens pendant les XVIe et XVIIe siècles, en réponse à la colonisation tous azimuts des Européens, mais il serait un peu ennuyeux de tous les évoquer.

L'indépendance, pas pour tout le monde (1810-1910)

Changement de maîtres

Espérant une nette amélioration de leurs conditions de vie, nombreux sont les indigènes qui participent aux guerres d'indépendance du Mexique entre 1810 et 1821. Dans un premier temps, les proclamations sur le papier et les promesses en leur faveur sont nombreuses. Le prêtre Miguel Hidalgo, à qui l'on attribut le déclenchement de la guerre d'indépendance, va jusqu'à proclamer l'égalité sociale entre Indiens, métisses et Espagnols. Cette proclamation est par la suite inscrite dans le Plan d'Iguala, document rédigé le 24 février 1821 et constituant une ébauche de constitution pour le Mexique indépendant.

Vierge indigène rebelle

Au nom d'une unité nationale dont les discours ont bercé les guerres pour l'indépendance, les discriminations entre Indiens et Espagnols sont condamnées. Mais, dans les faits, l'exploitation des autochtones, toujours aussi tenace, demeure. Car pour accélérer le développement du capitalisme – considéré comme moderne –, les autorités suppriment, par la loi du 25 juin 1856 (dite « loi Lerdo de Tejada »), la possession collective (communautaire) des terres – aussi bien celles du clergé que des Indiens – au profit d'un processus de privatisation considérable qui anéantit les communautés indigènes.

Ainsi expropriés, nombre d'Indiens se voient dans l'obligation de vendre leur force de travail aux propriétaires de latifundios (grande propriété foncière) qui les font bosser dans des conditions lamentables. En outre, la plupart des Indiens étant prisonniers du perfide système de l'endettement perpétuel (*enganche*), ils sont, eux et leurs enfants (la dette se transmet de génération en génération), enchaînés à la propriété de leur « maître ». À côté de ces latifundios, l'on trouve également les ranchos, propriétés de taille moyenne dirigées par des rancheros et où travaillent aussi des Indiens, le plus souvent dans des conditions guère meilleure que dans les latifundios et en échange de salaires de misère, pour peu qu'ils n'aient pas contracté de dette.

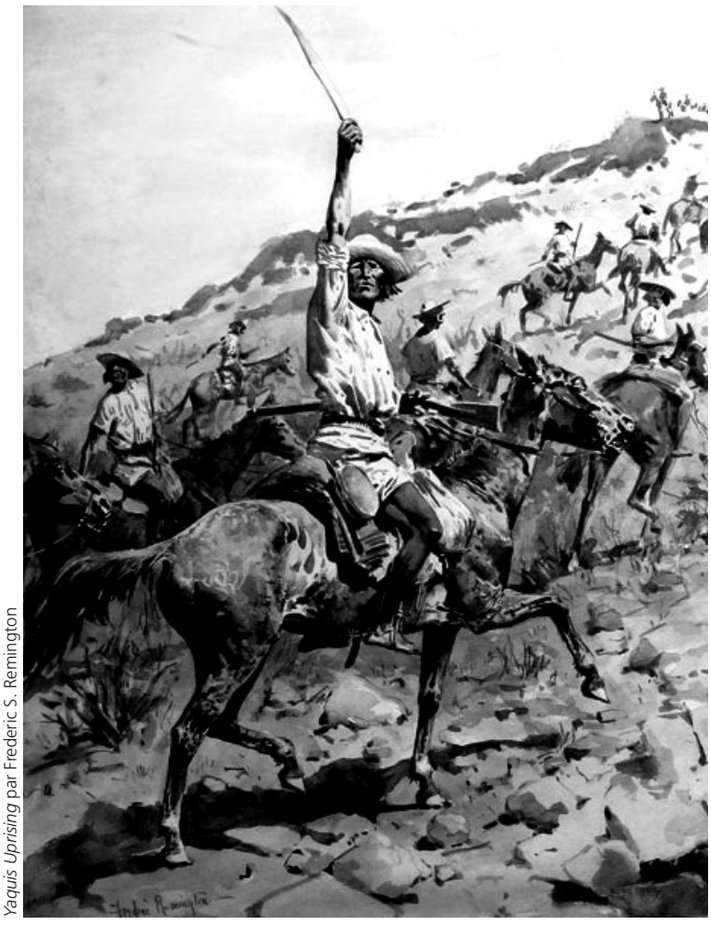
En réalité, donc, pour les Indiens, l'indépendance du Mexique ne signifie rien d'autre qu'un changement de maître, celui-ci passant plus ou moins du colon européen – sujet de la Couronne espagnole – au « créole » mexicain, fraîchement indépendant. Et encore, à en croire Fernando Matamoros Ponce, « *la nouvelle classe dominante se différenciait peu de la précédente, car seule une partie infime des Espagnols avait été remplacée par le créoles* »[12]. Sous les présidences de Benito Juarez, bien que lui-même indien zapotèque, la question indigène ne trouve guère plus d'échos dans les sphères gouvernementales et aucune amélioration tangible ne fut réellement apportée, d'autant qu'il ne revint pas sur les lois de la Réforme qui, quelques années plus tôt, avaient entériné l'expropriation des communautés indiennes. En revanche, l'empereur Maximilien de Habsbourg, qui lui succède après l'invasion française en 1862, proclame plusieurs lois visant à protéger les Indiens dont il recherche le ralliement pour asseoir son pouvoir : temps de travail limité, libération des Indiens endettés auprès des grands proprié-

taires, etc. Mais son règne est de courte durée, Benito Juarez parvenant, en 1867, à repousser les armées françaises et à reprendre le pouvoir.

Sous le règne de Porfirio Diaz (1876-1910), les expropriations des Indiens (pourtant en expansion démographique) continuent, se multiplient et s'accélèrent, notamment par le biais des compagnies d'arpentage. Celles-ci, autorisées par une loi proclamée en 1883, sont chargées de repérer et de mesurer les terres en friche du pays pour, à terme, élaborer leur colonisation et leur exploitation (en échange de ce travail, les compagnies recevaient un tiers des terrains)[13]. Dans le sud du Mexique, et notamment dans l'État du Chiapas, l'arpentage sert de prétexte à une expropriation massive des terres des communautés indiennes (pourtant cultivées !), lesquelles, ne disposant pas de documents officiels justifiant leur droit de propriété, se voient dans l'obligation de les céder. L'arpentage fut d'autant plus scandaleux qu'il conduisit à une accumulation démentielle de terres qui, pour la plupart, ne furent même pas cultivées ou bien « de manière archaïque »[14].

Les insurrections yaquis et autres soulèvements indiens

Ayant cru un temps – pour certains du moins – que l'Indépendance leur amènerait davantage de liberté, les populations indiennes du Mexique sont vite revenues de leurs illusions et s'insurgent contre la colonisation et les conditions de vie abominables que leur imposent les nouveaux maîtres du pays. Après les Opatas en 1820, ce sont les Yaquis qui, en 1825, se soulèvent contre les Européens dans le Sonora, donnant naissance à un puissant mouvement insurrectionnel qui durera plusieurs décennies. Conduite par Ignacio Jusacamea (aussi connu sous le nom de Juan Banderas), et soutenue par d'autres peuples indiens (Mayas, Seris, Opatas, etc.), cette rébellion armée décrète la fin de la domination coloniale et proclame la Confédération des Indiens du Sonora. Bien que Ignacio Jusacamea soit capturé puis exécuté en 1832, le mouvement insurrectionnel yaqui se poursuit jusqu'en 1908, alternant phase de paix (des traités sont signés en 1858 et en 1859, mais sont vite rejetés) et phase de guerre (dont les plus illustres sont celles menées par Mateo Barqui en 1858, par Jose Maria Leyva Cajeme en 1884 et par Juan Maldonado Tetabiate en 1887). De 1900 à 1908, pour tenter d'écraser la rébellion, le gouvernement mexicain entreprend de déporter quelque 15 000 Yaquis dans le Yucatan et intensifie les massacres d'Indiens dans le Sonora, allant jusqu'à offrir 200 pesos pour chaque Indien qui y sera exécuté. Cette opération sans commune mesure jusqu'alors met un terme au soulèvement.



Yaquis Uprising par Frederic S. Remington

Quant au Chiapas, les quelques soulèvements indiens du XIXe siècle prennent encore des colorations religieuses. En 1868, les Indiens tzotzils, toujours désireux de s'approprier le christianisme, de « l'indianiser », crucifient un môme (Domingo Checheb) pour en faire leur propre Christ et, armés, marchent sur San Cristobal de Las Casas où ils sont néanmoins repoussés.

D'autres révoltes indiennes marquent le XIXe siècle mexicain : au Vera-Cruz en 1834 avec la proclamation du retour à l'ancien système politique aztèque ; en 1857 dans le Guerrero pour un retour à la constitution fédéraliste abolie en 1836 ; au Yucatán en 1848 avec la proclamation de la République séparatiste yucatèque, etc.[15] Mais c'est surtout au XXe siècle que les revendications paysannes et indigènes vont trouver, avec la révolution mexicaine, et principalement le mouvement d'Emiliano Zapata, de quoi s'affirmer.

La révolution confisquée (1910-1992)

Une armée de paysans à la conquête de la réforme agraire

La révolution mexicaine, qui éclate en 1910, met à bas la dictature de Porfirio Diaz et assoit Francisco Madero sur le trône du pouvoir. En octobre de cette année charnière pour l'histoire du Mexique, le nouveau président promulgue le Plan de San Luis Potosí qui comporte un certain nombre de réformes agraires favorables aux paysans et aux Indiens, dont la principale consiste à restituer aux communautés indigènes les terres volées par les gouvernements précédents.

Toutefois, dans le sud du pays, dans l'État du Morelos, le général de l'Armée libératrice du Sud, Emiliano Zapata (nommé par Madero), sensible depuis longtemps aux problèmes paysans et indigènes, réclame, lui, une réforme agraire beaucoup plus ambitieuse dont il expose les termes dans le plan d'Ayala, rédigé le 25 novembre 1911.

Francisco Madero, agacé et conscient de la popularité de son général du Sud, fait en sorte de nommer dans l'État du Morelos un gouverneur qui lui est favorable et fidèle afin d'enrayer l'action de Zapata. Mais ce dernier, qui n'a pas l'intention de lâcher l'affaire aussi facilement, mobilise à nouveau l'Armée libératrice du Sud et entend conquérir une vraie réforme agraire, par les armes s'il le faut. Composée de paysans pauvres, dont beaucoup d'Indiens, cette armée populaire sans uniformes n'a rien de professionnelle et, « *pour les hommes qui lutt* [ent] *dans ses rangs, comme pour les femmes qui les accompagn* [ent], « *être un peuple* » *compt* [e] *plus qu'être une armée* » (John Womack). Outre les paysans, Emiliano Zapata s'appuie également sur une partie du clergé populaire, et notamment des curés de Tepoztlan, de Tlaltizapan et de Santa Maria[16]. Cette volonté de ne pas se couper de ces religieux sensibles à la misère paysanne – et, plus généralement, à la question sociale – distingue le mouvement de Zapata des autres grands groupes révolutionnaires, et notamment de celui de Carranza, connu pour son anticléricalisme fanatique.

Dans les zones dont ils prennent le contrôle, les zapatistes organisent la redistribution des terres aux paysans. Une démocratie sociale et locale est également mise en place, articulée autour de conseils de village composés d'individus élus par la collectivité de façon démocratique. Dans *Naissance de notre force*, le révolutionnaire francophone Victor Serge rend hommage à cette expérience révolutionnaire méconnue : « *Emiliano Zapata créa dans la montagne de Morelos, avec les paysans soulevés, descendants des anciennes races cuivrées, une république sociale. La première des temps modernes.* »

En réaction, Francisco Madero envoie plusieurs généraux combattre l'armée populaire de Zapata, dont le célèbre Victoriano Huerta. En vain. Finalement, le nouveau président est rattrapé par l'implacable course du pouvoir et, en 1913, le même général Huerta le destitue, le fait assassiner et prend les rênes du pays. Mais le règne du militaire ne

Zapatistes au début du XXe siècle (photo de Augustin Victor Casasola)

sera, là aussi, que de courte durée. Autour de ceux que l'on appelle les « constitutionnalistes » – dirigés par Venustiano Carranza –, Emiliano Zapata (au Sud) et Pancho Villa (au Nord) mettent un terme au régime de Huerta. Une convention est formée en vue de créer un nouveau gouvernement national, mais Zapata refuse d'y participer, arguant que ses membres n'ont pas été démocratiquement désignés.

En 1915, Venustiano Carranza accède à la présidence du Mexique et, en 1917, sous la pression des zapatistes du Morelos, il inscrit la réforme agraire dans la constitution du pays. Mais Emiliano Zapata exige toujours une réforme agraire radicale et ne peut souffrir Carranza, qu'il perçoit comme un politicien libéral ambitieux auquel l'on ne peut se fier. Épine dans le pied du nouveau gouvernement, Carranza décide de se débarrasser des zapatistes par la force et envoie ses troupes dans l'État du Morelos. Multipliant les pillages, les meurtres et les viols, les soldats fédéraux terrorisent la région, mais peinent à mettre en échec la résistance zapatiste. Il faudra attendre le mois d'avril 1919 où, usant de la ruse, Carranza parvient à tuer Zapata dans l'hacienda de San Juan Chinameca. Ce général d'une armée de paysans et d'Indiens n'aura certes pas pu mener à bien toutes ses ambitions, mais le mouvement qu'il aura impulsé – et qui se distinguait singulièrement des autres factions révolutionnaires, lesquelles étaient plus soucieuses de lutte politique que de changement social – aura été essentiel pour donner à la révolution mexicaine un aspect social.

Zapata mort, la réforme agraire n'en reste pas moins inscrite dans la constitution et les présidents qui se succèdent à la tête du pays poursuivent, plus ou moins timidement, la répartition des terres. Celui qui y attachera la plus grande importance est sans conteste Lázaro Cárdenas del Río, qui arrive au pouvoir en 1934 et qui, durant son mandat, redistribue plus de 17 millions d'hectares de terres et rédige un nouveau code agraire qui donne des terrains à ceux qui n'en possèdent pas. Ces ensembles fonciers, qu'on appelle « ejidos », appartiennent à l'État, mais les paysans ont l'usufruit. Le métayage y est interdit et il est impossible de louer ou de vendre les terres qui le composent (mais elles peuvent se transmettre par l'héritage). Toutefois, nombre d'anciens métayers devenus propriétaires via un ejido n'ont techniquement pas de quoi exploiter les terres qu'ils possèdent désormais. Ils en viennent alors à avoir recours au faire-valoir indirect en confiant leurs terres à des tenanciers ayant les moyens de les travailler. Généralement dans des situations sociales bien plus aisées que ces propriétaires d'ejidos dénués d'outils de travail, on les appelle parfois les « métayers-patrons »[17].

C'est également sous la présidence de Cárdenas que naissent les premières institutions relatives à la question indienne. Ainsi, le 9 avril 1934, est créé le Département d'action sociale et culturelle et de protection indigènes, une institution chargée de veiller au respect des lois indigènes et d'offrir une aide juridique aux populations indiennes la nécessitant[18].

En 1940, plusieurs représentants d'État des Amériques se réunissent à Patzcuaro lors du premier Congrès indigéniste interaméricain, pour débattre des problèmes indigènes et tenter d'ébaucher des solutions. S'ensuit, en 1946, la formation d'une Direction des affaires indigènes et la création de l'Institut national indigène (INI) chargé d'étudier les possibilités de développement des communautés indigènes, d'analyser les problèmes et d'élaborer des solutions. L'INI se dote de plusieurs centres coordinateurs dans les régions du pays à forte densité indienne. Néanmoins, force est de constater que ces efforts apparents issus du haut de la pyramide « cachent » une réalité très différente qui témoigne de la persistance de la marginalisation des populations indigènes du Mexique. Beaucoup des terres données aux Indiens sont mauvaises – isolées, irrigation impossible ou limitée, rendement productif faible – et très peu d'efforts sont faits pour moderniser les techniques d'exploitation du sol. Les terres riches, quant à elles, sont en majorité possédées par les grands propriétaires fonciers que la réforme agraire n'a pas fait disparaître. Si les Indiens possèdent donc des terres, celles-ci « *font subsister la population dans un état misérable* »[19]. D'un point de vue purement politique, les communautés indigènes n'ont absolument aucune réelle autonomie. Le PNR, puis le PRI, contrôle l'expression des Indiens via des comités politiques municipaux créés dans les communautés pour

faire remonter, au niveau des districts et de l'État, les revendications des indigènes. Si certains voient dans ce système une intégration effective des Indiens au jeu politique – et donc à la nation –, il s'agit surtout d'une mainmise du parti au pouvoir sur l'expression des communautés.

D'un point de vue culturel et national, après la révolution, les gouvernements successifs optent pour une politique indigéniste dite assimilationniste qui consiste à ne plus construire l'identité sur l'appartenance ethnique. Dans cette logique, les autorités favorisent l'immigration des Indiens vers les villes, l'apprentissage de l'espagnol, le métissage biologique, et nient la spécificité des cultures indiennes. Cette politique d'acculturation est également relayée par de nombreux politiciens et intellectuels de gauche qui aspirent à faire de l'Indien un prolétaire parmi les autres, en niant les revendications culturelles et identitaires qu'il porte pour le limiter à son seul statut d'exploité.

Il faudra attendre les années 1980 pour que cette politique soit abandonnée au profit d'une valorisation de la diversité ethnique et culturelle du Mexique. Mais, paradoxalement, le néolibéralisme se développe à vive allure (ouverture du marché national à l'étranger, privatisation des services publiques, coupes budgétaires dans les domaines sociaux, etc.) et les populations paysannes, et en particulier les indigènes, en sont les premières victimes. Autrement dit, s'ils commencent à être reconnus politiquement et si l'on met en avant leurs cultures, les Indiens restent économiquement exclus.

Le 6 janvier 1992, le gouvernement mexicain, qui poursuit sa course effrénée vers le néolibéralisme, met un terme à la répartition des terres et s'attaque aux droits des ejidos, présentés comme des obstacles au développement du capitalisme dans le pays, empêchant les investissements privés et offrant une rentabilité économique bien trop faible. La loi rend désormais possible l'achat et la vente des terres des ejidos, leur privatisation, leur location, le faire-valoir indirect et les investissements privés. Des Indiens se voient ainsi expulsés de leurs terres pour construire des complexes écotouristiques, des autoroutes, des aéroports, des exploitations minières, etc. Les communautés, qui survivaient déjà dans la misère, s'enfoncent encore plus dans la pauvreté et l'isolement. Le Chiapas est l'un des États les plus significatifs de l'exclusion des Indiens et de leurs conditions de vie misérables. D'après Christian Rudel[20], à la veille du soulèvement zapatiste de 1994, l'État du Chiapas est, du strict point de vue de la production de ressources, l'un des plus riches du pays : premier producteur national de café et de maïs, 21 % de la production nationale de pétrole, 47 % de la production nationale de gaz et 55 % de la production nationale d'énergie électrique. Mais malgré ces richesses, 60 % des Indiens y vivent « *dans l'extrême pauvreté et la misère* », avec, notamment, une mortalité infantile de 120 %.

Guérillas et organisations paysannes indigènes

Si la révolution mexicaine a donc apporté quelques améliorations significatives dans certaines communautés indiennes, les ambitions néolibérales ont rapidement rétabli des conditions de vie déplorables en les exposant une fois de plus à la misère. En réaction, le Mexique du XX^e^ connaîtra plusieurs mouvements de guérillas qui s'appuieront sur les revendications indigènes. L'un des États les plus touchés par ce phénomène est sans doute le Guerrero, avec les guérillas du professeur Genaro Vázquez Rojas et de Lucio Cabañas (1967-1974). Ce dernier, ancien secrétaire général de la Fédération des étudiants paysans socialistes du Mexique et fondateur du Parti des pauvres, s'illustrera notamment par l'enlèvement, le 30 mai 1974, de Rubén Figueroa, sénateur de la République mexicaine et candidat PRI au gouvernement du Guerrero (qui sera libéré le 8 septembre en échange de 50 millions de pesos). Lucio Cabañas sera tué, le 2 décembre 1974, par les soldats fédéraux, mais son Parti des pauvres se rapprochera, en 1989, d'autres groupes révolutionnaires armés pour fonder l'Armée populaire révolutionnaire (EPR), toujours en activité de nos jours. La lutte gouvernementale contre les guérillas du Guerrero, principalement menée par le tristement célèbre Nazar Haro et ses Brigades blanches, reposera essentiellement sur une campagne de terreur qui ensanglantera les communautés indigènes de l'État (enlèvements, harcèlements, tortures et exécutions arbitraires).

L'autre guérilla importante du XX^e^ siècle mexicain est celle menée par les Forces de libération nationale (FLN). Fondées en 1969 à Monterrey peu après la brutale répression du mouvement étudiant de l'année précédente, ce mouvement se démarque de ses homologues par son refus des braquages de banque et des enlèvements. Son travail consiste essentiellement à organiser et à conscientiser les opprimés du Mexique en vue d'une révolution socialiste. Des cellules s'implantent dans plusieurs États, et notamment au Chiapas en 1972. Elle devra néanmoins s'en retirer en 1974 suite à la saisie des archives de l'organisation par la police à Monterrey. Elle n'y reviendra qu'en 1983 et jettera, en partie, les bases de la future Armée zapatiste de libération nationale.

Si ces guérillas révèlent le climat de tension social et politique dans lequel baigne alors le Mexique, elles n'en restent pas moins des mouvements marxistes-léninistes cherchant la conquête du pouvoir étatique et, en cela, divergent énormément des valeurs et des pratiques « libertaires » portées par le mouvement zapatiste contemporain qui a su rompre avec les vieux schémas de la lutte armée. Outre ces groupes armés, les communautés indigènes ont su prendre elles-mêmes leurs intérêts en mains et ont créé, au XX^e^ siècle, plusieurs organisations de lutte paysanne. C'est le cas, par exemple, de l'Organisation paysanne Emiliano-Zapata (Ocez), créée en 1981 et issue de la communauté Venustiano-Carranza. Indépendante des partis politiques, elle refuse également toute négociation avec l'État. Sa fondation fait suite à plusieurs mouvements paysans du Chiapas, et notamment celui des occupations de terres de 1976 dont la répression avait fait deux morts. D'autres organisations paysannes verront également le jour (notamment la Centrale indépendante d'ouvriers et paysans – en réalité liée au Parti communiste), et, comme l'Ocez, auront pour principales activités la récupération de terres à des grands propriétaires fonciers. Entravant ainsi considérablement les ambitions démesurées du capitalisme agraire, la répression qu'elles subissent de la part des autorités est considérable : arrestations arbitraires, enlèvements, assassinats (c'est le cas, par exemple, d'Arturo Albores, membre de l'Ocez assassiné en 1990), confiscation d'outils de travail (sous prétexte qu'une machette et une scie sont des armes), etc. Quand elles ne répriment pas avec la violence, les autorités essaient d'instaurer des divisions entre les différents groupes revendicatifs, notamment en distribuant un même terrain à deux organisations ou en essayant de corrompre certains leaders.

Le réseau religieux attaché aux principes de la théologie de la libération jouera également un rôle important dans les résistances indiennes, notamment au Chiapas. Aspirant à construire un pont entre les valeurs de charité de la foi chrétienne et les préoccupations de classe du socialisme marxiste, entre l'avènement du royaume divin et celui de la révolution socialiste, ces « curés rouges » porteront une attention particulière à la situation dramatique des communautés indiennes. Au Chiapas, l'évêque de San Cristobal de Las Casas, M^gr^ Samuel Ruiz (dit « l'évêque rouge »), met ainsi en place un réseau de 7 800 catéchistes indiens qui participeront en partie à la conscientisation des communautés indigènes. Défenseur de la cause de ces peuples opprimés, il organise, en 1974, lors du 500^e^ anniversaire de la naissance de Bartolomé de Las Casas, le Congrès indigène du Chiapas pour discuter et dénoncer les problèmes quotidiens subis par les communautés. Lors de la visite de Jean-Paul II en 1993, plusieurs puissants du Mexique (politiques et grands propriétaires), agacés par l'attitude de l'évêque « révolutionnaire », mèneront une campagne pour demander son limogeage. En vain.

Enfin, en 1991 et 1992, la célébration organisée par le gouvernement mexicain de l'anniversaire des 500 ans de la conquête espagnole attise la colère des organisations indigènes. En septembre 1991, le Conseil du Guerrero : 500 ans de résistance indigène, noire et populaire (CG500ARI) est créé et appelle les peuples indiens du pays à se rassembler pour organiser une contre-célébration. Des conseils indigènes sont créés dans plusieurs États pour coordonner l'événement. En

«Vous êtes en territoire zapatiste en rébellion. Ici le peuple commande et le gouvernement obéit.» (Chiapas)

1992, du 2 au 12 octobre, des milliers d'Indiens battent le pavé des routes de Chilpancingo à Mexico dans le cadre de la Marche pour la dignité et la résistance des peuples indigènes. Un «défilé» impressionnant qui annonce à sa manière le soulèvement qui, deux ans plus tard, surprendra le monde entier…

La création de l'EZLN en 1983 s'inscrit pleinement dans ces cinq cents ans d'oppression et de résistance indigène. «Mélange habile» de guérillas marxistes-léninistes, de luttes paysannes organisées et de théologie de la libération, le soulèvement armé qu'elle mènera en janvier 1994 sera le début d'un long processus, encore en cours, qui tente de redonner aux Indiens du Chiapas une vie libre et épanouie. Le zapatisme contemporain a ainsi ouvert la porte à de nouveaux espoirs pour tous les damnés de la Terre. Des espoirs qui se rapprochent étroitement de ceux que les anarchistes nourrissent en leur cœur depuis plus d'un siècle : un monde libéré des États et de la propriété privée, un monde libre et fraternel où tout un chacun peut vivre dans la dignité.

Guillaume Goutte
Groupe Salvador-Segui
de la Fédération anarchiste

1. *New Spain's Century of Depression*, 1951.

2. Notons, toutefois, que l'esclavage existait déjà au Mexique, bien que sous d'autres formes, avant l'arrivée des Européens.

3. Berthe Jean-Pierre, «Aspects de l'esclavage des Indiens en Nouvelle-Espagne pendant la première moitié du XVI^e siècle», in *Journal de la Société des Américanistes*, tome 54, n° 2, 1965, page 192.

4. *Idem*, page 193.

5. Cité par Alexandre Lipschutz dans «Problèmes agraires de l'Amérique latine. Survivances coloniales et précoloniales», in *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, 21^e année, n° 4, 1966, page 781.

6. Henri Favre, «La question indienne au Mexique», in *Politique étrangère*, n° 5-6, 1961, page 449.

7. Jean-Philippe Colin, «Le métayage à travers l'histoire agraire du Mexique», in *Figure du métayage : étude comparée de contrats agraires (Mexique)*, IRD Éditions, 2003, Paris, page 63.

8. Cité par François Chevallier dans *La Formation des grands domaines au Mexique : terre et société, XVI^e-XVII^e-XVIII^e siècles*, L'Harmattan, 2006, Paris, page 25.

9. Hervé Favre, «La question indienne au Mexique», in *Politique étrangère*, n° 5-6, 1961, page 451.

10. Carlos Montemayor, *La Rébellion indigène du Mexique : violence, autonomie et humanisme*, Éditions Syllepse et Presses de l'université Laval, 2001, Paris, page 93.

11. *Idem*, page 96.

12. *Mémoire et utopie au Mexique : mythes, traditions et imaginaire indigène dans la genèse du néozapatisme*, Éditions Syllepse, 1998, Paris, page 41.

13. D'après Annamària Lammel, «entre 1881 et 1906, 49 millions d'hectares furent ainsi arpentés, soit près du quart du territoire national» (*Adaptation, violence et révolte au Mexique*, L'Harmattan, 2003, Paris, page 273).

14. Charles Lancha, *Histoire de l'Amérique hispanique, de Bolivar à nos jours*, L'Harmattan, 2003, Paris, page 85.

15. (Henri Favre, «La question indienne au Mexique», in *Politique étrangère*, n° 5-6, 1961, pages 439 et 440.)

16. Jean A. Meyer, «À propos d'un livre et d'un cinquantenaire : la mort de Zapata», in *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, volume XXVI, numéro 6, 1971, page 1201.

17. Jean-Philippe Colin, «Le métayage à travers l'histoire agraire du Mexique», in *Figure du métayage : étude comparée de contrats agraires (Mexique)*, IRD Éditions, 2003, Paris, page 77.

18. Henri Favre, «La question indienne au Mexique», in *Politique étrangère*, n° 5-6, 1961, page 456.

19. *Idem*, page 447.

20. «Revendications indigènes en Amérique latine», in *Espaces Latinos* (www.espaces-latinos.org), septembre 2011.

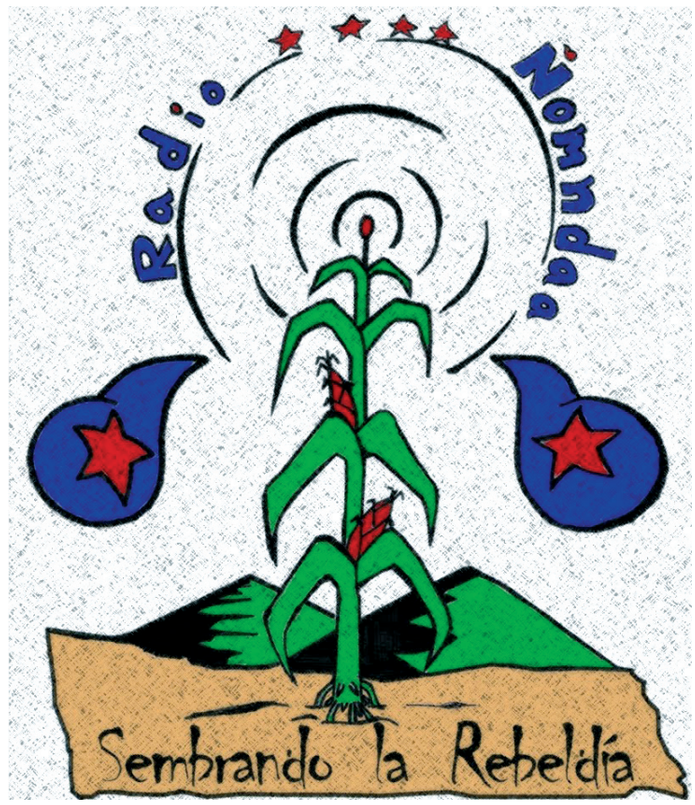
L'autonomie amuzga sur les ondes du Mexique

Rencontre avec Anna, auteure du documentaire *La Palabra del agua*

Guillaume : De quand date ta première rencontre avec le Mexique ?

Anna : J'ai découvert le Mexique en 2008 grâce à une succession d'heureux hasards. Je m'étais intéressée, comme beaucoup, au mouvement social d'Oaxaca en 2006 à travers des écrits, des témoignages. Les expériences qui nous parvenaient ici faisaient particulièrement écho dans le contexte de la lutte que nous vivions alors, un embrasement qui dépassait largement les revendications anti-CPE et laissait espérer une vraie réappropriation de la politique, dans la durée. En 2008, de façon inattendue, j'ai eu l'opportunité d'aller pour quelques mois à Oaxaca. Je ne connaissais presque rien de ce pays, de sa culture, mes quelques représentations étaient liées à la Commune d'Oaxaca. J'ai voulu entamer ce voyage l'esprit le plus vierge possible et m'ouvrir à la complexité de ce mouvement qui, même s'il ne connaissait plus la même intensité, était encore bien vivant, dans l'espace urbain, les rassemblements, les histoires, la mémoire. Le mouvement était encore frémissant malgré le dispositif d'État pour réprimer ses manifestations, effacer ses traces. Oaxaca portait encore sur ses murs les traces évocatrices de ce soulèvement, qui était tout frais dans l'esprit des gens, présent sur toutes les lèvres, sujet à d'innombrables interprétations et sentiments qui circulaient et se laissaient partager. J'ai découvert à quel point ce mouvement avait été, et continuait d'être, présent dans le quotidien des gens, y compris ceux qui ne partageaient pas ses visées. Tout le monde y avait été lié à sa manière, ceux qui y avaient directement pris part, comme les autres. Je me suis rapprochée de collectifs de graffeurs, de vidéastes, qui cherchaient à refléter les aspirations populaires à travers leur art tout en restant connectés à la lutte, et favorisant par leur pratique une réappropriation de ces outils par la population. J'ai apprécié l'absence de séparation entre ce type d'initiative et l'expérience de la lutte qui se construit au quotidien, le côté incluant, encourageant chaque personne à s'essayer seule ou collectivement à de nouvelles formes d'expression et de vie, à laisser sortir ce qu'elle a en elle en dehors de tout critère préétabli, mettant ainsi à mal la notion d'expert (de la lutte, de l'art, de la parole, etc.) et ouvrant de vrais espaces.

J'ai passé cinq mois d'une intensité surprenante que je dois à des rencontres très riches, à une culture du partage et une spontanéité de l'accueil que je n'avais ressentie nulle part ailleurs. Cinq mois, ça laisse à peine le temps d'entrevoir un univers, et je suis repartie avec plus de questions qu'à mon arrivée. J'ai commencé, ici, à développer le projet « À l'ombre du maguey », collection intégrée à la maison d'édition associative Collectif des métiers de l'édition dont l'origine remonte à 2010. L'idée de cette collection vient de la rencontre avec un collectif de réalisateurs à Mexico, En la linea, et l'envie de faire connaître, par la traduction et la publication, des documentaires et/ou des ouvrages mexicains illustrant des questions sociales qui restent trop souvent « dans l'ombre ».



Guillaume : Comment s'est passé le tournage du documentaire ? Le projet a-t-il été immédiatement bien reçu ou a-t-il suscité quelques réticences de la part des Amuzgos concernés ? As-tu rencontré des difficultés particulières ?

Anna : Je n'ai pas participé à la réalisation du documentaire. J'ai rencontré les réalisateurs, Ulises et Hugo, par la suite. C'est à partir de 2010 que je me suis impliquée dans le projet de diffusion de *La Palabra del agua* en France, à travers le sous-titrage du documentaire et l'élaboration du livre. L'origine du documentaire remonte à octobre 2007, à la Rencontre des peuples indigènes d'Amérique de Vicam, dans le Sonora. À cette occasion, Hugo et Ulises se sont rapprochés de Radio Ñomndaa, et le projet de documentaire et de recherche autour du rôle des radios communautaires dans les luttes pour l'autonomie a vu le jour. Ils n'ont connu aucune réticence de la part des membres de la radio, ni de la communauté amuzga. Au contraire, le projet a été bien accueilli. Les réalisateurs ont effectué plusieurs visites à Xochistlahuaca pour connaître l'environnement, faire les entretiens auprès du comité directeur de la radio et plus lar-

gement des habitants et sympathisants du mouvement pour l'autonomie, puis dessiner progressivement la problématique. Le parti-pris non interventionniste des réalisateurs, notamment à travers la pratique d'entretiens ouverts, a permis un rapport de confiance avec les habitants confrontés pour la première fois à ce type de collaboration. Cette démarche offre aussi une souplesse narrative qui permet d'apprécier la liberté d'expression des personnes qui interviennent dans *La Palabra del agua*.

La diffusion envisagée par la suite m'a conduit à prendre contact avec les membres de Radio Ñomndaa, afin de recueillir leur avis sur ce projet, les tenir informés de l'avancement, les impliquer dans le processus. Ce projet a été bien reçu d'autant plus que l'idée, instaurée dès le début, est de reverser une partie des bénéfices issus de la diffusion à la radio pour la soutenir dans l'achat de matériel, l'organisation d'évènements. Le travail autour du livre a impliqué de la recherche documentaire, du travail de terrain et de la traduction. Ça a été très enrichissant. La spécificité du sujet a bien suscité beaucoup de questions quant à la façon de le traiter, en prenant en compte notre contexte, par quelles entrées, à partir de quelles sources, etc. L'idée étant avant tout d'ouvrir l'accès à ces questions aux personnes pas spécialement averties…

La rencontre, l'été dernier, avec Radio Ñomndaa lors de mon passage dans le Guerrero, a été un des moments le plus attendu et le plus enrichissant de cette aventure. Pouvoir enfin se rencontrer et partager, pouvoir situer la radio et le projet d'autonomie dans un contexte physique, humain et culturel.

Guillaume : Comment est né le projet *La Palabra del agua* ? Pourquoi t'être concentrée sur la radio communautaire Ñomndaa ?

Anna : En 2008, j'ai assisté à des cycles de projections de documentaires militants réalisés par des étudiants de Mexico spécialisés en vidéo-documentaire. Parmi ces productions se trouvait *La Palabra del agua*, un travail de fin d'études accompagné d'un mémoire abordant la question du « *rôle de la radio communautaire dans la défense de l'identité des peuples indigènes du Mexique : cas de Radio Ñomndaa, Suljaa', Guerrero* ». J'ai été particulièrement intéressée par la manière, simple et limpide, dont les protagonistes abordent leur vision et leur expérience de l'autonomie. J'entrais en contact avec ces questions. J'ai souhaité relayer l'expérience de Radio Ñomndaa à travers une diffusion du documentaire en France, intégrée à une démarche de soutien à la radio.

Un échange s'est instauré avec les réalisateurs, qui commençaient à monter, à Mexico, un collectif de production vidéo indépendante appelé En la Linea. La dimension engagée et la réflexion entourant leurs travaux m'ont inspiré pour la création, à mon retour, de la collection « À l'ombre du maguey », dont *La Palabra del agua* est la première parution. Par ailleurs, nous avons trouvé intéressant de « décentrer » la question de l'autonomie qui est souvent abordée en relation aux *municipios* autonomes zapatistes, acteurs de l'autonomie « *sin permiso* » dans la région du Chiapas, pour se concentrer sur un autre contexte, la région du Guerrero, et le faire par l'entrée de la création d'un média libre.

Je pense que l'expérience de Radio Ñomndaa est une bonne entrée pour aborder le lien entre médias libres et autonomie au Mexique. Il s'agit d'une radio emblématique des nombreux projets de communication indigène au Mexique. La popularité dont elle jouit l'aide à tenir dans la durée en dépit du harcèlement d'État. Malgré les persécutions qu'elle subit en raison de son statut d'illégalité et de l'onde de choc émancipatrice qu'elle produit, elle émet depuis presque huit ans, et permet à un tas de projets de se développer. Elle continue d'alimenter le processus d'autonomie dans le *municipio* de Xochistlahuaca, Guerrero, et d'ouvrir des espaces de rencontre et d'organisation.

Le livre qui accompagne le documentaire a pour objectif d'approfondir les questions que soulève ce dernier, parmi lesquelles : que sont les radios communautaires ? Elles sont nombreuses et variées au niveau de leurs statuts et de leurs contenus, d'où l'intérêt d'en proposer un panorama dans le livre. Pour en toucher un mot au sens très général, les radios communautaires visent à satisfaire les besoins de la communauté, elles impliquent la participation de leurs membres dans la production et la transmission des contenus, elles sont sans but lucratif. Leur champs thématique est ample et dépend de la communauté d'origine (communauté territoriale, ethnique, politique, sociale, de genre, etc.), pour laquelle les contenus abordés sont politiquement, culturellement et socialement signifiants. Elles ne requièrent pas les rigueurs du langage radiophonique à l'œuvre dans les médias traditionnels. La parole est encouragée à s'y développer librement, en dehors des genres et des formats prédéterminés, c'est pourquoi elles font l'objet d'une appropriation collective.

Guillaume : Quel est leur rôle dans la résistance ?

Anna : Nous abordons, car c'est incontournable, la visée de transformation sociale de ces radios, qui surgissent toujours à partir d'un mouvement social ou d'un contexte de lutte.

De quelles autonomies parle-t-on ? En France, on n'a pas forcément la même approche sur la question de l'autonomie. La façon de concevoir cette pratique varie en fonction du contexte, des conditions historiques, sociales, culturelles, politiques, économiques, etc. Par ailleurs, il ne peut exister de formule unique pour aborder cette question : on parle d'autonomies au pluriel. Malgré cette diversité des expériences, nous avons souhaité dessiner les contours de ce que l'on entend par « autonomie » dans les communautés indigènes du Mexique, à partir de quatre éléments qui en façonnent les pratiques : le travail communautaire, les instances politiques de décision, la préservation de l'identité et la relation au territoire.

Le livre est à la fois le fruit d'un travail de recherche documentaire et de terrain visant à rendre compte de l'articulation entre ce type de média et les mouvements sociaux, en particulier le mouvement pour l'autonomie qui prend de l'ampleur au Mexique depuis ces vingt dernières années. Il s'agit aussi, à travers les entretiens, de donner la parole aux acteurs de cette expérience. L'entretien avec les membres de la radio, « Radio Ñomndaa par elle-même », issu de notre rencontre l'été dernier, est très complet. Les participants y retracent sa création en l'ancrant dans le contexte national, ses champs d'action, son actualité. Nous avons aussi sollicité la participation de la journaliste mexicaine Gloria Munoz Ramirez, experte en matière de luttes des peuples indigènes, et qui relaye régulièrement l'activité de Radio Ñomndaa et les processus auxquels elle doit faire face. Face à la spécificité des questions portées par le documentaire, le livre naît d'une volonté d'élargir l'accès à ces questions, peu relayées ici, en en proposant un approfondissement.

Guillaume : Quelle place occupe la radio dans le projet d'autonomie ?

Anna : La radio occupe une place essentielle dans le projet d'autonomie, elle y est intimement liée. Elle est un outil de communication et de construction fait par les communautés, au service des communautés. Son rôle ne peut être évoqué indépendamment du projet politique, ses origines en témoignent. La radio est née en 2004, dans un contexte de transformation politique importante : la proclamation du *municipio* autonome de Xochistlahuaca (ou Suljaa', en amuzgo).

Je reviens sur les origines de la radio. En 2002, une succession d'évènements et d'abus de pouvoir du gouvernement officiel, incarné par la présidente municipale Aceadeth Rocha, ont conduit les habitants à réinstaurer leur propre forme de gouvernement, celle par laquelle ils s'étaient organisés à diverses périodes de leur histoire : la nomination d'autorités traditionnelles selon les us et coutumes en assemblée. La présidente municipale avait intensifié la répression contre le peuple amuzgo dès son arrivée au pouvoir en 1999, à travers la violation de droits élémentaires. Elle était considérée comme une cacique par les populations de la région à cause de son approche clientéliste et violente dans l'exercice du pouvoir. Ce contexte s'ac-

compagnait d'un durcissement des politiques fédérale et locale envers le peuple amuzgo.

Historiquement, les peuples originaires du Guerrero ont toujours dû faire face à la domination et à la violence exercée par les caciques, dirigeants locaux despotiques et corrompus, avec la complicité des institutions étatiques et des partis politiques et soutenus par eux. Le peuple amuzgo à Xochistlahuaca est depuis longtemps impliqué dans une lutte contre la domination des caciques et pour faire valoir leur droit à l'autonomie, entendue comme le droit des peuples à développer leurs propres formes d'organisation en dehors de l'État et du système de partis, par le biais d'instances de décision telles que l'assemblée, et en accord avec leurs modes de vie et de pensée. En 2002, une grande partie des habitants ont réactivé ce droit qui leur était dénié depuis des années par les autorités officielles.

C'est alors qu'a émergé le projet de radio. Elle a été mise en place pour permettre la participation des communautés environnantes au processus d'autonomie impulsé dans le chef-lieu, la mise en relation entre elles, l'impulsion de réflexions et de pratiques pour accompagner et fortifier l'organisation de ce processus.

Radio Ñomndaa a commencé à émettre en décembre 2004, après deux ans de préparation. Durant ces deux ans, ils ont bénéficié du soutien d'autres radios communautaires, d'étudiants de l'Université nationale autonome de Mexico, d'organisations locales. La radio émet en espagnol et en amuzgo selon les émissions et les animateurs, dans un rayon de 30 kilomètres et couvre les *municipios* voisins. On y écoute des émissions sur la médecine traditionnelle, le travail de la terre, les questions qui touchent les femmes, les problèmes intrafamiliaux, les problèmes régionaux et nationaux, les questions liées à l'éducation, à la famille. Puis, des contes et de la musique traditionnels.

Son rôle dans le processus d'autonomie est donc rattaché à son histoire, mais aussi à son activité quotidienne, son champ d'action, sa programmation, son lien avec d'autres collectifs en résistance.

Elle est un outil pour l'autonomie au sens où elle œuvre à la fortification de la langue et de la culture amuzgas. À Xochistlahuaca, près de 70 % de la population est monolingue, parlant seulement amuzgo. Il s'agit d'une culture avant tout orale, d'où l'adéquation avec un tel média de communication. Radio Ñomndaa contribue à redynamiser la langue amuzga, à la valoriser auprès des nouvelles générations. Faire vivre une langue, c'est faire vivre tout ce qui l'entoure, un univers de représentations.

La préservation de l'identité et de la culture est un facteur de cohésion communale et un ferment du processus d'autonomie. Au Mexique, elle se conçoit comme une position vitale face aux mécanismes de dépossession des territoires et des cultures exercés par le capitalisme dans une visée d'homogénéisation totale de la société.

Elle participe au processus d'autonomie car elle est un outil de divulgation et d'information. Lors de mon passage à Xochistlahuaca, j'ai eu l'occasion d'échanger avec des jeunes sur les motifs de leur participation à la radio. Ce qui revenait toujours dans leur témoignage, c'était la notion d'éveil des consciences. Pour beaucoup, la radio (au sens de la participation à la radio et tout ce qu'elle implique comme échanges) enseigne tout ce que l'école n'a pas enseigné, ou a désappris. C'est comme une école de la vie, par contraste avec l'école institutionnelle. Celle-ci occulte les éléments essentiels qui leur permettraient de comprendre leur histoire, insérée dans celle du peuple amuzgo, qui rejoint l'histoire commune de tous les peuples originaires du pays. Radio Ñomndaa procure à certains une éducation politique, au sens noble du terme, qu'ils n'ont pas trouvé ailleurs et qu'ils peuvent bâtir collectivement.

Hormis le partage autour de l'histoire et de la culture, elle est un outil de divulgation des menaces qui pèsent sur le territoire (pillage des ressources, mégaprojets de construction, creusement de mines à ciel ouvert) et participe à la mobilisation qui s'impose en conséquence, au niveau du *municipio*. La radio aborde les politiques de répression, les luttes qui ont lieu dans la région et le pays.

Un autre aspect de l'articulation entre la radio et le processus d'autonomie est le fait qu'elle assume son statut d'illégalité, privilégiant le «permis des gens» et non le permis officiel, qu'elle ne cherche pas.

La question du statut des radios communautaires, de la légalité ou de l'illégalité dans laquelle elles se trouvent, est complexe. J'en propose un aperçu dans le livre. Ce qui est certain, c'est que le droit des peuples à disposer et administrer leurs propres médias est établi dans plusieurs traités, tels que l'Organisation internationale du travail, ou depuis 1996 les Accords de San Andrés. Radio Ñomndaa, comme d'autres radios communautaires illégales aux yeux du pouvoir, exerce ce droit dans la pratique, en s'appuyant sur la légitimité que leur

accorde la communauté. C'est en partie grâce cette légitimité qu'elle puise sa force : Radio Ñomndaa est un outil de construction et de communication, fait par les communautés et au service des communautés. Elle répond à leurs besoins et la programmation est le reflet de ce qu'elles vivent.

Radio Ñomndaa n'emprunte pas la voie légaliste pour continuer à exercer son droit à émettre sur les ondes. La radio a organisé en 2008, avec l'ensemble des communautés, une assemblée afin de décider de l'obtention ou non d'un permis du gouvernement pour émettre (qui leur aurait été délivré par le Secrétariat des communications et des transports, instance en charge de leur délivrance). Il a été décidé que ce qui comptait, c'était le permis des gens et non celui du gouvernement. Cette décision découle d'un positionnement collectif, reflété à plusieurs reprises par la mobilisation massive et spontanée des communautés lors d'attaques perpétrées contre la radio. Elle témoigne par ailleurs d'une vision partagée par de nombreuses communautés en lutte dans le pays : l'autonomie ne naît pas d'un décret légal mais de la volonté et de la décision de ceux qui l'exercent en désobéissant.

Guillaume : Outre la radio, comment se concrétise le projet d'autonomie du peuple amuzgo ?

Anna : La concrétisation du projet d'autonomie passe par beaucoup de biais, des pratiques inspirées d'une culture ancestrale, par la résistance aux mécanismes qu'exerce le gouvernement pour faire dépendre les gens de lui. Rappelons qu'en 2002, les habitants ont instauré un gouvernement traditionnel, ou autogouvernement, en nommant les autorités traditionnelles selon les us et coutumes en assemblée. Le *palacio municipal* (la mairie) et d'autres espaces municipaux ont été occupés (certains le sont encore), des comissions nommées pour la prise en charge des différents travaux et la défense du mouvement, le tout permettant la réappropriation par les habitants d'espaces importants. Cette organisation a culminé pendant trois ans, puis a décliné à cause de la répression et des divisions instaurées par les autorités officielles et les partis. Le livre revient en détail sur cette période. Même si le « *municipio* autonome de Suljaa'» n'a plus la même force qu'à ce moment-là, la construction de l'autonomie se poursuit via l'action de collectifs divers dont Radio Ñomndaa, la tenue régulière d'assemblées, la nomination d'autorités traditionnelles dont le travail s'articule en collaboration et concertation avec les habitants, les luttes pour la défense des territoires, la fortification de la langue et de la culture, le travail collectif, la mise en place de coopératives, l'autonomie alimentaire, etc., pour ne citer que certains aspects.

Comme le souligne un des membres de la radio, « *une des pratiques du gouvernement est de faire dépendre les gens de lui. Heureusement, ici, on cultive le maïs et le haricot, et la plupart des choses poussent bien. Même si ça ne suffit pas pour toute l'année, ça nous aide à subvenir à nos besoins et à ne pas dépendre du gouvernement. C'est un aspect fondamental de la résistance* ».

À Xochistlahuaca, les habitants pratiquent principalement une agriculture familiale destinée à l'autoconsommation. Certains produits sont destinés à la vente en coopérative, comme la fleur d'hibiscus (*flor de jamaica*), dont le Guerrero est le premier producteur. Xochistlahuaca compte une activité d'artisanat très développée, surtout par les femmes. Des coopératives de confection de vêtements artisanaux ont été mises en place pour garder le contrôle sur le processus de fabrication et éviter le système d'intermédiaire. En effet, le secteur est confronté à un problème majeur, comme c'est souvent le cas ailleurs : la présence permanente de spéculateurs qui achètent les produits à bas prix et les revendent plus du triple. C'est la réalité, invisible mais qui fait souvent la règle, des conditions de production de ces magnifiques pièces qu'on trouve sur les marchés des grandes villes : des prix bradés pour des pièces d'artisanat dont la confection prend parfois plusieurs mois. Pour faire face à ce problème, les artisanes ont développé ces formes d'organisation en coopérative.

La défense du territoire et le travail communautaire sont d'autres aspects de la lutte pour l'autonomie à Xochistlahuaca et dans les autres communautés indigènes en résistance. Nous abordons ces dynamiques dans le livre.

Guillaume : Le peuple amuzgo a-t-il développé d'autres médias autonomes ?

Anna : Radio Ñomndaa est le seul média autonome dans le *municipio* de Xochistlahuaca. En revanche, il y en a d'autres dans la région, et l'ensemble de ces médias cherche à se structurer à travers un « réseau des médias communautaires du Guerrero ». En mars dernier a eu lieu la première rencontre des radios communautaires du Guerrero, à San Luis Acatlán, au siège de la Coordination régionale des autorités communautaires du Guerrero de La Montana et de la Costa Chica. Ce réseau regroupe au moins sept radios de la région, qui s'intègrent plus largement dans un projet communicatif de transformation sociale. Il vise à fixer des objectifs communs quant à la défense des radios, dont Radio Ñomndaa, celle de la Normal de Ayotzinapa, Baza Radio et Radio Unisur, et accentuer la solidarité face aux actes de répression, très fréquents.

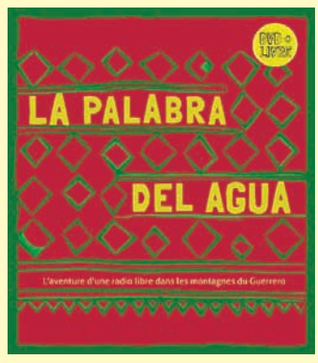
Guillaume : Où en sont aujourd'hui la radio et, plus généralement, l'expérimentation de l'autonomie du peuple amuzgo ?

Anna : Radio Ñomndaa a fêté en décembre dernier son septième anniversaire, malgré des conditions difficiles : en raison du climat politique d'extrême tension dans le pays et des évènements survenus dans le Guerrero à cette même période (assassinats de personnes impliquées dans les luttes sociales), la Coordination de soutien à Suljaa' (collectif crée en 2009 à Mexico, et à l'origine de la campagne « Justice pour La Parole de l'eau ») a dû annuler sa participation à l'évènement. Malgré les diverses formes de répression, continuelles depuis sa création, Radio Ñomndaa émet depuis plus de sept ans. Le soutien de la communauté est total et la radio est reconnue dans la région et au Mexique.

Le peuple amuzgo poursuit son expérimentation de l'autonomie malgré les obstacles imposés par les autorités officielles. Aceadeth Rocha est députée et a été remplacée par un autre président municipal « de sa lignée », qu'elle maintient sous ses ordres. Le mouvement pour l'autonomie se maintient, à Xochistlahuaca, à travers le collectif Rebeldía Suljaa', les représentants agraires de l'Ejido (les terres communales), les femmes artisanes, des collectifs de jeunes, les acteurs et sympathisants de Radio Ñomndaa, qui continuent à travailler avec les communautés : « *Nous restons résolus dans cette lutte pour exercer nos droits par la voie des faits dans la réalité quotidienne, pour construire une manière différente de vivre en société* » (David, membre de la radio en août 2011).

Propos recueillis par Guillaume Goutte (juin 2012)

DVD *La Palabra del agua*, Éditions CMDE, mars 2012, accompagné d'un livre de 96 pages, 17 euros. Disponible à la Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.



Pour en savoir plus sur le Mexique et ses luttes

Autour du magonisme et de l'anarchisme au Mexique

Ricardo Flores Magón, *Propos d'un agitateur*, Libertalia, 2008.

La Révolution mexicaine de Ricardo Flores Magón, Spartacus, 2004.

Revue *Itinéraire*, « Ricardo Flores Magón », 1992.

David Doillon, « De l'anarchiste comme figure littéraire dans l'œuvre de Ricardo Flores Magón », *À contretemps*, http://acontretemps.org/spip.php?article253

David Doillon, « Ricardo Flores Magón et le magonisme. Itinéraire et trajectoire », *À contretemps*, http://acontretemps.org/spip.php?article93

L'émission *Terre et Liberté*, sur Radio libertaire, du 11 janvier 2010 était consacrée à Ricardo Flores Magón et au magonisme. En libre écoute sur : http://terre-et-liberte.net/spip.php?article33

Paco Ignacio Taibo II, *Archanges*, Métaillé, 2012.

Paco Ignacio Taibo II, *De passage*, Métaillé, 1997.

Sur le magonisme actuel

Thierry Libertad, « Entrevue avec le Centre Social Libertaire-Ricardo Flores Magón », *Divergences*, http://divergences.be/spip.php?article593

Sur la Révolution mexicaine

Jacqueline Covo-Maurice, *La Révolution mexicaine. Son passé et son présent*, Ellipses, 1999.

Adolfo Gilly, *La Révolution mexicaine 1910-1920. Une révolution interrompue. Une guerre paysanne pour la terre et le pouvoir*, Syllepse, 1995.

François-Xavier Guerra, *Le Mexique. De l'ancien régime à la révolution*, L'Harmattan, 1985.

Jack London, *Le Mexicain*, Libertalia, 2007.

Jean Meyer, *La Révolution mexicaine*, Calmann-Lévy, 1973.

Americo Nunes, *Les Révolutions du Mexique*, Ab Irato, 2009.

John Reed, *Le Mexique insurgé*, Editions du Seuil, 1996.

Jesús Silva Herzog, *Histoire de la Révolution mexicaine*, Lux, 2009.

Paco Ignacio Taibo II, *Pancho Villa*, Payot, 2009.

John Womack, *Emiliano Zapata*, La Découverte, 2008.

Filmographie

Sergio Corbucci, *Vamos a matar compañeros*, 1970.

Le 1er mai 2011 à Mexico

Damiano Damiana, *El chuncho*, 1967.

Elia Kazan, *Viva Zapata !*, 1952.

Sergio Leone, *Il était une fois… la révolution*, 1972.

Louis Malle, *Viva Maria !*, 1965.

Sur le zapatisme, les luttes indiennes et Oaxaca

Jérôme Baschet, *La Rébellion zapatiste. Insurrection indienne et résistance planétaire*, Flammarion, 2005.

Raúl Ornelas Bernal, *L'Autonomie, axe de la résistance zapatiste* suivi de *L'Autre Campagne : hypothèse plébéienne*, Rue des Cascades, 2007 (épuisé).

Gloria Muñoz Ramirez, *EZLN : 20 et 10, le feu et la parole*, Nautilus, 2004.

Bérengère Morucci, *Carnets zapatistes (Chiapas). Une expérience de la guerre de basse intensité*, L'Harmattan, 2007.

Chiapas-Mexico. La marche zapatiste, photographies de Mat Jacob, Atlantica, 2003.

Yvon Le Bot, *Le Rêve zapatiste*, Le Seuil, 1997.

Sous-commandant insurgé Marcos, *Mexique, Calendrier de la résistance suivi de Chiapas : la treizième stèle*, Rue des Cascades, 2007.

Sous-commandant Marcos, *Saisons de la digne rage* (avec la participation de la commandante Hortensia et du lieutenant-colonel Moisés), (présentation, glossaire et chronologie par Jérôme Baschet). Climats, 2009.

Alèssi Dell'Umbria, *Échos du Mexique indien et rebelle*, Rue des Cascades, 2010.

Joani Hocquenghem, *Le Rendez-vous de Vícam. Rencontre de peuples indiens d'Amérique*, Rue des Cascades, 2008.

Georges Lapierre, *La Commune d'Oaxaca. Chroniques et considérations*, précédé de *Vive la Commune !* par Raoul Vaneigem. Rue des Cascades, 2008.

B. Traven, *La Révolte des pendus*, La Découverte Poche, 2010.

B. Traven, *Le Pont dans la jungle*, Gallimard, 2004.

Liens adresses & sites

Alianza zapatista magonista
http://espora.org/amz/

Auditorio Che Guevara
http://www.auditoriocheguevara.org/

Centro Social Libertario de Monterrey
http://kreaylucha.blogspot.fr

Colectivo Autonomo Magoniste
http://colectivoautonomomagonista.blogspot.fr/

Colectif Hihos del Pueblo
http://espora.org/hijosdelpueblo/

Federación local libertaria (Mexico D. F.)
http://congresolibertario.blogspot.fr/

Desinformemonos
http://desinformemonos.org/

La Voie du jaguar
http://lavoiedujaguar.net/"http://lavoiedujaguar.net/

Comité de soutien aux peuples du Chiapas en lutte
http://cspcl.ouvaton.org/

Radios
http://www.regeneracionradio.org/
http://www.kehuelga.org/

Fédération anarchiste

federation-anarchiste.

Si un groupe ou une liaison ne possède ni adresse postale ni courriel, ou s'il n'existe pas de groupe ou liaison dans votre région, contactez le secrétariat aux relations intérieures de la FA :
FA-RI 145, rue Amelot 75011 Paris
relations-interieures@federation-anarchiste. org

02 AISNE

Groupe Kropotkine
Athénée libertaire & Bibliothèque sociale
8, rue de Fouquerolles
02000 Merlieux
Permanence les 1er, 3ème et 5ème jeudi du mois de 18 heures à 21 heures
Tél. : 03 23 80 17 09
kropotkine02@no-log.org
http://kropotkine.cybertaria.org

03 ALLIER

Groupe de Montluçon

allier (a) federation-anarchiste. org

04 ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE

Liaison Alpes-de-Haute-Provence
alpes-de-haute-provence@federation-anarchiste.org

05 HAUTES-ALPES

Groupe GEL-05
BP 111
05003 Gap Cedex
gel-05@wanadoo.fr

06 ALPES-MARITIMES

Liaison Antibes

07 ARDÈCHE

Groupe d'Aubenas
c/o CESA
BP 15
01170 Villeneuve-de-Berg
FA-groupe-daubenas@wanadoo.fr

10 AUBE

Liaison de Troyes
troyes@federation-anarchiste.org

12 AVEYRON

Liaison Sud-Aveyron
c/o SAP
BP 42 560
12400 Saint-Affrique

13 BOUCHES-DU-RHONE

Groupe Germinal de Marseille
germinal@federation-anarchiste.org
Liaison La Ciotat
germinal@federation-anarchiste.org

14 CALVADOS

Groupe Sanguin – Caen
groupesanguinfa14@laposte.net
http://facaen.zeblog.com/

15 CANTAL

Liaison Pierre-Noire
cantal@federation-anarchiste.org
Liaison Walden
walden@federation-anarchiste.org

17 CHARENTE-MARITIME

Groupe Nous-Autres
c/o ADIL
BP 3
17350 Port-d'Envaux
nous-autres@federation-anarchiste.org

19 CORRÈZE

Liaison José-Fortuny

21 CÔTE-D'OR

Groupe la Mistoufle
Maison des associations
Groupe la Mistoufle
c/o les Voix sans maître
BP 8
2, rue des Corroyeurs
21000 Dijon
Réunion et permanence le premier lundi de chaque mois à partir de 20h30 au 6, impasse Quentin (proche du marché à Dijon)
lamistoufle@federation-anarchiste.org

22 COTES-D'ARMOR

Groupe Jean-Souvenance
C/O CEL
1, rue Yves-Creston
22000 Saint-Brieuc
souvenance@no-log.org

23 CREUSE

Groupe Arthur-Lehning
alayn.dropsy@yahoo.fr
http://anarchie23.centerblog.net

Liaison GranitE 23

granite23 (a) federation-anarchiste. org
http://liaisongranit.eklablog.com/

24 DORDOGNE

Groupe Drapeau-Noir-du-Périgord
c/o ADCS 24
Le Peuch
24290 Saint-Amand-de-Coly
groupe-dnp@federation-anarchiste.org
http://dnp.lautre.net
Groupe Emma-Goldman – Périgueux
emma.goldman@no-log.org
http://fa-perigueux.blogspot.com/
Liaison Villamblard
villamblard@federation-anarchiste.org

25 DOUBS

Groupe Pierre-Joseph-Proudhon
c/o CESL
BP 121
25014 Besançon Cedex
groupe-proudhon@federation-anarchiste. org
http://www.lautodidacte.org
Librairie L'Autodidacte
5, rue Marulaz
25000 Besançon

Liaison Nord-Doubs
liaison-nord-doubs@federation-anarchiste.org

26 DRÔME

Groupe La Rue Râle (Saint-Marcellin-Royans)
laruerale@no-log.org
http://vercors-libertaire.blogspot.com/
Vente du Monde libertaire le samedi au marché de Saint-Marcellin de 10h30 à 12h30

27 EURE

Groupe d'Evreux
evreux.fa@gmail.com
http://FAgroupedEvreux.monsite-orange.fr

Liaison de Vernon

vernon (a) federation-anarchiste. org

28 EURE-ET-LOIRE

Groupe libertaire Le Raffut de Chartres
fa.chartres@gmail.com

29 FINISTÈRE

Liaison Finistère
finistere@federation-anarchiste.org

30 GARD

Groupe Gard-Vaucluse

fa30-84@no-log.org
www.fa-30-84.org
Liaison Alès
ales@federation-anarchiste.org

32 GERS
Liaison Henri-Bouyé

33 GIRONDE
Cercle libertaire Jean-Barrué
c/o Athénée libertaire
7, rue du Muguet
33000 Bordeaux
cercle-jean-barrue@federation-anarchiste.org
http://cerclelibertairejb33.free.fr/

34 HERAULT
Groupe de Montpellier-Hérault
montpellier@federation-anarchiste.org

35 ILLE-ET-VILAINE
Groupe La Sociale
Local « la Commune »
17, rue de Chateaudun
35000 Rennes
contact@farennes.org
http://www.farennes.org
Librairie associative La Commune
17, rue de Chateaudun
35000 Rennes
ouverte le mercredi & samedi de 14 heures à 18 heures
Groupe La Digne Rage
Local « la Commune »
17, rue de Chateaudun
35000 Rennes
ladignerage@riseup.net
http://anartoka.com/la-digne-rage/portal.php
Liaison Géronimo – Redon
Local « la Commune »
17, rue de Chateaudun
35000 Rennes
geronimo@federation-anarchiste.org

38 ISÈRE
Groupe FA Vercors (Lans-en-Vercors)
fa.vercors@no-log.org
http://vercors-libertaire.blogspot.com
Groupe La Rue râle (Saint-Marcellin-Royans)
laruerale@no-log.org
http://vercors-libertaire.blogspot.com
Vente du Monde libertaire le samedi au marché de Saint-Marcellin de 10 h 30 à 12 h 30.

39 JURA
Liaison Jura
jura@federation-anarchiste.org

40 LANDES
Liaison Elisée-Reclus
elisee-reclus@federation-anarchiste.org
http://libertaire-landes.blogspot.fr/

42 LOIRE
Groupe Nestor-Makhno de la région stéphanoise
Bourse du travail salle 15 bis
Cours Victor-Hugo
42 028 Saint-Etienne cedex 1
groupe. makhno42@gmail.com/

43 HAUTE-LOIRE
Liaison Sébastien-Faure – Langeac/Le Puy-en-Velay
sebastien-faure@federation-anarchiste.org

44 LOIRE ATLANTIQUE
Groupe de Saint-Nazaire
saint-nazaire@federation-anarchiste.org
Groupe de Nantes
nantes@federation-anarchiste.org
http://fa-nantes.over-blog.com/

45 LOIRET
Groupe Gaston-Couté
groupegastoncoute@netcourrier.com
http://www.yagoa.fr/loiret-libertaire

46 LOT
Liaison de Figeac
figeac@federation-anarchiste.org
Liaison de Gourond
gourdon@federation-anarchiste.org

49 MAINE-ET-LOIRE
Liaison d'Angers
angers (a) federation-anarchiste. org

50 MANCHE
Liaison de Cherbourg
cherbourg@federation-anarchiste.org

56 MORBIHAN
Groupe libertaire Francisco-Ferrer
Cité Allende
Boîte 19
56100 Lorient
fedeanar56@yahoo.fr
http://anars56.over-blog.org/
Groupe libertaire René-Lochu
6, rue de la Tannerie
56000 Vannes
fedeanar56@yahoo.fr
http://anars56.over-blog.org/

57 MOSELLE
Groupe de Metz
Association culturelle libertaire
BP 16
57 645 Noisseville
groupedemetz@federation-anarchiste.org
metz. bibliothequesociale1@orange.fr

59 NORD
Liaison Boris-Vian - Région lilloise
boris-vian@federation-anarchiste.org

60 OISE
Liaison Oise – Compiègne
fa-oise-somme@no-log.org
Liaison Beauvais
scAlp60@laposte.net

62 PAS-DE-CALAIS
Groupe de Béthune
bethune@federation-anarchiste.org
http://liaisondebethune.blogspot.com/
Groupe d'Arras
arras@federation-anarchiste.org

66 PYRENEES-ORIENTALES
Groupe John-Cage – Perpignan
john-cage@federation-anarchiste.org

67 BAS-RHIN
Groupe de Strasbourg
ACLS
c/o Lucha y fiesta
BP 41017
67027 Strasbourg cedex 01
groupe-strasbourg@federation-anarchiste.org
http://fastrasbg.lautre.net/

Liaison Bas-Rhin
c/o REMON
BP 35
67340 Ingwiller
liaison-bas-rhin@federation-anarchiste.org

68 HAUT-RHIN
Groupe du Haut-Rhin
groupe-haut-rhin@federation-anarchiste.org
Liaison Centre-Alsace (Ribeauvillé)
centre-alsace@federation-anarchiste.org
Liaison Sundgau
sundgau@federation-anarchiste.org

69 RHÔNE
Groupe Vivre Libre
c/o La Maison des passages
44, rue Saint-Georges
69 001 Lyon
groupe@vivre-libre.org
http://vivre-libre.org
Liaison Mornant – Monts des Lyonnais
mornant@federation-anarchiste.org

71 SAÔNE-ET-LOIRE
Groupe La Vache Noire de Chalon-sur-Saône
C/O ADCL Le retour 71250 Jalogny
leperepeinard@no-log.org

72 SARTHE
Groupe Lairial
L'épicerie du Pré.
31, rue du Pré
72000 Le Mans
Permanence libertaire le samedi à 18 heures et café libertaire le premier samedi du mois à 16h.

73 SAVOIE
Groupe de Chambéry
c/o La salamandre

Maison des associations
67, rue Saint-François-de-Sales
Boîte X/33
73000 Chambéry
FA73@no-log.org
http://fa73.lautre.net

74 HAUTE-SAVOIE

Liaison Haute-Savoie
haute-savoie@federation-anarchiste.org

75 PARIS

Groupe Pierre-Besnard
groupe-pierre-besnard@federation-anarchiste.org
Groupe Regard noir
regard-noir@federation-anarchiste.org
http://regard-noir.blogspot.com/
Groupe Cable-Street-Beat-Strictly Antifascist
cable-street@federation-anarchiste.org
Groupe Claaaaaash
groupe.claaaaaash@federation-anarchiste.org
http://claaaaaash.over-blog.org
Groupe Louise-Michel
groupe-louise-michel@federation-anarchiste. org
Groupe Berneri
Tous les mercredis sur Radio libertaire, de 20 h 30 à 22 h 30, émission Ras-les-Murs, actualites prison/repression, lutte contre tous les enfermements !
Groupe La Rue
c/o Le Monde libertaire
Groupe Salvador-Seguí
groupe-segui@federation-anarchiste.org
http://www.groupe-segui.blogspot.com/
Groupe Idées noires
ideesnoires.fa@noos.fr
http://www.ideesnoires.fr.nf
Groupe Quartier-Pirate Paris/banlieues
quartier.pirate@gmail.com
http://quartier-pirate.blogspot.com/

Groupe Voltairine de Cleyre

groupedecleyre (a) yahoo. fr
Groupe Anartiste
an.artiste@yahoo.fr
http://anartiste.hautetfort.com/
Groupe Artracaille
artracaille@orange.fr
pour le groupe :
http://www.artracaille.fr/
pour l'émission radio :
http://artracaille.blogspot.com/
Librairie du Monde libertaire
145, rue Amelot
75011 PARIS
Tél : 01 48 05 34 08
Ouverture du lundi au vendredi de 14 heures à 19 h 30, le samedi, 10 heures à 19 h 30
librairie-publico@sfr.fr
http://www.librairie-publico.com/
Bibliothèque la Rue
10, rue Robert-Planquette
75018 Paris
ouverte le jeudi de 18 heures à 19 h 30 et samedi de 15 heures à 18 heures
bibliothequelarue@no-log.org
http://bibliotheque-larue.over-blog.com/
Radio libertaire
89.4 Mhz et sur le net 89.4
radio-libertaire@federation-anarchiste.org
http://rl.federation-anarchiste.org/

76 SEINE-MARITIME

Groupe de Rouen
c/o Librairie l'Insoumise
128, rue Saint-Hilaire
76000 Rouen
farouen@no-log.org
Groupe d'Elbeuf-sur-Seine
c/o Librairie l'Insoumise
128, rue Saint-Hilaire
76000 Rouen
elbeuf@federation-anarchiste.org
Librairie l'Insoumise
128, rue Saint-Hilaire
76000 Rouen
Ouverture mercredi 16 heures à 18 heures, vendredi 17 heures à 19 heures, samedi 11 heures à 18 heures. Pendant les vacances scolaires les samedis de 14 heures à18 heures
http://www.insoumise.lautre.net/

77 SEINE-ET-MARNE

Groupe Sacco-et-Vanzetti
c/o GRELE
1 bis, rue Émilie
77500 Chelles

78 YVELINES

Groupe Gaston-Leval
gaston-leval@federation-anarchiste.org

80 SOMME

Groupe Alexandre-Marius-Jacob
fa-amiens@no-log.org

81 TARN

Groupe Les ELAF
elaf@federation-anarchiste.org

84 VAUCLUSE

Groupe Gard-Vaucluse
fa30-84@no-log.org
http://www.fa-30-84.org

86 VIENNE

Groupe Pavillon noir de Poitiers
pavillon-noir@federation-anarchiste.org
http://fa86.noblogs.org/

87 HAUTE-VIENNE

Groupe le Cri du Peuple – Limoges
limoges@federation-anarchiste.org

91 ESSONNE

Groupe Evry-Corbeil
accueil@essonnelibertaire.org
http://www.essonnelibertaire.org/
http://fa-evry-corbeil.blogspot.com/

92 HAUTS-DE-SEINE

Groupe Idées-Noires
ideesnoires.fa@noos.fr
http://www.ideesnoires.fr.nf

93 SEINE-SAINT-DENIS

Groupe Henry-Poulaille
groupe-henry-poulaille@wanadoo.fr
Groupe Albert-Camus
camusfa@no-log.org
Groupe de Saint-Ouen
saint-ouen-93@federation-anarchiste.org
http://seenthis.net/people/saint_ouen
Groupe de Montreuil
famontreuil@gmail.com
http://groupefamontreuil.blogspot.com/

94 VAL-DE-MARNE

Groupe Elisée-Reclus
faivry@no-log.org
http://fa-ivry.forlogaj.net/
Groupe Tous les maquis
touslesmaquis@voila.fr
Liaison L'Avenir
Liaison Fresnes-Antony
fresnes-antony@federation-anarchiste.org

95 VAL-D'OISE

Groupe Makhno de Cergy-Pontoise
makhno-cergy@tele2.fr

98 NOUVELLE-CALEDONIE

Liaison Nouvelle-Calédonie
nouvelle-caledonie@federation-anarchiste.org

BELGIQUE

Groupe Ici-et-maintenant
groupe-ici-et-maintenant@federation-anarchiste.org
Le groupe édite avec d'autres le trimestriel *À voix autre* http://www.avoixautre.be

SUISSE

Liaison Saint-Imier
st-imier@federation-anarchiste.org

GROUPES ITINERANTS ET/OU PROFESSIONNELS

Groupe La Lune-Noire
Groupe d'intermittents du spectacle
Présence dans le Finistère, les Pyrénées-Orientales et sur Paris
groupelalunenoire@lalunenoire.net

GRILLE DES PROGRAMMES

MISE À JOUR LE 19/06/11

Périodicité des émissions :
(1) bimensuelle (2) mensuelle (3) autre
Sans indication : hebdomadaire

DIMANCHE

08h00 / **Goloss Truda, la voix du travail** : émission franco-russe

10h00 / à partir de septembre / **Jour de lessive anticléricale** : animée par les Libres Penseurs de l'ADLPF

12h00 / **Folk à lier** : le magazine des musiques traditionnelles

14h00 / en alternance
(1) **Tempête sur les planches** : actualité du théâtre et de la danse
(2) **Symbiose** : le mode du libre sous tous ses aspects : informatique, artistique...
(2) **Cris et murmures** : la radio sort des murs pour monter sur les scènes slam

15h30 / en alternance
(2) **Chants, contrechamps** : cinéma d'auteur(s) et chansons à texte(s)
(2) **L'heure Stratocaster** : relecture et découverte du rock par des ados
(2) **Des mots, une voix** : des mots, des auteurs
(2) **La plume noire** : nos nouveautés éditoriales anarchistes

17h00 / **Le mélange** : musique et actualité du spectacle

18h30 / en alternance
(1) **Échos et frémissements d'Irlande** : émission de l'association irlandaise
(1) **Il y a de la fumée dans le poste** : émission du CIRC

20h30 / en alternance
(1) **Détruire l'ennui** : anarcho punk et diy (dot it yourself)
(2) **Les désaxés** : ciné en zone libre (1er dimanche)

22h30 / en alternance
(1) **Rudie's back in town** : les rudes boys et les rudes girls sont de retour en ville
(1) **Seppuku** : musiques

00h00 / **Restons éveillés !!!**

LUNDI

09h00 / **Les enfants de Cayenne** : avec des morceaux de vrais anarchistes dedans

11h00 / **Lundi matin** : infos et revue de presse

14h30 / **Ondes de choc** (1) : magazine culturel, poésie, chansons et littérature

16h00 / en alternance
(3) **Trous Noirs** : luttes sociales (1ers, 2es, 4es et 5es lundis)
(2) **Le Vivre Ensemble** : végétarisme et cause animale (3e lundi)

18h00 / en alternance
(2) **Les mangeux d'terre** : écolo-libertaire (1er lundi)
(2) **Focus** / 18h30 : émission débat avec deux invités sur un sujet actuel et un invité musical pour un live en fin d'émission (2e lundi)
(2) **La santé dans tous ses états** : l'actualité du milieu de la santé (3e lundi du mois)
(2) **Le vivre ensemble** : végétarisme et cause animale (4e lundi du mois)

19h30 / **Le monde merveilleux du travail** : des syndicats de la CNT

21h00 / **Ça urge au bout de la scène** : actualité de la chanson

22h30 / **De la pente du carmel, la vue est magnifique** : comme son nom l'indique

MARDI

08h00 / **Le parisien libertaire** : actualité parisienne

10h00 / **Court-Circuit** : scènes philosophiques

11h00 / **Artracaille** : débat de la condition de l'artiste dans la cité

12h30 / **Wreck this mess** : cocktail de musiques radicales

14h30 / **L'idée anarchiste** : textes historiques ou actuels sur l'anarchisme

16h00 / en alternance
(1) **Les amis d'Orwell** : émission contre les techniques de surveillance et les systèmes de contrôle des individus
(1) **Un peu d'air frais** : écologie au quotidien

17h00 / **Des oreilles avec des trous (dedans)** : des fusiques molles pour fous les tous

18h00 / en alternance
(1) **Idéaux et débats** : émission littéraire
(1) **Pas de quartiers...** : ça se passe près de chez vous

19h30 / **Paroles d'associations** : magazine de la vie associative et culturelle

20h30 / en alternance
(3) **Radio libertaria** : émission de la CNT (1ers, 2es et 4es mardis).
(2) **Émission spéciale** : sur un sujet d'actualité, antenne ouverte aux auditeurs (3e mardi)

22h30 / **Ça booste sous les pavés :** musique, reportages, actu

00h30 / **For a few sixties more** : musique populaire des années 60

MERCREDI

08h00 / **La bibliothèque anarchiste** (1) : textes anarchistes et débats d'idées

09h00 / **L'entonnoir** : antipsychiatrie

10h30 / **Blues en liberté** : émission musicale blues

12h30 / **Sans toit ni loi** : émission sur les mal-logés et la précarité

14h00 / **Le manège** : littérature, cinéma

16h00 / **Léo 38** : reggae et autres

17h00 / **Wesh t'as vu ?** (3) : Micro-trottoirs (4es et 5es mecredis)

18h30 / **Femmes libres** : femmes qui luttent, femmes qui témoignent

20h30 / **Ras les murs** : actualité des luttes des prisonniers

22h30 / **Traffic** : musiques urbaines et libres propos

00h30 / **Les rendez-vous soniques** : le magazine libertaire du rock. Rendez-vous live.

JEUDI

10h00 / **Chronique hebdo** : analyse libertaire de l'actualité

12h00 / **De rimes et de notes** : actualité du spectacle et de la chanson

14h00 / **Radio Cartable** : la radio des enfants des écoles d'Ivry sur Seine

15h00 / **Bibliomanie** : autour des livres

16h30 / **Petites annonces d'entraide**

18h00 / **Si vis pacem** : émission antimilitariste de l'Union Pacifiste de France

19h30 / en alternance
(3) **Cinéma en free style** : cinéma alternatif d'hier et d'aujourd'hui (1ers, 2es et 4es jeudis)
(3) **Body freaks :** la radio trans, actu et débats trans (3e jeudi)

20h30 / **Entre chiens et loups** : art, anarchie

22h00 / **Epsilonia** : musiques expérimentales et expérimentations sonores

VENDREDI

08h00 / **Zulu for ever** : rap français des années 90

09h30 / **A las barricadas !** (1) : Chroniques de la révolution espagnole

11h00 / **Zones d'attraction** : philosophie witz et performance

13h00 / **Place aux fous** (1) : musiques, disciplines de l'indiscipline

14h30 / **Les oreilles libres** : musiques engagées

16h00 / à partir du 29 juillet
Do you hack me ? (2) : les bidouilleurs du réel (4e vendredi)

17h30 / en alternance
(3) **Radio esperanto** : émission de l'association Sat-Amikaro
(2) **Radio ZAM** : spécial esperanto jeunes

19h00 / **L'invité du vendredi**, c'est-à-dire en alternance :
(2) **Des droits et des hommes** : émission de la Ligue des Droits de l'Homme
(2) **L'antenne sociale** : autour des acteurs du social
(2) **Raison présente** : émission de l'Union Rationaliste de France
(2) **Trait d'union** : le mouvement des idées

21h00 / en alternance
(1) **Offensive...** libertaire et sociale
(1) **La grenouille noire** : anarchisme et écologie

22h30 / en alternance
(1) **Muzar** : autour de l'art contemporain
(1) **Bol d'art...** : tu traces

00h00 / **Les nuits musicales**, en alternance :
(3) **Nuit Léo 38** (2es et 4es vendredis)
(2) **Sure Shots** (1er vendredi)
(2) **SoundRadio** (3e vendredi)

SAMEDI

08h00 / **Réveil hip-hop** : hip-hop

10h00 / **La philanthropie de l'ouvrier charpentier** : comme son nom ne l'indique pas

11h30 / **Chronique syndicale** : luttes et actualités sociales

13h30 / **Chroniques rebelles** : débats, dossiers et rencontres

15h30 / **Deux sous de scène** : le magazine de la chanson vivante

17h00 / en alternance
(3) **Bulles noires** : BD et polar
(2) **Bulles de rêve** : cinéma d'animation

19h00 / en alternance
(1) **Tribuna latino-americana** : actualité politique de l'Amérique latine (1ers et 3es samedis)
(2) **Longtemps, je me suis couché de bonne heure** : magazine des livres, de la musique et du cinéma (2e samedi)
(2) **Contre-bandes** : Cinéma (4e samedi)

21h00 / **Les nuits libertaires**, c'est-à-dire en alternance :
(1) **Orpheas Antissa, les jardins d'Orphée** : chronique artistique, musique classique et contemporaine
(1) **Tormentor** : musiques alternatives

23h00 / en alternance
(1) **Nuits off** : topologies sonores, rock et chroniques
(1) **Hôtel paradoxe** : pratique de la poésie sonore et de la performance

RADIO LIBERTAIRE

En Ile-de-France : **89.4 MHz**
Et sur Internet, depuis
http://rl.federation-anarchiste.org

145 rue Amelot - 75011 PARIS
Tél. : 01.48.05.34.08
Tél. studio 01 43 71 89 40

Tarifs France et étranger

(hors-série inclus)

3 mois, 12 n^{os}	◯ 25 €
6 mois, 25 n^{os}	◯ 50 €
1 an, 45 n^{os}	◯ 75 €

Règlement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin à renvoyer à :
Le Monde libertaire - 145, rue Amelot - 75011 Paris - France

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Bulletin d'abonnement

Abonnement de soutien

1 an, 45 n^{os} ◯ **95** €

Pour les chômeurs, les étudiants et les bénéficiaires du RSA, 50 % de réduction en France métropolitaine et gratuit pour les détenus. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international
(IBAN: FR76 4255 9000 0621 0076 4820 363).
(BIC: CCOPFRPPXXX)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Directeur de publication: Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0614 C 80740 – Imprimerie 3A (Paris)
Dépot légal 44145 – 1er trimestre 1977 Routage 205 – EDRB – Diffusion Presstalis. Photos et illustrations de ce numéro: droits réservés.